



MUNICIPAL
Gazette
MUNICIPALE
DE—OF
Montreal

— Toutes communications se rapportant aux annonces ou aux abonnements devront être adressées tout simplement comme suit:

“LA GAZETTE MUNICIPALE”
Bureau de Poste: 465 ou
42 Place Jacques-Cartier, Montréal.
— Toutes communications se rapportant à la rédaction, devront être adressées comme suit:
“LA GAZETTE MUNICIPALE”
Hôtel de Ville, Montréal

— (c) —
— All communications relative to advertisements or subscription, should be addressed simply as follows:

“THE MUNICIPAL GAZETTE”
Post Office Box: 465 or 42
Jacques-Cartier Square, Montreal
All communications relative to the editorial part of the paper should be addressed as follows:

“THE MUNICIPAL GAZETTE”
City Hall Montreal.
Telephone Main 4240.

Organe officiel de la Corporation de la Ville de Montréal Official organ of the Corporation of the City of Montreal
CANADA

Paraît le lundi matin
Published every Monday morning
Abonnements \$4 par an
Subscriptions a year
Payables d'avance
Payable in advance

Amendements à la Charte de la Cité

LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CITE DE MONTREAL RELATIVEMENT A L'ADMINISTRATION GENERALE.

(Telle qu'adoptée par la Législature et sanctionnée le 3 avril 1912)

ATTENDU que la Cité de Montréal a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de ses affaires que sa Charte, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et les lois qui l'amendent, soient modifiées, et qu'il est à propos d'accéder à sa demande:

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 5 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 7 Edouard VII, chapitre 63, section 1; 8 Edouard VII, chapitre 85, section 1; 9 Edouard VII, chapitre 81, section 1; 1 George V (1ère session), chapitre 48, sections 1 et 3, et 1 George V (2ème session), chapitre 60, section 2, est de nouveau amendé en y ajoutant le paragraphe suivant après le paragraphe m:

[“n. Est annexée à la Cité et fait partie du quartier Notre-Dame de Grâce:

La partie du village de la Côte Saint-Luc portant les Nos 70, 71, 143, 148, 152a, 154 et 164 du cadastre de la paroisse de Montréal, sans autre condition que les suivantes:

1. Les terres en culture dans le territoire ainsi annexé ne devront pas être évaluées à plus de cent piastres l'arpent, de la date de l'annexion au 4 juin 1920, ou aussi longtemps que durant ce laps de temps, lesdites terres ou parties d'icelles n'auront pas été subdivisées en lots à bâtir; et durant cette période, les fermiers auront le droit d'y garder du fumier pour l'usage de leur ferme, pourvu qu'il ne soit pas placé à moins de cent pieds du chemin public ou de toute habitation. Cette évaluation comprendra les maisons, granges, écuries et autres bâtiments nécessaires à la culture desdites terres.

2. La Cité de Montréal paiera à la corporation du village de la Côte Saint-Luc une somme de deux cent cinquante piastres”].

2. L'article 7 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 3 Edouard VII, chapitre 62, section 2; 7 Edouard VII, chapitre 63, section 3; 8 Edouard VII, chapitre 85, section 2; 9 Edouard VII, chapitre 81, section 2, et 1 George V (1ère session), chapitre 48, section 4, est de nouveau amendé en remplaçant le paragraphe 20 par le suivant:

Amendments to the City Charter

AN ACT TO AMEND THE CHARTER OF THE CITY OF MONTREAL WITH RESPECT TO GENERAL ADMINISTRATION.

(As adopted by the Legislature, and assented to on the 3rd April 1912).

WHEREAS the city of Montreal, has, by its petition represented that it is in the interest of the proper administration of its affairs that its charter, the act 62 Victoria, chapter 58, and its amendments, be amended and whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Article 5 of the act 62 Victoria, chapter, 58, as amended by the acts 7 Edward VII, chapter 63, section 1; 8 Edward VII, chapter 85, section 1; 9 Edward VII, chapter 81, section 1; 1 George V, (1st session), chapter 48, sections 1 and 3, and 1 George V, (2nd session), chapter 60, section 2, is further amended by adding thereto the following paragraph after paragraph m:

[“n. That part of the village of Côte St. Luc bearing Nos. 70, 71, 143, 148, 152a, 154 and 164 of the cadastre of the parish of Montreal, shall be annexed to the city and shall form part of Notre-Dame de Grâce Ward, without any other conditions than the following:

1. Lands under cultivation in the territory so annexed shall not be valued at more than one hundred dollars per arpent from the date of the annexation to the 4th June, 1920, or so long, during such period, as such lands or parts of lands have not been subdivided into building lots; and during the said period, farmers may keep manure on said lands for the use of their farms, provided that the same be not placed at a distance less than 100 feet from the public road or from any dwelling. The said valuation shall include the houses, barns, stables and other buildings required for the cultivation of said lands.

2. The city of Montreal shall pay the corporation of the village of la Côte St. Luc a sum of \$250.00.”]

2. Article 7 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the acts 3 Edward VII, chapter 62, section 2; 7 Edward VII, chapter 63, section 3; 8 Edward VII, chapter 85, section 2; 9 Edward VII, chapter 81, section 2 and 1 George V, (1st session), chapter 48, section 4, is further

"20. Le quartier Notre-Dame de Grâce comprend le territoire décrit dans les paragraphes *e* et *n* de l'article 5."

3. L'article 25 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

"25. Nul ne peut être mis en nomination pour la charge de maire [ou d'échevin] ou être élu à cette charge à moins qu'il ne [soit sujet britannique] et n'ait résidé dans la Cité durant le cours de l'année précédant le jour de la mise en nomination".

4. L'article 29 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par la loi 1 George V (1ère session), chapitre 48, section 20, est remplacé par le suivant:

"29. Nul ne peut être mis en nomination pour la charge d'échevin ou être élu à cette charge à moins qu'il [ne soit sujet britannique,] et qu'il n'ait résidé dans la Cité durant le cours de l'année précédant le jour de la mise en nomination."

5. L'article 34 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est abrogé.

6. L'article 47 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 63 Victoria, chapitre 49, section 2, et 7 Edouard VII, chapitre 63, section 8, est remplacé par le suivant:

"47. Les personnes suivantes sont privées du droit d'avoir leurs noms inscrits sur la liste des électeurs:

1. Le Greffier de la Cité et ses assistants;
2. Les personnes qui ne sont pas sujets britanniques;
3. Les personnes qui, au moment où la liste est faite, ne sont plus en possession, comme propriétaires, de l'immeuble qui leur a donné le cens électoral. [Néanmoins le président du bureau des estimateurs doit inscrire le nouveau propriétaire sur la liste des électeurs, pourvu, toutefois, qu'il possède le cens électoral requis par la loi;]

4. Les personnes logeant dans un hôtel, une pension ou une maison privée, et autrement habiles à voter;

5. Les locataires qui, à l'époque de la révision des listes des électeurs, ne tiennent plus feu et lieu dans le quartier, et aussi les locataires d'un bureau, ayant qualité pour voter comme tels, qui n'ont pas réellement occupé ledit bureau depuis le mois de mai immédiatement précédent, ou qui ont cessé de l'occuper à l'époque de la révision des listes des électeurs."

6a. L'article 48 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 63 Victoria, chapitre 49, section 3, et amendé par la loi 1 George V (1ère session), chapitre 48, section 25, est abrogé.

7. L'article 61 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé, en ce qui regarde la version anglaise, par la loi 63 Victoria, chapitre 49, section 4, est remplacé par le suivant:

"61. Le premier décembre, le président du bureau des estimateurs [transmet la liste attestée des électeurs au Greffier de la Cité, qui la garde dans son bureau, où elle peut être examinée par les parties intéressées jusqu'à ce qu'elle soit définitivement révisée.]"

8. L'article 62 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

"62. Sur réception de la liste qui lui est remise par le [président du bureau des estimateurs], le Greffier de la Cité fait immédiatement insérer dans deux journaux français et dans deux journaux anglais un avis, suivant la formule No 2, de la révision de la liste des électeurs, fixant le jour et l'endroit où la liste de chacun des quartiers sera révisée."

9. L'article 92 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 1 George V (2ème session), chapitre 60, section 6, est remplacé de nouveau par le suivant:

"92. Il doit être produit avec chaque bulletin de nomination:

Un certificat du Trésorier de la Cité indiquant que le candidat ne doit rien à la Cité pour taxes, contributions

ther amended by replacing paragraph 20 thereof by the following:

"20. Notre-Dame de Grâce Ward shall comprise the territory described in paragraphs *e* and *n* of article 5.

3. Article 25 of the act 62 Victoria, chapter 58, is replaced by the following:

"25. No person can be nominated for the office of mayor [alderman] nor elected to such office unless he is [a British subject] and has resided in the city during the whole year preceding the nomination day."

4. Article 29 of the act 62 Victoria, chapter 58 as amended by the act 1 George V (1st session) chapter 48, section 20, is replaced by the following:

"29. No person can be nominated for the office of alderman nor elected to such office unless he [is a British subject] and has resided in the city during the whole year preceding the nomination day."

5. Article 34 of the act 62 Victoria, chapter 58, is repealed.

6. Article 47 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the acts 63 Victoria, chapter 49, section 2, and 7 Edward VII, chapter 63, section 8, is replaced by the following:

"47. The following persons are not entitled to have their names entered on the electors' list:

1. The city clerk and his assistants;
2. Persons who are not British subjects;
3. Persons who are no longer in possession as proprietors of the property on which they are qualified when said list is made; [Nevertheless, the chairman of the board of assessors shall enter the name of the new proprietor on the voters' list, provided, however, that he be possessed of the qualification required by law;]

4.—Persons who are guests or lodgers in a hotel, boarding-house, or private dwelling, and not otherwise qualified;

5.—Tenants who, at the time of the revision of the electoral lists, are no longer householders in the ward, and also tenants of any office, qualified as such, who have not actually occupied said office since the Month of May next preceding, or who have ceased occupying the same at the time of the revision of the electoral lists."

6a. Article 48 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the act 63 Victoria, chapter 49, section 2, and as amended by the act 1 George V, (1st session), chapter 48, section 25, is repealed.

7. Article 61 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended for the English version by the act 63 Victoria, chapter 49, section 4, is replaced by the following:

"61. On the first December, the chairman of the board of assessors, [shall transmit the certified voters' list to the city clerk, who shall keep the same in his office, where it may be examined by the parties interested until finally revised.]"

8. Article 62 of the act 62 Victoria, chapter 58, is replaced by the following:

"62. On receipt of the list delivered to him by the [chairman of the board of assessors,] the city clerk shall immediately cause to be inserted in two French and two English newspapers a notice of the revision of the municipal voters' list (as per form No. 2), stating the day on which and the place where the list for each of the wards shall be revised."

9. Article 92 of the act 62 Victoria, chapter 58 as replaced by the act 1 George V (2nd session) chapter 60, section 6, is again replaced by the following:

"92. With every nomination paper there shall be filed: A certificate from the city treasurer showing that the candidate is not indebted to the city for taxes, assessments on immoveables or water rates and that he has

foncières ou taxe de l'eau, et qu'il a déposé la somme de \$200, tel que requis par la loi entre les mains dudit trésorier.

Le bulletin de présentation sera aussi accompagné de la déclaration solennelle contenue dans la formule No 7.

Les bulletins de présentation, ainsi que les déclarations et les certificats ci-dessus mentionnés, doivent être remis à l'officier-rapporteur, par le candidat ou son représentant, dans le délai indiqué dans l'avis public visé par l'article 81.

10. L'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 63 Victoria, chapitre 49, sections 7 et 8; 3 Edward VII, chapitre 62, sections 22 et 23; 4 Edward VII, chapitre 49, sections 6 et 7; 7 Edward VII, chapitre 63, sections 10 et 11; 8 Edward VII, chapitre 85, section 15; 9 Edward VII, chapitre 81, sections 7, 8 et 9; 1 George V (1ère session), chapitre 48, section 29, et 1 George V (2ème session), chapitre 60, sections 10 et 11, est de nouveau amendé en remplaçant les paragraphes 88, 107, 120 et 127 par les paragraphes suivants portant respectivement les mêmes numéros:

"88. Pour exiger que les provisions ou denrées achetées et vendues d'ordinaire sur les marchés publics et apportées dans la Cité pour y être vendues soient transportées aux marchés publics pour y être exposées en vente; et que ces provisions ou denrées ne soient offertes ou mises en vente, ou vendues ou achetées dans aucun autre endroit de la Cité que sur les marchés publics; mais le Conseil peut autoriser toute personne à vendre offrir ou mettre en vente, en dehors des limites desdits marchés, des viandes, légumes et denrées apportés et vendus d'ordinaire sur les marchés publics, en lui octroyant un permis dans ce but moyennant le paiement de telle somme et à telles conditions qui seront fixées par règlements. Néanmoins, la Cité devra accorder des permis annuels, (licences), dont le prix n'excédera pas vingt-cinq piastres, aux cultivateurs, jardiniers ou maraichers, leur permettant de vendre leurs produits aux épiciers, bouchers ou marchands de fruits et de légumes et aux marchands de provisions, aux magasins ou entrepôts respectifs de ces derniers. Les dispositions de la Charte et des règlements de la Cité relatifs à la manière d'émettre les permis et licences s'appliqueront dans le cas actuel."

"107. Pour créer et établir, [et la Cité devra créer et établir dans un délai de douze mois à compter de la sanction de la présente loi,] à même les fonds généraux de la Cité, un fonds de retraite pour les officiers et employés de la Cité, avec telles conditions et stipulations que le Conseil peut déterminer et pour obliger lesdits officiers et employés à contribuer à ce fonds à même leurs salaires dans la proportion fixée par le Conseil.

"120. Pour protéger les membres du corps des pompiers de la Cité contre les accidents résultant de fausses alarmes d'incendie, et, à cet effet, [pour imposer à ceux qui sonnent de fausses alarmes, pour la première offense, une amende de \$100, et, à défaut de paiement, un emprisonnement de pas moins de six mois; pour la deuxième offense, une amende de \$200, et, à défaut de paiement, un emprisonnement de pas moins de douze mois; pour la troisième offense deux ans de prison sans option d'amende, le tout avec dépens.]

"127. Pour prescrire que tous officiers municipaux sont autorisés à entrer, en tout temps, dans les édifices publics, les établissements industriels, les lieux d'amusements, les hôtels, les maisons à appartements, les institutions d'enseignement et de charité, et dans tous autres locaux ou endroits où des substances explosives, des copeaux, des déchets ou autres objets, articles ou marchandises de nature à provoquer un incendie, sont placés ou gardés, [à l'effet de constater si telles substances explosives, copeaux, déchets ou autres objets, articles ou marchandises sont ainsi gardés ou placés de manière à offrir, dans l'opinion de ces officiers, un danger d'incendie].

Pour obliger tout propriétaire, locataire, occupant, gardien, ou surveillant de tous tels édifices publics, établissements industriels, lieux d'amusements, hôtels, maisons à appartements, institutions d'enseignement et de charité, ainsi que tous autres locaux ou endroits où sont placés et gardés des matières explosives, des copeaux, des déchets ou autres objets, articles, ou marchandises de nature à provoquer un incendie, de les placer et les garder de façon que, dans l'opinion desdits officiers, ils ne puissent provoquer aucun tel incendie; pour conférer à ces offi-

ciés la somme de \$200.00 en la main de l'officier municipal trésorier, tel que requis par la loi.

The nomination paper shall also be accompanied by the solemn declaration contained in form No. 7.

The nomination papers, declarations and certificates above mentioned shall be handed to the returning officer by the candidate or his representative within the delay indicated in the public notice mentioned in article 81."

10. Article 300 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the acts 63 Victoria, chapter 49, sections 7 and 8; 3 Edward VII, chapter 62, sections 22 and 23; 4 Edward VII, chapter 49, sections 6 and 7; 7 Edward VII, chapter 63, sections 10 and 11; 8 Edward VII, chapter 85, section 15; 9 Edward VII, chapter 81, sections 7, 8 and 9; 1 George V, (1st session), chapter 48, section 29, and 1 George V, (2nd session), chapter 60, sections 10 and 11, is further amended by replacing paragraphs 88, 107, 120 and 127 thereof, by the following paragraphs bearing the same numbers respectively;

"88. To provide that provisions and provender, usually bought and sold in public markets, that may be brought to the city for sale, or any of them, shall be conveyed to the public markets and there exposed for sale; and that no such provisions or provender shall be offered, or exposed for sale, or be sold or purchased elsewhere in the city, than on the public markets, but the council may provide for empowering any person to sell, offer or expose for sale beyond the limits of said markets meat, vegetables and provisions usually bought and sold on public markets and for granting him a license for that purpose upon payment of such sum and the performance of such conditions as shall be fixed by by-law. [Nevertheless, the city shall grant yearly licenses, the price whereof shall not exceed \$25.00, to farmers, gardeners and market gardeners, allowing them to sell their produce to grocers, butchers, fruit and vegetable dealers and provision merchants at the respective stores or warehouses of the latter. The provisions of the city charter and by-laws respecting the manner of issuing permits and licenses shall apply to this case.]"

"107. To create and establish [and the city shall create and establish within a delay of twelve months from the sanction of this act] out of the general funds of the city, a pension fund for the officers and employees of the city, with such conditions and stipulations as the council may determine and to compel the said officers and employees to contribute to such fund out of their salaries in such proportion as may be fixed by the council;

"120. To protect the members of the fire brigade of the city against accidents resulting from false fire alarms, and, to that effect, [to impose on those who sound false alarms, for the first offence, a fine of \$100, and in default of payment, an imprisonment for a term of not less than six months; for the second offence, a fine of \$200, and in default of payment an imprisonment for a term of not less than twelve months; for the third offence, two years imprisonment without any option of a fine, the whole with costs.]

"127. To enact that all municipal officers shall be authorized to enter at any time, in public buildings, industrial establishments, places of amusement, hotels, apartment houses, educational and charitable institutions, or in any other premises or places where explosive compounds, shavings, rubbish or other materials, articles, goods or merchandise liable to cause fire are placed or kept, [in order to ascertain whether such explosive compounds, shavings, rubbish, or other materials, articles, goods or merchandise are so kept or placed in such a manner as, in the opinion of any such officers, to be a source of a danger of fire.

To compel the owners, tenants, occupants, caretakers, and watchmen of any such public buildings, industrial establishments, places of amusement, hotels, apartment houses, educational and charitable institutions, and any other premises, or places where are placed and kept any explosive compounds, shavings, rubbish, or other materials, articles, goods or merchandise liable to cause fire, to place and keep the same in such a manner that, in the opinion of the said officers, they may not cause any fire; to give such municipal officers power to order that

ciers municipaux le pouvoir d'ordonner qu'ils soient placés de manière à ne présenter aucun danger d'incendie, et pour prescrire qu'à défaut d'obéissance à ce règlement ou aux ordres ainsi donnés, ils soient enlevés aux frais du délinquant, et qu'en outre le délinquant soit passible de la pénalité que peut édicter le conseil dans les limites autorisées par la charte."]

11. L'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 63 Victoria, chapitre 49, sections 7 et 8; 3 Edouard VII, chapitre 62, sections 22 et 23; 4 Edouard VII, chapitre 49, sections 6 et 7; 7 Edouard VII, chapitre 63, sections 10 et 11; 8 Edouard VII, chapitre 85, section 15; 9 Edouard VII, chapitre 81, sections 7, 8 et 9; 1 George V (1ère session), chapitre 48, section 29 et 1 George V (2e session), chapitre 60, sections 10 et 11, est de nouveau amendé:

a. En y insérant, après le paragraphe 130, le paragraphe suivant:

["130a. Pour prescrire qu'à l'approche des ambulances ou des voitures et appareils à incendie dans la Cité, répondant à un appel, le propriétaire ou le conducteur de toute voiture ou de tout véhicule-moteur quelconque, sera tenu de se ranger à droit le long du trottoir, et d'y rester stationnaire jusqu'à ce que ces ambulances, voitures et appareils à incendie soient passés, et pour prescrire, dans le cas des tramways, qu'ils devront aussi s'arrêter aussi promptement que possible et demeurer stationnaires afin de laisser passer les ambulances, voitures et appareils à incendie."]

b. En y insérant les paragraphes suivants après le paragraphe 133:

["134. Pour, nonobstant toute loi à ce contraire, permettre aux voitures du service des incendies de la Cité, aux voitures de patrouille de la police, aux voitures de patrouille des compagnies de tramways ou d'éclairage et aux voitures-ambulances des hôpitaux l'usage exclusif de sifflets d'alarmes ou sirènes d'une espèce déterminée par la Cité, et aussi pour déterminer le mode exclusif de s'en servir."]

["135. Pour pourvoir à l'établissement, au maintien et à l'exploitation de glaciers municipales; pour imputer sur les fonds d'emprunt le coût de l'établissement de ces glaciers, et pour payer les dépenses de leur maintien et de leur exploitation, à même les revenus de la Cité; pour autoriser la Cité à vendre de la glace provenant de ces glaciers, ou disposer autrement de cette glace, selon qu'elle le jugera à propos."]

["136. Pour forcer les propriétaires ou occupants de tout terrain, sauf les terres en culture, à couper et détruire, entre le 15 juillet et le 15 août de chaque année, les herbes de toute espèce sur tel terrain, offrant des dangers d'incendie, et pour déterminer dans quel cas ces herbes offrent tels dangers d'incendie;]

["137. Pour permettre, aux conditions, et avec les restrictions que la Cité pourra imposer, la circulation d'autobus et l'établissement, l'entretien et l'exploitation de lignes d'autobus dans la Cité de Montréal; prescrire dans quelles rues elles pourront être exclues; sujet aux dispositions des articles 1388 à 1435 des Statuts refondus, 1904, concernant les véhicules-moteurs, quant au maximum de vitesse, à l'enregistrement des véhicules et aux licences des propriétaires et des chauffeurs."]

["137a. Pour réglementer la gouverne et la discipline des chauffeurs d'automobiles et des auto-taxis de louage, et pour punir les personnes qui se servent de ces voitures et refusent de payer le tarif indiqué par le taximètre et pour permettre à la Cité d'inspecter lesdits taximètres."]

["138. Pour réglementer: (a) la manière de placer dans les rues, ruelles, places publiques, ou dans, ou sur les propriétés privées, les fils aériens et souterrains, avec leurs accessoires et installations; (b) la manière de raccorder tout bâtiment ou édifice maintenant construit, ou qui sera construit à l'avenir, ou toute machine ou appareil, dans ces édifices ou bâtiments, avec les fils et installations des personnes, sociétés, et corporations fournissant ou produisant l'énergie électrique dans les limites de la Cité; (c) la manière de poser les fils dans tout bâtiment ou édifice où l'énergie électrique est employée; (d) la nature et le genre des matériaux et des appareils à employer, et la méthode d'employer ces matériaux et appareils. Le présent paragraphe ne doit pas être interprété de façon à restreindre en aucune manière les droits et pouvoirs conférés à la Cité en vertu de quelque disposition de la charte et de ses amendements."]

they be so arranged that there shall be no danger of fire and to prescribe that in the event of the by-laws or orders so given not being complied with, the same shall further be liable to such penalty as the council may enact within the limits authorized by the charter."]

11. Article 300 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the acts 63 Victoria, chapter 49, sections 7 and 8; 3 Edward VII, chapter 62, sections 22 and 23; 4 Edward VII, chapter 49, sections 6 and 7; 7 Edward VII, chapter 63, sections 10 and 11; 8 Edward VII, chapter 85, section 15; 9 Edward VII, chapter 81, sections 7, 8 and 9; 1 George V, (1st session), chapter 48, section 29, and 1 George V, (2nd session,) chapter 60, sections 10 and 11, is further amended:

a. By inserting after paragraph 130, the following paragraph:

[130a. To enact that on the approach of any ambulance or of any vehicle and apparatus of the fire department in the city responding to a call, every owner or driver of any vehicle or motor vehicle whatsoever shall bring the same to a stand-still on the right-hand curb and remain there until the said ambulance, vehicle or apparatus shall have passed, and to enact that, in the case of tramways, the cars shall also stop as promptly as possible and remain stationary to allow the ambulance, vehicles and apparatus of the fire department to pass.]

b. By adding the following paragraphs after paragraph 133.

["134. To allow, notwithstanding any law to the contrary, the vehicles of the fire department, the patrol wagons of the police or of tramway and light companies and the hospital ambulances, the exclusive use of horns or alarm whistles of a pattern to be determined by the city and also to determine the exclusive manner of using the same."]

["135. To provide for the establishment, maintenance and operation of municipal ice-houses; to charge the cost of the establishment of such ice-houses against the loan fund and to pay the expenses connected with the maintenance and operation thereof out of the city revenue."]

To authorize the city to sell ice from its ice-houses or otherwise dispose of such ice as it may deem expedient.]

["136. To compel the owners or occupants of any lot of land except farm lands, to cut and destroy between the 15th July and the 15th August of each year, all weeds whatsoever existing thereon which may be a source of danger of fire and to determine in what cases such weeds are a source of danger."]

["137. To permit, under such conditions and restrictions as the city may impose, the circulation of autobuses and the establishment, maintenance and operation of autobus lines in the city of Montreal; to prescribe on which streets they may circulate and be established and from what streets they may be excluded; subject to the provisions of articles 1388 to 1435 of the Revised Statutes, 1909, governing motor vehicles, respecting speed limits, the registration of vehicles and the licenses of owners and chauffeurs."]

137a. To regulate the government and discipline of chauffeurs of automobiles and taxicabs for hire and to punish persons who use such vehicles and refuse to pay the tariff rates indicated by the taximeter, and to allow the City to inspect such taximeter.

["138. To regulate: (a) the manner of placing in the streets, lanes, public places, or in or on private properties, overhead and underground wires, with their accessories and installation; (b) the manner of connecting any building now erected or to be hereafter erected, or any machine or apparatus, in said buildings, with the wires and installations of persons, firms, and corporations supplying or producing electric power within the limits of the city; (c) the manner of placing the wires in any building where electric power is used; (d) the nature and kind of materials and appliances. This paragraph shall not be construed so as to restrict in any wise the rights and powers conferred upon the city in virtue of any of the provisions of the charter and its amendments."]

12. L'article 334 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, section 27, est de nouveau remplacé par le suivant:

"334. Au mois de décembre de chaque année, le conseil met de côté les sommes disponibles sur les revenus de la Cité, pour les besoins des divers départements civiques durant l'exercice suivant.

En ce faisant, le conseil doit maintenir l'équilibre entre les revenus et les dépenses, et pourvoir:

- (a) Aux frais de perception du revenu civique;
- (b) A l'intérêt sur la dette civique et à tout fonds d'amortissement qui pourra être établi;
- (c) A la taxe scolaire;
- (d) A une réserve de [trois] pour cent pour les dépenses imprévues, telles que celles se rattachant aux jugements, aux réceptions officielles, aux épidémies, aux inondations, aux cas fortuits et aux dommages causés par force majeure;
- (e) Aux autres charges établies sur le revenu civique y compris tout déficit d'une année antérieure;
- (f) Aux réparations, frais d'entretien, salaires et dépenses générales d'administration;

[(g) Aux pertes possibles dans la perception des taxes.]"

L'article 334c de la loi 62 Victoria, chapitre 53, tel qu'édicte par la loi 9 Edouard VII, chapitre 21, section 12, est amendé en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"334c. La Cité contribuera à l'avenir, annuellement, une somme de quarante mille piastres pour l'établissement et le maintien de l'école technique de Montréal, et est autorisée à imputer ce montant sur le fonds de réserve ou tout autre fonds disponible.

13. L'article 335a de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, section 29, est remplacé par le suivant:

"335a. Il est du devoir du Contrôleur de la Cité de soumettre au Conseil, à son assemblée mensuelle du mois d'avril, chaque année, un état estimatif des surplus résultant des exercices antérieurs, après qu'il aura été pourvu à tous les crédits votés et aux obligations s'y rattachant. Cet état devra aussi mentionner la perception probable de ce surplus avant la fin de l'exercice alors en cours.]

Le Conseil, [après le premier jour de mai], peut voter comme crédit supplémentaire pour les fins d'administration, travaux permanents ou autres fins prévues par la Charte, la somme établie d'après l'alinéa précédent."

14. L'article 336 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 1 George V (1ère session), chapitre 48, section 34, est remplacé par le suivant:

"336. Aucune résolution du Conseil, ou rapport, ou résolution du Bureau des Commissaires autorisant ou recommandant la dépense de sommes d'argent, n'est adopté ou n'a d'effet avant qu'un certificat du Contrôleur ne soit produit, établissant qu'il y a des fonds à la disposition de la Cité pour le service et les fins pour lesquelles cette dépense est projetée.

[Néanmoins, il est loisible au Conseil, sur rapport du Bureau des Commissaires, de faire des contrats ou marchés pour l'achat de fournitures diverses pour les besoins ou l'usage des différents départements de la Cité durant un exercice subséquent, et, dans ce cas, le montant de ces contrats ou marchés est imputé par anticipation sur le budget de tel exercice.]"

15. L'article 338a de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 9 Edouard VII, chapitre 81, section 14, est remplacé par le suivant:

"338a. Nonobstant toute disposition à ce contraire, le Conseil peut, par le vote des deux tiers de tous ses membres, [sur recommandation au préalable du Bureau des Commissaires,] accorder des indemnités, annuités ou gratifications à des employés du service municipal devenus incapables de remplir [efficacement] leurs fonctions; [faire des dons ou échanges de terrains, vacants ou construits, pour des fins d'instruction, de charité, de philanthropie ou d'autres fins que ce soit, que le Conseil et le

12. Article 334 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the act 3 Edward VII, chapter 62, section 27, is further replaced by the following:

"334. In the month of December of each year, the council shall appropriate the sums at its disposal out of the revenues of the city for the needs of the various civic departments for the ensuing fiscal year.

In so doing, the council shall maintain the equilibrium between the revenues and expenses and provide for:

- (a) The cost of collection of the civic revenue;
 - (b) The interest upon the civic debt and any sinking fund which may be established;
 - (c) The school tax;
 - (d) A reserve of [three] per cent for unforeseen expenses such as those relating to judgments, official receptions, epidemics, inundations, fortuitous events and damages caused by irresistible force;
 - (e) Other established charges upon the civic revenue, including any deficit from any previous year;
 - (f) Repairs, maintenance, salaries and expenses for general administration;
- [(g) Possible loss in the collection of taxes.]"

Article 334c of the act 62 Victoria, chapter 53 as replaced by 9 Edward VII, chapter 81, section 12, is amended by replacing the first paragraph by the following:

334c. The City shall in future contribute annually a sum of forty thousand dollars for the establishment and maintenance of the Montreal Technical School and it is authorized to take such amount out of the reserve fund or any other fund at its disposal.

13. Article 335a, of the act 62 Victoria, chapter 58, as enacted by act 3 Edward VII, chapter 62, section 29, is replaced by the following:

"335a. It shall be the duty of the city comptroller to submit to the council, at its monthly meeting of the month of April, each year, an estimate of the surplus resulting from the previous fiscal years, after all the appropriations voted and the obligations connected thereto shall have been provided for. This estimate shall also mention the probable collection of such surplus before the expiration of the then current fiscal year:]

The council [after the first day of May, may vote as supplementary appropriations for administration purposes, permanent works or other purposes provided by the charter the sum established according to the preceding paragraph."

14. Article 336 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the act 1 George V, (1st session) chapter 48, section 34, is replaced by the following:

"336. No resolution of the council, or report or resolution of the board of commissioners, authorizing or recommending the expenditure of any moneys, shall be adopted or have any effect, until a certificate of the comptroller is produced establishing that there are funds at the disposal of the city for the service and purposes for which such expenditure is proposed.

[It shall, nevertheless, be lawful for the council, on a report from the board of commissioners, to make contracts or agreements for the purchase of various supplies for the needs or use of the different civic departments during a subsequent fiscal year, and in such case, the amount of said contracts or agreements shall be charged in anticipation against the appropriations of such fiscal year]"

15. Article 338a of the act 62 Victoria, chapter 58, as enacted by the act 9 Edward VII, chapter 81, section 14, is replaced by the following:

"338a. Notwithstanding any provisions to the contrary, the council, may, by the vote of two-thirds of all its members, [on the previous recommendation of the board of commissioners,] grant indemnities, annuities or gratuities to employees of the municipal service who have become unable to [efficiently] fulfil their duties; [make gifts or exchanges of vacant lands or lands built upon for educational, charitable, philanthropic or other purposes whatsoever which the council and the

Bureau des Commissaires décideront être d'intérêt général ou public;] voter des sommes d'argent pour secourir les victimes de conflagration, d'inondation ou de désastre [dans la Cité ou ailleurs,] pour des fins non prévues d'hygiène, de charité ou d'intérêt public, pour des fins artistiques, ou pour des œuvres destinées à assurer le développement physique, intellectuel [et moral] de la population, [pour aider, maintenir et développer les universités, bibliothèques publiques ou municipales, institutions publiques ou de charité, et pour construire des monuments et contribuer à leur érection."]

16. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 343, tel que remplacé par la loi 8 Edouard VII, chapitre 85, section 5 :

["343a. Sans que le présent article puisse être interprété comme affectant en quoi que ce soit les emprunts faits en vertu de l'article précédent, ou autorisés par le même article, mais non encore effectués, s'élevant réunis à une somme totale de \$47,932,500.00 et représentant quinze pour cent de l'évaluation des immeubles imposables laquelle, d'après le rôle d'évaluation et de contribution foncière de 1910, est fixée à \$319,550,000.00, la Cité ne peut emprunter à l'avenir que douze pour cent sur toute augmentation de valeur de la propriété imposable, en sus du montant ci-dessus de \$319,550,000.00, et tout emprunt qu'elle effectuera en vertu de la présente disposition sera racheté au moyen d'un fonds d'amortissement suffisant pour rembourser le capital à l'expiration du terme de tout tel emprunt."]

17. L'article 353b de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, section 34, est amendé en remplaçant les paragraphes 1, 2 et 3 par les suivants :

"353b. 1. La Cité de Montréal [pourra,] d'ici au 1er [mai 1914,] fournir un espace suffisant et pourvoir à la construction de halles et d'abris convenables et nécessaires pour accommoder les cultivateurs et les jardiniers qui apportent leurs produits au Marché Bonsecours.

2. Pour atteindre cette fin, la Cité [pourra] exproprier les terrains bornés au nord-ouest par la rue LeRoyer, au nord-est par la rue Claude, au sud-est par la rue Saint-Paul, et au sud-ouest par la place Jacques-Cartier] ainsi que les lots Nos 16, 17, 18 et 19 des plans et livre de renvoi officiels du quartier Est de la Cité, et à acquérir tous les droits de locataires ou d'occupant qui peuvent exister dans ces limites, en suivant les formalités, conditions et restrictions contenues dans la loi concernant les expropriations d'intérêt général.

3. Pour défrayer le coût de ces améliorations, la Cité pourra, sur recommandation à cet effet du Bureau des Commissaires, par règlement du Conseil, emprunter [pour le montant nécessaire à cette fin."]

19. L'article 364 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 3 Edouard VII, chapitre 62, sections 37 et 38; 4 Edouard VII, chapitre 49, section 13 et 14; 7 Edouard VII, chapitre 63, sections 21 et 22; 9 Edouard VII, chapitre 81, section 16 et 1 George V (2ème session), chapitre 60, section 19, est de nouveau amendé en remplaçant le paragraphe o par le suivant :

"o. Une taxe spéciale n'excédant pas [un] pour cent sur les primes perçues dans la Cité par les compagnies d'assurance contre l'incendie faisant affaires et prenant des risques dans la Cité, pourvu que, dans chaque cas, le minimum soit de deux cents piastres.

Lorsqu'une compagnie d'assurance contre l'incendie cumule d'autres branches d'assurance, une taxe spéciale additionnelle est prélevée sur cette compagnie, savoir: la taxe dont le taux est le plus élevé sur l'une desdites branches d'assurances respectivement.

L'abrogation par la loi 4 Edouard VII, chapitre 49, section 13, du premier alinéa du paragraphe (o) de l'article 364 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, n'affecte en aucune manière les règlements passés en vertu d'icelui, lesquels ont été et continueront d'être en vigueur comme si cette abrogation n'avait pas eu lieu."

20. L'article 477 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par les lois 7 Edouard VII, chapitre 63, section 42, et 1 George V (2ème session), chapitre 60, section 27, est amendé en y ajoutant, à la fin du quatrième alinéa, les mots suivants :

board of commissioners may deem as being of general or public interest;] vote sums of money for the relief of the victims of conflagration, floods or disasters [in the city or elsewhere,] for unforeseen hygienic, charitable and public interest purposes, for artistic purposes or for works designed to promote the physical, intellectual [and moral] development of the population, [for the purpose of aiding, maintaining and developing universities, public or civic libraries, public or charitable institutions, and for the purpose of erecting monuments and of contributing to the erection thereof."]

16. The following article is inserted in the act 62 Victoria, chapter 58, after article 343 as replaced by the act 8 Edward VII, chapter 85, section 5 :

["343a. This article shall not be interpreted as affecting in any way the loans made under the foregoing article or authorized by the said article but not yet effected, amounting in the aggregate to the sum of \$47,932,500.00, representing fifteen per cent of the valuation of the taxable property, which according to the valuation and real estate assessment roll for 1910, is fixed at \$319,550,000.00; but, subject to the above, the city shall not in future borrow more than twelve per cent on any increase in the value of the taxable property over and above the aforesaid amount of \$319,550,000.00; and every loan it shall effect under this provision shall be redeemed by means of a sinking fund sufficient to repay the capital at the expiration of the period of every such loan."]

17. Article 353b of the act 62 Victoria, chapter 58, as enacted by the act 3 Edward VII, chapter 62, section 34, is amended by replacing paragraphs 1, 2, and 3, by the following :

"353b. 1. The city of Montreal shall, [between now and the 1st May 1914,] provide a sufficient space and also provide for the building of suitable booths and shelters required for the accommodation of the farmers and gardeners who bring their produce to the Bonsecours market.

2. To that end the city [may] expropriate the lands bounded to the north-west by Le Royer street, to the north-east by Claude street, to the south-east by St. Paul street, and to the south-west by Jacques Cartier square,] as well as the lots, Nos. 16, 17, 18 and 19 on the official plan and book of reference of the East ward of the City, and acquire all the existing tenants' or occupants' rights which may exist within such limits in accordance with the formalities, conditions and restrictions set forth in the law respecting expropriations in the general interest.

3. To defray the cost of such improvements, the city may on the previous recommendation of the Board of Commissioners, by resolution of the council, borrow [for the amount required for such purpose."]

19. Article 364 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the acts 3 Edward VII, chapter 62, sections 37 and 38; 4 Edward VII, chapter 49, sections 13 and 14; 7 Edward VII, chapter 63, sections 21 and 22; 9 Edward VII, chapter 81, section 16, and 1 George V, (2nd session) chapter 60, section 19, is further amended by replacing paragraph o by the following :

"o. A special tax not exceeding [one] per cent on the premiums collected in the city by fire insurance companies doing business and taking risks in the city provided the minimum in each case be two hundred dollars.

When any fire insurance company combines other branches of insurance, an additional special tax shall be levied upon such company, to wit: the tax the rate of which is the highest on any of said branches of insurance, respectively.

The repeal by the act 4 Edward VII, chapter 49, section 13, of the first clause of paragraph (o) of article 364 of the act 62 Victoria, chapter 58, shall in nowise affect the by-laws passed in virtue thereof have been and shall continue in force as if such repeal had not taken place."

20. Article 477 of the acts 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the act 7 Edward VII, chapter 63, section 42, and 1 George V (2nd session), chapter 60, section 27, is amended by adding at the end of the fourth paragraph the following words :

"Il devra être tenu compte, dans la computation des années conférant le droit à la pension, des années pendant lesquelles un recorder de la Cité a agi comme recorder d'une municipalité ensuite annexée à la Cité de Montréal."

21. L'article 483 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

"483. Chaque recorder est *ex-officio* juge de paix dans et pour le district de Montréal et revêtu de tous les droits, des pouvoirs et de l'autorité de la Cour du recorder, et d'un ou de deux juges de paix, avec juridiction dans toute la province de Québec, telle qu'accordée à certains juges de paix par l'article [3361 des Statuts refondus, 1909.]

Ils pourront, à la discrétion du Conseil, faire partie de la commission chargée de la revision et de la refonte de la Charte de la Cité de Montréal."

22. L'article 487 de la loi 62 Victoria, chapitre 58 est remplacé par le suivant:

"487. La Cour du recorder peut entendre et juger sommairement toutes les offenses mentionnées aux articles [3580 à 3592 inclusivement, des Statuts refondus, 1909; et l'article 3579 desdits Statuts refondus s'applique au recorder, *mutatis mutandis*.]

Ladite cour connaît aussi des poursuites pour le recouvrement ou l'imposition de toute pénalité ou amende, résultant de quelque infraction aux dispositions de cette charte ou de tout règlement de la Cité."

23. L'article 493 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

"493. Dans les cas de procès pour ivrognerie ou concernant des personnes arrêtées à vue par un officier ou constable de police, pour quelque infraction aux dispositions contenues dans les articles [3580 à 3592, inclusivement, des Statuts refondus, 1909], ou dans cette loi, ou dans quelque règlement du Conseil, il n'est pas nécessaire de mettre la plainte par écrit; mais une plainte verbale, formulée sous serment devant la Cour du recorder par le constable qui a arrêté le prévenu, est considérée comme une plainte suffisante; toutefois si l'accusé demande que la plainte soit mise par écrit, la cour enjoint au greffier de la faire."

24. L'article 503 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

"503. Dans toutes les poursuites intentées devant la Cour du recorder ou devant le recorder, autres que les actions civiles, les dispositions de la partie [XV du Code criminel], concernant les convictions sommaires devant les magistrats, s'appliquent à la Cour du recorder et au recorder, quant au mode de procédure dans ces poursuites, jusqu'à la condamnation ou jugement final, à l'exécution de cette condamnation, de ce jugement ou ordre, et généralement à toutes règles imposées aux magistrats pour ces objets, en tant qu'elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions de cette loi, et qu'il n'y a pas de dispositions spéciales, dans l'espèce.

Les diverses formules contenues audit code peuvent varier suivant qu'il est nécessaire pour les rendre applicables à ladite cour."

25. L'article 522 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

"522. Toutes les fois qu'une personne est traduite devant le recorder comme aliénée, [en vertu des articles 4131 et 4132 des Statuts refondus, 1909, ou des] dispositions qui pourront les remplacer, il peut l'envoyer en prison [ou dans une institution publique] suivant la formule I desdits statuts, ou toute formule qui y sera substituée, ou la confier à la garde de toute personne pour le temps nécessaire pour recueillir les informations exigées par l'article [4132] desdits statuts, pourvu que cette détention, qui peut être renouvelée, n'excède pas huit jours consécutifs.

2. Dans tous les cas de personnes envoyées aux institutions publiques comme susdit, le recorder devra, si possible, connaître avec certitude le domicile de ces personnes, et il sera tenu un dossier spécial contenant le nom de la personne et l'indication de son domicile. Puis, un certificat mentionnant le nom et le domicile de la personne sera envoyé à l'institution la recevant. Une résidence de

"In computing the years conferring the right to a pension, account shall be taken of the years when a recorder of the city has acted as recorder of a municipality afterwards annexed to the city of Montreal."

21. Article 483 of the act 62 Victoria, chapter 58, is replaced by the following:

"483. Each recorder is *ex-officio* a justice of the peace in and for the district of Montreal, and is vested with all the rights, powers, and authority of the Recorder's Court, and one or two justices of the peace with jurisdiction throughout the Province of Quebec, as granted to certain justices of the peace by article [3361 of the Revised Statutes, 1909.]

They may, at the discretion of the council, be a member of the committee appointed to revise and consolidate the charter of the city of Montreal."

22. Article 487 of the act 62 Victoria, chapter 58 is replaced by the following:

"487. The Recorder's Court may hear and try summarily all offences mentioned in articles [3580 to 3592, inclusive, of the Revised Statutes, 1909; and article 3579 of the said Revised Statutes shall apply to the recorder *mutatis mutandis*.]

The said court shall also have jurisdiction in all suits for the recovery or imposition of any fine or penalty resulting from any infraction of this charter or of any by-law of the city."

23. Article 493 of the act 62 Victoria, chapter 58 is replaced by the following:

"493. In cases tried for drunkenness or where a person is arrested on view by a police or constable for any violation of the provisions contained in articles [3580 to 3592, inclusive, of the Revised Statutes 1909,] or of the provisions of this act or of a by-law of the council, it is not necessary that the complaint be reduced to writing, but a verbal complaint, under oath, made before the Recorder's Court by the constable who has arrested such person, shall be deemed a sufficient complaint; however, if the accused demands that the complaint be reduced to writing, the court shall direct the clerk to do so."

24. Article 503 of the act 62 Victoria, chapter 58, is replaced by the following:

"503. In all prosecutions instituted before the Recorder's Court or before the recorder, other than civil actions, the provisions of part [XV of the Criminal Code,] respecting summary proceedings before magistrates, shall apply to the Recorder's Court and to the recorder, as regards the mode of procedure on such prosecutions to final conviction or judgment, the execution and carrying out of such conviction or judgment, and generally as to all rules imposed upon magistrates for such object, in so far as they are not inconsistent with the provisions of this act, and where no express provision is made in relation thereto

The several forms contained in the said code may be varied in so far as it may be necessary to render them applicable to the said court."

25. Article 522 of the 62 Victoria, chapter 58, is replaced by the following:

"522. Whenever a person reputed insane is brought before the recorder [under article 4131 and 4132 of the Revised Statutes, 1909,] or any provisions that may replace the same, the recorder may send him to prison, [or to a public institution,] according to form I of the said statutes, or any form substituted therefor, or confide him to the care of any person for such period of time as may be necessary to make the enquiries required by article [4132] of the said statutes, provided that such confinement, which may be renewed, shall not exceed eight consecutive days.

2. In all cases of persons sent to public institutions as aforesaid, the recorder shall ascertain if possible the domicile of such persons and a special record shall be kept showing the name of the person and his or her domicile, and a certificate stating the name and domicile of such person shall be forwarded to the institution receiving said person. Residence of at least twelve months

douze mois au moins dans la Cité sera nécessaire pour que la province puisse exiger de la Cité le coût de l'entretien de cette personne. A défaut de telle résidence, la municipalité du domicile de cette personne sera responsable envers le gouvernement de la province du coût de cet entretien."

26. L'article 523 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

["523. Si, lors de la comparution d'une personne accusée devant la Cour du Recorder ou l'un des juges de ladite cour d'une offense contre les lois ou les règlements, il apparaît à ladite cour ou audit juge, ou s'il lui est représenté sous serment, que cette personne est atteinte d'aliénation mentale, ladite cour ou ledit juge peut alors envoyer cette personne en prison ou la confier à la garde de toute institution publique pour y être détenue aux fins de lui faire subir un examen médical, et, s'il est nécessaire, obtenir les certificats exigés par l'article 4132 des Statuts refondus, 1909, pourvu que cette détention, qui peut être renouvelée, n'excède pas huit jours consécutifs."]

27. L'article 526 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

"526. Le recorder peut, sur preuve satisfaisante qu'un enfant âgé de moins de seize ans est sans protection suffisante, faire venir cet enfant devant lui et le traiter comme il est dit aux articles précédents.

Dans ces différents cas, les articles [4082, 4083, 4084, 4086 et 4087 des Statuts refondus, 1909], s'appliquent au recorder comme ils s'appliquent aux directeurs de toute école d'industrie et de réforme."

28. Les articles suivants sont insérés dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 5647, tel qu'édicte par la loi 1 George V (2e session), chapitre 60, section 30:

["564m. Nonobstant toute loi à ce contraire, lorsque des travaux de construction de trottoirs, d'égouts, de pavages, d'ouverture, de prolongement ou d'élargissement de rues ou d'améliorations quelconques aux rues, ont été autorisés par contrat, règlement ou résolution par une municipalité, préalablement à son annexion à la Cité de Montréal, les rôles de répartition pour ces travaux sont faits par l'officier de la Cité désigné à cette fin par le Bureau des Commissaires, lequel doit se conformer, pour la confection de ces rôles, aux prescriptions des contrats, règlements ou résolutions autorisant tels travaux, sauf quant à la procédure relative à la complétion et à la mise en vigueur desdits rôles, qui est la suivante:

Aussitôt le rôle préparé, ledit officier donne avis public du jour où les contribuables intéressés peuvent en faire l'examen et soumettre leurs objections avant que ledit rôle soit complété et mis en vigueur. Cet avis est publié durant l'espace de deux jours dans deux journaux anglais et dans deux journaux français.

Ledit officier entend et juge sommairement toutes les objections qui peuvent être faites, et il n'y a pas d'appel de sa décision.

Le rôle est alors signé par ledit officier et est par ce fait en vigueur.

Le montant dû en vertu de la répartition ainsi faite est perçu des contribuables qui en sont affectés et est recouvrable de la même manière que les autres taxes et contributions foncières.]

["564n. La Cité peut charger un honoraire, n'excédant par \$25 pour chaque autorisation donnée à des associations, cercles ou clubs qui demandent de se former en corporation en vertu des dispositions de l'article 7233 des Statuts refondus, 1909."]

29. La section 39 de la loi 9 Edouard VII, chapitre 81, est amendée:

a. En remplaçant le paragraphe 6 par le suivant:

["6. Toutes les indemnités seront fixées et déterminées par la commission des services électriques de la Cité de Montréal.

Ladite commission entendra les parties intéressées et rendra sa sentence dans un délai de quatre mois; sauf si ce délai est prolongé par ladite commission. La décision de la majorité de la commission sera finale et liera la Cité et les personnes, sociétés, syndicats, compagnies ou cor-

in the city shall be necessary in order that the cost of the maintenance of such person shall be chargeable to the city by the Province. In default of such residence, the municipality of the domicile of such person shall be responsible to the Provincial Government for the cost of such maintenance "

26. Article 523 of the Act 62 Victoria, chapter 58, is replaced by the following:

["523. If, at the trial of a person charged before the Recorder's Court or one of the judges of said court with an offence against the laws or by-laws, it appears to the said court or to the said judge or it is established under oath, that such person is insane, the said court or said judge may then send such person to a prison or confine him to the care of any public institution to be confined therein for the purpose of having him undergo a medical examination and if need be, of obtaining the certificates required by article 4132 of the Revised Statutes 1909, provided that such confinement, which may be renewed, shall not exceed eight consecutive days."]

27. Article 526 of the act 62 Victoria, chapter 58, is replaced by the following:

"526. The recorder may, upon satisfactory proof that a child, less than sixteen years of age, is without sufficient protection, cause such child to be brought before him and deal with him as stated in the aforesaid articles.

In these various cases, articles [4082, 4083, 4084, 4086 and 4087 of the Revised Statutes 1909,] shall apply to the recorder, in the same manner as to the superintendent of any industrial or reformatory school."

28. The following articles are inserted in the act 62 Victoria, chapter 58, after article 5647 as enacted by the act 1 George V, (2nd session), chapter 60, section 30:

["564m. Notwithstanding any law to the contrary, when work in connection with making sidewalks, or sewers, paving, opening, extending or widening streets or improvements to streets, has been authorized by contract, by-law or resolution, by any municipality previous to its annexation to the city of Montreal, the rolls of apportionment for such work shall be made by the city officer who shall be designated for such purpose by the board of commissioners who shall, as regards the making of such rolls, comply with the prescriptions of the contracts, by-laws or resolutions authorizing such work except as regards the procedure respecting the completion and putting of such rolls into force, which shall be as follows:

As soon as the roll is prepared, the said officer shall give public notice of the day when the interested rate-payers can examine it and submit their objections before the said roll is completed and put in force. Such notice shall be published for two days in two English and in two French newspapers.

The said officer shall hear and summarily judge all the objections that may be made and there shall be no appeal from his decision.

The said roll shall then be signed by the said officer and shall be in force "ipso facto".

The amount due under the apportionment so made shall be levied from the rate-payers affected thereby and be recoverable in the same manner as the other taxes and contributions on immoveables."]

["564n. The city is authorized to charge a fee not exceeding \$25 00 on every authorization given to any association or club applying for incorporation under article 7233 of the Revised Statutes, 1909."]

29. Section 39 of the act 9 Edward VII, chapter 81, is amended:

a. By replacing paragraph 6 by the following:

"6. All compensations shall be fixed and determined by the Electrical Commission of the City of Montreal.

The said commission shall hear the interested parties and give their award within four months unless such delay be extended by the said commission. The decision of the majority of the commission shall be final and binding upon the city and persons, firms, syndicates, companies or

porations, nonobstant toute disposition contraire de la présente loi ou de toute autre loi.”];

b. En remplaçant le paragraphe 9 par le suivant:

“9. La Cité est autorisée à pénétrer dans et sur les propriétés privées, y compris les ruelles, passages, cours et bâtiments, dans le but d’y poser des fils aériens ou souterrains avec leurs accessoires, sans le consentement des propriétaires; mais une indemnité devra être payée, pour tous dommages réels subis à raisons des travaux exécutés ou des obstructions ainsi créées.

[Cette indemnité sera fixée par la commission des services électriques de la Cité de Montréal; néanmoins, dans le cas où les propriétaires intéressés refuseraient d’accepter l’indemnité accordée, ces propriétaires pourront s’adresser pour faire déterminer cette indemnité, à la Commission des services d’utilité publique de Québec en la manière prévue et dans le délai fixé dans le dernier alinéa du paragraphe 11 de la présente section.”]

c. En remplaçant le paragraphe 11 par le suivant:

“11. Pour mettre à exécution cette entreprise, la Cité adoptera un règlement pourvoyant à la nomination d’une commission qui sera appelée “Commission des services électriques de la Cité de Montréal”. Cette Commission exercera tous les droits de la Cité au fur et à mesure qu’ils lui seront délégués par le Conseil pour les fins de cette entreprise.

Cette commission sera composée de trois ingénieurs compétents, tel que ci-après prescrit, pour préparer et formuler des plans, dessins et devis complets de conduits souterrains [pour les districts, rues, sections de rues et partie de la Cité de Montréal où la commission décidera, de temps à autre, à sa discrétion,] de construire des conduits souterrains, et les plans, dessins ou devis pourront être soumis, [au fur et à mesure] qu’ils seront préparés et formulés, à l’approbation de la Commission des services d’utilité publique de Québec qui pourra, après avoir entendu les parties intéressées, approuver et adopter ou modifier lesdits plans, dessins et devis.

La commission des ingénieurs chargée de la préparation de ces plans, dessins et devis, devra être nommée comme suit: un membre sera nommé par la Cité de Montréal; un autre par les compagnies ayant, en vertu d’une charte, le droit d’ériger des poteaux et des fils dans la Cité de Montréal, et qui, dans un délai d’un mois à compter de l’avis public publié dans un journal anglais et un journal français, enregistrera un avis de ce droit au bureau du greffier de la Cité de Montréal, chaque compagnie ayant un vote à la nomination de cet ingénieur; et le troisième membre devra être nommé par la Commission des services d’utilité publique de Québec.

Dans le cas où les personnes, sociétés, syndicats, compagnies ou corporations ne se seraient pas conformés aux dispositions de l’alinéa précédent, la Cité s’adressera à un juge de la Cour Supérieure et lui demandera de nommer le troisième commissaire pour représenter les personnes, sociétés, syndicats, compagnies ou corporations.

Cette commission devra préparer des règles et règlements concernant l’usage, l’administration et l’entretien de ces conduits, lesquels règles et règlements, une fois approuvés ou modifiés par la Commission des services d’utilité publique de Québec, auront pleine vigueur et effet.

Aussitôt que lesdits plans, dessins et devis de conduits souterrains et les règles et règlements mentionnés dans les paragraphes précédents auront été approuvés par la Commission des services d’utilité publique de Québec, et que le ou les contrats pour la construction [d’aucune partie] des conduits souterrains auront été accordés par la Cité de Montréal, la Cité, avec l’approbation de la Commission des services d’utilité publique de Québec, nommera un ingénieur compétent qui aura seul la direction et la surveillance de la construction et de l’entretien des conduits souterrains [qui pourront être là et alors construits par la Cité, ou qui deviendront la propriété de ladite Cité,] et, dès que cette nomination aura été faite, les fonctions des trois membres composant ladite commission des services électriques cesseront et prendront fin [quant à la partie des conduits pour lesquels des plans auront été préparés et approuvés, et les pouvoirs de ladite commission, quant à ces parties de conduits seront exercés par l’ingénieur nommé comme susdit.]

Les traitements des membres de ladite commission chargée de préparer ces plans, dessins et devis, règles et ré-

corporations notwithstanding any provisions to the contrary in this or in any other act.]

b. By replacing paragraph 9 by the following:

“9. The city is authorized to enter in and upon any private property, including lanes, courts, yards and buildings, for the purpose of placing overhead or underground wires with their appurtenances, without the consent of the proprietors thereof; but compensation shall be given for all real damages caused by the work done or in consequence of such obstructions.

[Such compensation shall be fixed by the Electrical Commission of the City of Montreal. In the event, however, of the interested proprietors refusing to accept the compensation granted, the said proprietors may apply for the fixing of such compensation to the Quebec Public Utilities Commission in the manner provided and within the delay fixed by the last clause of paragraph 11 of this section.”]

c. By replacing paragraph 11 by the following:

“11. To carry out this undertaking the city shall pass a by-law providing for the appointment of a commission to be known as “The Electrical Commission of the City of Montreal.” Such commission shall exercise all the rights of the city as they are delegated to it by the council for the purpose of this undertaking

“Such commission shall consist of three competent engineers as hereafter provided to prepare and draw up complete plans, drawings and specifications of underground conduits [for the districts, streets, or sections of streets, and portions of the city of Montreal, in which the commission shall decide from time to time, at its discretion,] to construct underground conduits, and the plans, drawings, and specifications may be submitted [as soon as they are prepared,] to the approval of the Quebec Public Utilities Commission, which may, after hearing the interested parties, approve and adopt or amend the said plans, drawing and specifications.

The commission of engineers charged with the preparation of such plans, drawings and specifications, shall be appointed as follows: one member shall be appointed by the city of Montreal, another by the companies having the right, under a charter, to put up poles and wires in the city of Montreal and which, within a delay of one month from the public notice published in an English and in a French newspaper, register a notice of such right in the office of the clerk of the city of Montreal, each company to have a vote in the appointment of such engineer; and the third member shall be appointed by the Quebec Public Utilities Commission.

Whenever the persons, firms, syndicates, companies or corporations do not comply with the provisions of the foregoing paragraph, the city shall apply to a judge of the Superior Court and request him to appoint the third commissioner to represent the persons, firms, syndicates, companies or corporations.

Such commission shall draw up rules and regulations respecting the use, management and maintenance of such conduits, which rules and regulations, when approved or AMENDMENT FIVE amended by the Quebec Public Utilities Commission, shall have full force and effect.

As soon as the said plans, drawings and specifications of the underground conduits and the rules and regulations mentioned in the foregoing paragraphs are approved by the Quebec Public Utilities Commission and the contract and contracts for the construction [of any part] of the underground conduits are given out by the city of Montreal, the city shall, with the approval of the Quebec Public Utilities Commission, appoint a competent engineer who shall alone have the direction and supervision of the construction, management and maintenance of the said underground conduits, [which may then be constructed by the city or which shall become the property of the said city] and as soon as such appointment is made, the duties of the three members composing the said electrical commission shall cease and determine [as to that part of the conduits for which plans shall have been prepared and approved, and the powers of the said commission as regards such parts of conduits shall be exercised by the engineer appointed as aforesaid.]

The salaries of the members of the said commission charged with the preparation of the plans, drawings and

gements, et celui de l'ingénieur permanent chargé de surveiller la construction et l'entretien de ces conduits seront fixés par la Cité, sujet à l'approbation de la Commission des services d'utilité publique de Québec, et aucun desdits ingénieurs ne devra être révoqué si ce n'est par la Commission des services d'utilité publique de Québec, après audition des parties intéressées.

Les vacances qui se produiront dans ladite commission chargée de la préparation desdits plans, dessins et devis, règles et règlements, devront être remplies de la même manière que ce sera faite la nomination en premier lieu.

Il y aura appel à la Commission des services d'utilité publique de Québec, par la Cité de Montréal, ou par les personnes et compagnies intéressées, de toute règle, de tout règlement, de toute décision rendue et de tout acte fait par la commission des services électriques de la Cité de Montréal, ou par la Cité de Montréal.

[Cet appel, néanmoins, doit être interjeté dans les trente jours de la date de la signification à la partie intéressée ou de la publication, dans un journal anglais et dans un journal français de la Cité, d'un avis comportant que telle règle ou tel règlement a été adopté, telle décision rendue ou tel acte fait par ladite commission des services électriques de la Cité de Montréal, et, passé ce délai, cet appel ne peut être exercé.]

Cet appel est formé au moyen d'une inscription déposée entre les mains du secrétaire de la Commission des services d'utilité publique de Québec, et avis doit en être signifié à la partie adverse ou à son procureur."]

30. La section 2 de la loi 1 George V (4^{ème} session), chapitre 48, est amendée en en retranchant, dans la troisième ligne du sixième alinéa de la version française, les mots "ne" et "pas", de manière qu'à l'avenir cet alinéa se lise comme suit:

"Cette disposition ne s'applique pas aux paiements des égouts qui ne sont pas des égouts collecteurs, des trottoirs permanents et de tous autres travaux qui sont généralement à la charge des propriétaires, mais s'applique à la balance de l'emprunt de douze mille piastres contracté par la corporation du village de Beauvillage pour la construction d'égouts."

31. La section 32 de la loi 1 George V (2^{ème} session), chapitre 60, est amendée en en retranchant le paragraphe *b*.

32. La Cité devra acquérir à l'amiable ou exproprier, d'après les articles 7581 et suivants des Statuts refondus, 1909, dans un délai de douze mois à compter de la sanction de la présente loi, pour prolonger la rue du Palais, (boulevard St-Joseph), dans le quartier Saint-Denis, de la limite nord-est du quartier Laurier à l'avenue Papineau, tous les immeubles dont elle aura besoin à cette fin, à l'exception cependant des couvents, des écoles, églises et presbytères, et pourra revendre à l'encan, en partie ou en totalité, les terrains qu'elle aura ainsi acquis de gré à gré ou par voie d'expropriation, de chaque côté dudit boulevard, le tout suivant le plan préparé par John R. Barlow, le 25 février 1911, et dont copie demeurera déposée dans le bureau du Greffier de la Cité, ou suivant tout autre plan approuvé par la Cité.

Personne ne pourra ériger de bâtiments sur les terrains compris dans les lignes dudit plan dans les douze mois à compter de la sanction de la présente loi, sauf dans le cas où la Cité de Montréal, étant ou devenant propriétaire de la totalité ou de partie de ladite rue du Palais (Boulevard Saint-Joseph), le permettra.

Le montant requis pour payer le coût de cette amélioration est imputé sur les fonds d'emprunt que la Cité a à sa disposition, et le produit des ventes de terrains ainsi acquis et des matériaux de démolition sera appliqué au remboursement pour autant auxdits fonds d'emprunt."

33. La section 32 de la loi 1 George V (2^{ème} session), chapitre 60, est amendée en en remplaçant le paragraphe *i* par le suivant:

"*i*. Acquérir à l'amiable les terrains requis pour le prolongement de la rue Masson, dans le quartier Rosemont, à travers les numéros 173, 176, 177, 178, 179, 180 et 181 du cadastre du village de la Côte Visitation.

Le coût total de cette acquisition sera payé par les pro-

specifications, rules and regulations, and that of the permanent engineer charged with the supervision of the construction and maintenance of such conduits, shall be fixed by the city subject to the approval of the Quebec Public Utilities Commission and none of the said engineers shall be dismissed, except by the Quebec Public Utilities Commission, after hearing the interested parties.

Vacancies occurring in the said commission charged with the preparation of the said plans, drawings and specifications, rules and regulations, shall be filled in the same manner as the appointment was first made.

An appeal shall lie to the Quebec Public Utilities Commission by the city of Montreal, or by the persons and companies interested, from any rule and regulation or from any decision rendered and any act done by the Electrical Commission of the city of Montreal or by the city of Montreal.

[Such appeal shall, nevertheless, be taken within thirty days from the date of the service on the interested party or of the publication in an English and in a French newspaper published in the city, of a notice stating that such rule or by-law has been adopted, such decision rendered or such act performed by the said Electrical Commission of the city of Montreal and no appeal shall lie after such delay.]

The appeal shall be taken by an inscription filed in the hands of the secretary of the Quebec Public Utilities Commission and notice thereof shall be served upon the adverse party or upon his attorney."]

30. Section 2 of the act 1 George V., (1st session), chapter 48, is amended by striking off, in the third line of the sixth paragraph of the French version of said section, the words "ne" and "pas" so that the said section shall read as follows:

"Cette disposition ne s'applique pas aux paiements des égouts qui ne sont pas des égouts collecteurs, des trottoirs permanents et de tous autres travaux qui sont généralement à la charge des propriétaires, mais s'applique à la balance de l'emprunt de douze mille piastres contracté par la corporation du ville de Beauvillage pour la construction d'égouts."

31. Section 32 of the act 1 George V, (2nd session) chapter 60, is amended by striking out paragraph *b*.

32. The city shall acquire by mutual agreement, or expropriate under articles 7581 and following of the Revised Statutes, 1909, within twelve months from the sanctioning of this act, for the purpose of extending Palace street (St. Joseph Boulevard) in St Denis ward from the north-eastern boundary of Laurier ward to Papineau avenue, all the immovables it may need for such purpose with the exception however, of convents, schools, churches, and parsonages; and sell by auction, in whole or in part, the lands thus acquired by mutual agreement or by expropriation, on either side of the said boulevard, the whole according to the plan prepared by John R. Barlow on the 25th February 1911, and a copy of which shall be deposited in the office of the city clerk, or according to any other plan approved by the city.

No one shall erect any buildings on the lines comprised within the lines given on said plan within twelve months from the sanctioning of this act, unless the city of Montreal, having become proprietor of the whole or of part of the said Palace street (St. Joseph Boulevard), allows it.

The amount required to pay the cost of such improvement shall be charged to the loan fund which the city has at its disposal and the proceeds of the sales of such lots and of the materials of the demolished buildings shall be applied to the repayment of the same amount to the loan fund.

33. Section 32 of the act 1 George V (2nd session) chapter 60 is amended by replacing paragraph *i* by the following:

"*i* To acquire by mutual agreement the lands required for the prolongation of Masson street in Rosemont ward, across lots Nos 173, 176, 177, 178, 179, 180 and 181 of the cadastre of the village of Côte Visitation.

The total cost of such acquisition shall be paid by the

propriétaires des immeubles situés de chaque côté de la partie de ladite rue ainsi prolongée, [sauf une somme de \$1,650 qui sera payée par la Cité, à même le fonds d'emprunt, à M. George Vermette ou à toute autre personne qui est propriétaire, saisie ou en possession de, ou intéressée dans le terrain portant le No partie de 173 du cadastre du village de la Côte Visitation, sujet à l'application de l'article 443 de la loi 62 Victoria, chapitre 58; et les cessions mentionnées tant dans le rapport du Bureau des Commissaires, du 6 octobre 1911, et reproduites comme cédule A, que dans la résolution du Conseil de Ville de la Cité de Montréal, du 9 du même mois, sont ratifiées et confirmées.]

34. Nonobstant toute loi à ce contraire, la Cité de Montréal est autorisée à décréter, sur rapport à cet effet du bureau des Commissaires, et à faire exécuter les améliorations suivantes:

a. Elargir la rue Notre-Dame, côté nord, dans le quartier Sainte-Cunégonde, depuis la rue Fulford jusqu'à l'avenue Atwater, et, dans ce but, acquérir à l'amiable ou exproprier, sur toute ou partie seulement de leur profondeur les immeubles ayant front sur cette rue pour ensuite revendre tout surplus de ces mêmes immeubles non affecté à cette amélioration.

Au cas d'expropriation totale ou partielle, l'indemnité à être payée aux propriétaires de ces immeubles sera déterminée suivant les prescriptions des articles 7581 et suivants des Statuts refondus, 1909.

Le montant requis pour payer le coût de cette amélioration sera imputé sur les fonds d'emprunt que la Cité a à sa disposition, et le produit des ventes de terrains ainsi acquis et des matériaux de démolition sera appliqué pour autant au remboursement à ce fonds d'emprunt.

35. La Cité est autorisée à acquérir à l'amiable ou exproprier sur rapport à cet effet du Bureau des Commissaires, le terrain désigné comme partie du lot No 5 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, borné à l'ouest par la ligne qui divise la ville de Maisonneuve de la Cité de Montréal, au sud par une ligne qui serait la prolongation de la ligne sud homologuée de la rue Viau, dans la ville de Maisonneuve, au nord par la limite dudit lot du cadastre No 5, et à l'est par une ligne droite située à peu près six cents pieds des limites est de la ville de Maisonneuve; le tout tel que désigné sur un plan préparé par J.-P.-B. Casgrain, arpenteur-géomètre, et portant la date du 9 février 1912.

La Cité est aussi autorisée à revendre à l'enchère tout surplus ou résidu de terrain dont elle jugera à propos de disposer ainsi.

Au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée aux propriétaires sera déterminée conformément aux dispositions des articles 7581 et suivant des Statuts refondus, 1909.

Le coût total de cette acquisition ou expropriation sera imputé sur les fonds d'emprunt que la Cité a à sa disposition pour travaux permanents.

36. 1. Nonobstant toute loi à ce contraire, la Cité de Montréal est autorisée à décréter, sur rapport à cet effet du Bureau des Commissaires, et à faire exécuter les améliorations suivantes:

a. Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles nécessaires à l'ouverture de la rue Gilford, entre la rue Simard et l'avenue Papineau, dans le quartier DeLorimier.

Le coût total de cette amélioration sera payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires d'immeubles situés sur ladite rue Gilford, entre l'avenue Papineau et la rue Simard;

b. Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles nécessaires pour ouvrir la rue Cartier, de la rue de Montigny jusqu'à une ligne tirée entre deux points marqués A et B sur un plan préparé par l'ingénieur de la Cité.

Le coût de cette amélioration sera payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires des immeubles riverains de la partie de ladite rue Cartier ainsi prolongée;

Cette amélioration devra être exécutée dans un délai de douze mois à compter de la sanction de la présente loi,

proprietors of immoveables situate on both sides of the part of the said street as so extended; [with the exception of a sum of \$1,650 to be paid by the city out of the loan fund to Mr. Georges Vermette or other parties owing or being in possession of or interested in the piece of land being part of No. 173, of the cadastre of the village of Côte Visitation, subject to the application of article 443 of the act 62 Victoria, chapter 58, and the cessions mentioned both in the report of the board of commissioners of the 9th October 1911, and reproduced as schedule A and in the resolution of the council of the city of Montreal adopted on the 9th of the same month, are ratified and confirmed.]

34. Notwithstanding any law to the contrary, the city is authorized, on a report to that effect by the board of commissioners, to enact and carry out the following improvements:

a. To widen Notre Dame street, north side, in Ste Cunégonde ward, from Fulford street to Atwater avenue and, to that end, to acquire by mutual agreement or to expropriate, for the whole or a portion only of their depth, the immoveables fronting on such street and afterwards sell the whole or a portion of the excess of such immoveables not used for such improvement.

In the event of total or partial expropriation, the compensation to be paid to the owners of such immoveables shall be determined in accordance with the prescriptions of articles 7581 and following of the Revised Statutes 1909.

The amount required to pay the cost of such improvement shall be charged to the loans fund which the city has at its disposal and the proceeds of the sale of the excess of the lots so acquired and of the materials of the demolished buildings shall be applied to the repayment of the said amount to such loans fund

35. The city is authorized to acquire by mutual agreement or by expropriation on a report to that effect by the board of Commissioners, the lot designated as part of lot No. 5 of the cadastre of the parish of La Longue Pointe, bounded on the west by the line separating the town of Maisonneuve from the city of Montreal; on the south by a line which would be the extension of the homologated south line of Viau street in the town of Maisonneuve; on the north by the boundary of the said cadastral lot No. 5 and on the east by a straight line 600 feet from the eastern boundary of the town of Maisonneuve; the whole as indicated on a plan made by J. P. B. Casgrain, land-surveyor and dated the 9th February, 1912.

The city is also authorized to sell by auction any excess or residue of land it may deem advisable to so dispose of.

In the event of expropriation, the compensation to be paid to the owners shall be determined in accordance with the provisions of articles 7581 and following of the Revised Statutes, 1909.

The total cost of such acquisition or expropriation shall be charged to the loans fund which the city has at its disposal for permanent works.

36. 1. Notwithstanding any law to the contrary, the city of Montreal, is authorized to enact, on a report to that effect from the board of commissioners, and to carry out the following improvements:

a. To acquire by mutual agreement or to expropriate the immoveables required for the opening of Gilford Street between Simard Street and Papineau Avenue in DeLorimier Ward.

The total cost of such improvement shall be paid one-half by the city and the other half by the owners of immoveables situated on said Gilford street, between Papineau avenue and Simard Street;

b. To acquire by mutual agreement or to expropriate the immoveables required for the opening of Cartier street from DeMontigny street to a line drawn between two points marked A & B on a plan prepared by the city engineer.

The cost of said improvement shall be paid one-half by the city and one-half by the proprietors of immoveables bordering upon that part of Cartier street which is to be so extended;

This improvement shall be made within twelve months from the date of the sanction of this act and no one shall

et personne ne pourra ériger de bâtiments sur les terrains compris dans les lignes du plan de l'ouverture de ladite rue Cartier, préparé par les ingénieurs de la Cité et portant la date du 7 décembre 1911.

d. Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles nécessaires pour ouvrir la rue Gauthier de l'avenue de Lorimier à la rue Chaussé.

Le coût de cette amélioration sera payé par la Cité à même les emprunts annuels que ladite Cité est autorisée à effectuer pour l'exécution de travaux permanents;

e. Acquérir à l'amiable ou exproprier le lot No 328 subdivision No 309 du cadastre de la Côte St-Louis, afin de redresser la ligne de la rue Mentana.

Le coût de cette amélioration sera payé par la Cité à même les emprunts annuels que ladite Cité est autorisée à effectuer pour l'exécution de travaux permanents;

f. Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles nécessaires pour ouvrir la rue Gauthier entre l'avenue de Lorimier et la rue Parthenais.

Le coût de cette amélioration sera payé moitié par la Cité, et moitié par les propriétaires des immeubles riverains de la partie de rue à être ainsi ouverte;

g. Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles nécessaires pour ouvrir la rue Logan de l'avenue Papineau à la rue Dorion.

Le coût de cette amélioration sera payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires des immeubles riverains de la partie de rue à être ainsi ouverte;

h. La Cité pourra dans un délai de deux mois à compter de la sanction de la présente loi acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles portant le numéro 1207, subdivision 37, 38 et 39 du cadastre du quartier St-Jacques afin d'élargir la rue Roy, entre les rues St-André et St-Christophe, pourvu que le coût total de cette acquisition n'exécède pas 18,000.00, payables \$11,000.00 par la Cité et imputables sur les fonds d'emprunt disponibles, et \$7,000.00 à être répartis sur les immeubles qui bénéficieront de cette amélioration, et ce, au moyen d'un rôle de répartition préparé par l'ingénieur en chef de la Cité conformément aux prescriptions de l'article 450 de la charte de la Cité en tant qu'elles sont applicables *mutatis mutandis*.

L'ingénieur en Chef, dans la préparation du rôle déterminera quels sont les immeubles qui bénéficieront de l'amélioration ci-dessus et dans quelle proportion.

i. Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles nécessaires pour ouvrir la rue Dufferin, entre la rue Laurier et la voie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Le coût de cette amélioration sera payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires des immeubles riverains de la partie de rue à être ainsi ouverte;

j. Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles nécessaires pour élargir, du côté est, la rue St-André, à partir de la rue de Montigny en allant vers le nord.

Le coût de cette amélioration sera payé comme suit: \$2,000 en cinq paiements annuels et consécutifs par les propriétaires des immeubles riverains de la rue St-André, entre les rues de Montigny et Ontario, et la balance par la Cité.

k. Agrandir le parc projeté dans le quartier Laurier, situé entre la rue Clarke et le boulevard Saint-Laurent et entre des avenues Atlantique et Pacifique, en faisant l'acquisition à l'amiable ou en expropriant les terrains situés entre les limites dudit parc et l'avenue Atlantique et portant les numéros suivants du cadastre du village incorporé de la Côte Saint-Louis, savoir: numéro 11, subdivisions parties 1159, 1160, 1161, 1162, parties 1177, 1178 et 1179.

Le coût de cette amélioration sera payé par la Cité à même les fonds d'emprunt disponibles pour travaux permanents.

l. Agrandir le parc Lafontaine sur le côté est, en faisant l'acquisition à l'amiable ou en expropriant les immeubles situés dans le quartier Duvernay au sud de l'avenue du parc Lafontaine, ci-devant la rue Rachel, et dans le quartier Papineau, à l'ouest de l'avenue Papineau.

Le coût de cette amélioration sera payé par la Cité à même les emprunts que la Cité est déjà autorisée à faire pour travaux permanents;

erect any buildings on the land included within the lines of the plan of the opening of the said Cartier street, prepared by the Chief Engineer of the City and bearing date the 7th December 1911.

d. To acquire by mutual agreement or to expropriate the immoveables required for the opening of Gauthier street from de Lorimier avenue to Chaussé street.

The cost of said improvement shall be paid by the city out of the annual loans which the said city is authorized to effect for the carrying out of permanent works;

e. To acquire by mutual agreement or to expropriate Lot. No. 328, subdivision No. 309 of the cadastre of Côte St. Louis in order to straighten the line of Mentana Street.

The cost of said improvement shall be paid by the city out of the annual loans which the said city is authorized to effect for the carrying out of permanent work;

f. To acquire by mutual agreement or expropriate the immoveables required for the opening of Gauthier street between DeLorimier avenue and Parthenais street.

The cost of such improvement shall be paid one half by the city and one half by the proprietors of immoveables bordering upon the part of the street to be so opened;

g. To acquire by mutual agreement or expropriate the immoveables required for the opening of Logan street from Papineau avenue to Dorion street.

The cost of such improvement shall be paid one half by the city and one half by the proprietors of immoveables bordering upon the part of the street to be so opened;

h. The City may within a delay of two months from the date of the sanction of this act acquire by mutual agreement or expropriate the immoveables bearing number 1207 subdivision 37, 38 and 39 of the cadastre of St-James ward for the widening of Roy street, between St-André street and St. Christophe street, provided the total cost of such purchase do not exceed \$18,000.00 payable \$11,000.00 by the City to be taken from the loans fund available and \$7,000.00 assessed on the immoveables which will benefit by this improvement and this by means of an assessment roll prepared by the chief engineer of the City in accordance with the provisions of article 450 of the City Charter in so far as they may be applicable *mutatis mutandis*.

The Chief Engineer shall in making the roll, determine which immoveables will benefit by the above improvement and in what proportion.

i. To acquire by mutual agreement or expropriate the immoveables required for the opening of Dufferin street track between Laurier street and the Canadian Pacific Railway track.

The cost of such improvement shall be paid one-half by the city and the other half by the owners of immoveables bordering upon the part of the streets to be so opened;

j. To acquire by mutual agreement or expropriate the immoveables required for the widening of St. André street, east side, from DeMontigny street northwards.

The cost of said improvement shall be paid as follows: \$2,000 in five annual and consecutive payments by the proprietors of immoveables bordering upon St. André street between DeMontigny and Ontario streets and the balance by the city;

k. To enlarge the proposed park, in Laurier ward, between Clarke street and St Lawrence Boulevard and between Atlantic and Pacific avenues by acquiring by mutual agreement or by expropriation the lots situate between the boundaries of the said park and Atlantic avenue and bearing the following numbers of the cadastre of the incorporated village of Côte St. Louis, namely: No. 11 subdivision part 1159, 1160, 1161, 1162, part 1177, 1178 and 1179.

The cost of such improvement shall be paid by the city out of the loans fund available for permanent works;

l. To enlarge Lafontaine park on the east side, by acquiring by mutual agreement or by expropriation the immoveables in Duvernay ward situate to the south of Lafontaine Park avenue, formerly Rachel street, in Papineau ward, west of Papineau avenue.

The cost of such improvement shall be paid by the city

Le prix à être payé pour l'acquisition à l'amiable ou par expropriation desdits immeubles sera, nonobstant toute loi à ce contraire, la valeur réelle et actuelle de l'immeuble au temps de son acquisition à l'amiable ou de son expropriation, et, au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée au propriétaire sera déterminée suivant les prescriptions des articles 7581 et suivant des Statuts refondus, 1909 :

m. Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles requis pour l'élargissement du boulevard Rosemont, vis-à-vis les lots du cadastre numéro 172 de la Côte de la Visitation.

Le coût de cette amélioration sera payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires d'immeubles riverains de cette partie dudit boulevard Rosemont ainsi élargie ;

n. Acquérir à l'amiable ou exproprier le terrain nécessaire pour élargir la rue Saint-André, à partir de la rue Beaubien jusqu'à une distance d'à peu près 113 pieds en gagnant le nord.

Le coût total de cette amélioration sera payé par les propriétaires d'immeubles riverains de cette partie de la rue Saint-André ainsi ouverte ;

o. Acquérir à l'amiable ou exproprier le terrain nécessaire pour ouvrir la rue Masson jusqu'à l'avenue Papineau, à savoir : partie du lot 159b du cadastre du village incorporé de la Côte de la Visitation appartenant actuellement à M. James Wilder. La Cité est aussi autorisée à acquérir à l'amiable ou à exproprier le lot voisin étant aussi partie du lot 159b du cadastre du village incorporé de la Côte de la Visitation appartenant actuellement à M. Joseph-Théophile Roy, et à revendre ce lot en tout ou en partie lorsqu'elle le jugera à propos.

Le coût de l'acquisition à l'amiable ou de l'expropriation de la partie du lot 159b du cadastre du village incorporé de la Côte de la Visitation, appartenant actuellement à M. James Wilder sera payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires d'immeubles riverains de la partie de la rue Masson ainsi ouverte ;

p. Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles nécessaires pour prolonger la rue Messier jusqu'à la rue Rachel.

Le coût de cette amélioration sera payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires d'immeubles riverains de cette partie de la rue Messier ainsi prolongée ;

q. Acquérir à l'amiable ou exproprier le lot No 1537, subdivisions 10, 11 et 12, pour compléter l'élargissement de la rue Aqueduc.

Le coût total de cette amélioration sera payé par la Cité à même les fonds d'emprunt pour les travaux permanents ;

r. Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles nécessaires pour ouvrir la rue Villeneuve, entre les rues Sanguinet et Saint-Denis.

Le coût de cette amélioration sera payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires d'immeubles riverains de cette partie de la rue Villeneuve ainsi ouverte ;

s. Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles nécessaires pour élargir la rue Smith, dans le quartier Ste-Anne, entre la rue Colborne et la rue McCord.

Le coût total de cette amélioration sera payé par la Cité à même les fonds d'emprunt pour les travaux permanents.

2. Sauf incompatibilité, les dispositions des articles de la charte de la Cité, 423 à 445, inclusivement, et des amendements à ceux, s'appliqueront aux améliorations ci-dessus.

3. Qu'il s'agisse de terrains vacants ou bâtis, ou qu'il s'agisse des réclamations des propriétaires ou de celles des locataires ou occupants, les dispositions des articles 450 et 451 de la charte de la Cité, s'appliqueront également *mutatis mutandis*, dans ces cas.

Acquérir à l'amiable ou exproprier les lots de terre nécessaires pour ouvrir et prolonger la rue de la Montagne, à partir de la rue Sherbrooke, dans une direction nord-est jusqu'à un point vis-à-vis de la ligne de division entre les lots portant les numéros 1755-24-1 et 1755-22-4.

Le coût total de cette amélioration sera payé par les propriétaires des immeubles situés des deux côtés de ce prolongement projeté. Ladite amélioration devra être

out of the loan which the city is already authorized to effect for permanent works ;

The price to be paid for the acquisition by mutual agreement or by expropriation of the said immoveables shall notwithstanding any law to the contrary be the real and actual value of the immoveable at the time of its acquisition by mutual agreement or of its expropriation and in the case of expropriation the indemnity to be paid the proprietor shall be determined according to the provisions of articles 7581 and following of the revised statutes of the Province of Quebec 1909.

m. To acquire by mutual agreement or expropriation the immoveables required for widening Rosemont Boulevard opposite lot No. 172 of the cadastre of La Côte de la Visitation

The cost of such improvement shall be paid one half by the city and one half by the owners of the immoveables bordering on that portion of Rosemont Boulevard so widened. ;

n. To acquire by mutual agreement or to expropriate the land required for widening St. André street, from Beaubien street for a length of about 113 feet towards the north.

The total cost of such improvement shall be paid by the owners of the immoveables bordering on that portion of St. André street so opened ;

o. To acquire by mutual agreement or to expropriate the land required for opening Masson street to Papineau avenue, namely : part of lot 159b of the incorporated village of La Côte de la Visitation, now belonging to Mr. James Wilder. The city is also authorized to acquire by mutual agreement or by expropriation the adjoining lot also forming part of lot 159b of the cadastre of the incorporated village of la Côte de la Visitation now belonging to Mr Joseph Théophile Roy and to sell such lot wholly or partly when it may deem expedient.

The cost of the acquisition by mutual agreement or by expropriation of the portion of lot 159b of the cadastre of the incorporated village of La Côte de la Visitation, now belonging to Mr. James Wilder, shall be paid one-half by the city and one-half by the owners of the properties bordering the part of Masson street so opened ;

p. To acquire by mutual agreement or to expropriate the immoveables required for extending Messier street to Rachel street.

The cost of such improvement shall be paid one half by the city and one-half by the owners of the immoveables bordering on that part of Messier street so extended ;

q. To acquire by mutual agreement or to expropriate lot No. 1537, subdivisions 10, 11 and 12, to complete the widening of Aqueduct street.

The total cost of such improvement shall be paid by the city out of loans fund for permanent works ;

r. To acquire by mutual agreement or to expropriate the immoveables required for opening Villeneuve street, between Sanguinet and St Denis streets.

The cost of such improvement shall be paid one-half by the city and one-half by the owners of the immoveables bordering on that part of Villeneuve street so opened ;

s. To acquire by mutual agreement or to expropriate the immoveables required to widen Smith street in St. Anne ward, between Colborne and McCord streets.

The total cost of such improvement shall be paid by the city out of the loans fund for permanent works.

2. Except where the same may be inconsistent, the provisions of articles 423 to 445 of the city charter inclusive, and the amendments thereto, shall apply to the above improvements.

3. Both as regards vacant lots or those that are built upon and as regards the claims of owners or of lessees or occupants, the provisions of articles 450 and 451 of the city charter shall also apply to such cases, *mutatis mutandis*.

To acquire by mutual agreement or by expropriation the lots of land required to open and extend Mountain street from Sherbrooke street in a North Easterly direc-

exécutée dans les six mois de la sanction de la présente loi.

37. 1. Nonobstant toute loi à ce contraire, la Cité est autorisée à décréter, sur rapport à cet effet du Bureau des Commissaires, et à faire exécuter les améliorations suivantes:

Acquérir à l'amiable ou exproprier tous les immeubles nécessaires pour ouvrir la rue Le Royer, de la Place Jacques-Cartier, en gagnant l'ouest, jusqu'à cette partie de ladite rue Le Royer qui est déjà ouverte. A cette fin, la rue Ste-Thérèse pourra être élargie de manière qu'elle serve au prolongement de ladite rue Le Royer.

Le coût de cette amélioration sera payé par la Cité à même les emprunts annuels que ladite Cité est autorisée à effectuer pour l'exécution de travaux permanents.

2. Le prix à être payé pour l'acquisition à l'amiable ou par expropriation des immeubles requis pour cette amélioration sera, nonobstant toute loi à ce contraire, la valeur réelle et actuelle des immeubles au temps de leur acquisition à l'amiable ou de leur expropriation, et, au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée au propriétaire sera déterminée suivant les prescriptions des articles 7581 et suivant des Statuts refondus, 1909.

37a. Nonobstant toute loi à ce contraire, la Cité est autorisée et devra décréter, sur rapport à cet effet du Bureau des Commissaires, de faire exécuter les améliorations suivantes:

1. Acquérir à l'amiable ou exproprier dans les six mois de la sanction de la présente loi, après la démolition des bâtiments, la partie des terrains portant les numéros 86 et 87 du cadastre du quartier Est nécessaires à l'élargissement de la rue St-Vincent, conformément au plan homologué de la Cité.

Le coût de cette amélioration sera payé par la Cité à même les emprunts annuels que la Cité est autorisée à effectuer pour l'exécution de travaux permanents.

2. Le prix à être payé pour l'acquisition à l'amiable ou par expropriation des terrains requis pour cette amélioration sera, nonobstant toute loi à ce contraire, la valeur réelle et actuelle desdits terrains au temps de leur acquisition à l'amiable ou de leur expropriation, et, au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée au propriétaire sera déterminée suivant les prescriptions des articles 7581 et suivants des Statuts Refondus, 1909.

38. Nonobstant toute loi à ce contraire, la Cité est autorisée à décréter, sur rapport à cet effet du Bureau des Commissaires, et à faire exécuter l'amélioration suivante:

Ouvrir la rue Sherbrooke depuis l'avenue de Lorimier jusqu'à la rue Fullum, conformément au plan homologué, par achat à l'amiable ou par voie d'expropriation; et, dans ce but, acquérir ou exproprier, sur toute ou partie seulement de leur profondeur, les immeubles traversés par la ligne homologuée telle qu'indiquée sur ce plan et tout lot contigu à l'arrière partie de ces immeubles; pour revendre ensuite, en partie ou en totalité, le surplus de ces immeubles qui ne sera pas affecté à l'ouverture de la rue.

Au cas d'expropriation totale ou partielle, l'indemnité à être payée aux propriétaires de ces immeubles sera déterminée suivant les prescriptions des articles 7581 et suivants des Statuts refondus, 1909.

Le montant requis pour payer le coût de cette amélioration sera imputé sur les fonds d'emprunt que la Cité a à sa disposition, et le produit des ventes du surplus des terrains ainsi acquis et des matériaux de démolition sera appliqué pour autant au remboursement à ce fonds d'emprunt.

39. Nonobstant toute loi à ce contraire, la Cité de Montréal est autorisée à décréter, sur rapport à cet effet du Bureau des Commissaires, et à faire exécuter l'amélioration suivante:

tion to a point opposite the division line between the lots bearing cadastral Nos 1755-24-1 and 1755-22-4

The total cost of the said improvement shall be paid by the owners of the immoveables situate on both sides of the proposed extension. The said improvement shall be made within six months from the date of the sanction of this act.

37. 1. Notwithstanding any law to the contrary, the city is authorized, on a report to that effect by the board of commissioners, to enact and to carry out the following improvements:

To acquire by mutual agreement or to expropriate all the immoveables required for the opening of LeRoyeur street, from Jacques-Cartier square westwards to that part of said Le-Royer street which is already opened. For that purpose Ste-Therèse street may be widened so as to form an extension of said LeRoyeur street.

The cost of said improvement shall be paid by the city out of the annual loans which the said city is authorized to effect for the carrying out of permanent works.

2 The price to be paid for the acquisition by mutual agreement or by expropriation, of the immoveables required for such improvement shall, notwithstanding any law to the contrary, be the real and actual value of the immoveable at the time of the acquisition thereof by mutual agreement or by expropriation, and, in the case of expropriation, the indemnity to be paid to the owners shall be determined according to the provisions of articles 7581 and following of the Revised Statutes, 1909.

37a. Notwithstanding any law to the contrary the city is authorized on a report to that effect by the Board of Commissioners to enact and to carry out the following improvement.

1. To acquire by mutual agreement or to expropriate within six months from the date of the sanction of this act after the demolition of the buildings, that part of the land bearing number 86 and 87 of the cadastre of the east ward necessary for widening St. Vincent street according to the homologated plan of the city. The cost of such improvement shall be paid by the city out of the annual loans the city is authorized to make for the execution of permanent works.

2 The price to be paid for the acquisition by mutual agreement or by expropriation of the land necessary for such improvement, shall notwithstanding any law to the contrary be the real and actual value of the said lands at the time of their acquisition by mutual agreement or by expropriation and in the case of expropriation the indemnity to be paid to the proprietors shall be determined according to the provisions of articles 7581 and following of the Revised Statutes 1909.

38. Notwithstanding any law to the contrary, the city is authorized on a report to that effect by the board of commissioners, to enact and carry out the following improvement;

To open Sherbrooke street from DeLorimier avenue to Fullum street, according to the homologated plan, by purchase by mutual agreement or by expropriation, and to that end, to acquire or expropriate the immoveables, crossed by the homologated line as shown on such plan, and any lot contiguous to the rear of these immoveables, for the whole or a portion only of their depth; and afterwards sell the whole or a portion of the excess of such immoveables not used in opening the street.

In the event of total or partial expropriation, the compensation to be paid to the owners of such immoveables shall be determined in accordance with the prescriptions of articles 7581 and following of the Revised Statutes, 1909.

The amount required to pay the cost of such improvement shall be charged to the loans fund which the city has at its disposal and the proceeds of the sale of the excess of the sale of the lots so acquired and of the materials of the demolished buildings shall be applied to the repayment of the said amount to such loans fund.

39. Notwithstanding any law to the contrary, the city of Montreal is authorized, on a report to that effect by the

Élargir à soixante et dix pieds, soit par voie d'acquisition à l'amiable ou par voie d'expropriation, le chemin de la Côte des Neiges dans le quartier Mont-Royal, depuis la voie de la compagnie du chemin de fer du Parc et de l'Île de Montréal, jusqu'au chemin Ste-Catherine; et, dans ce but, acquérir ou exproprier, sur toute ou partie seulement de leur profondeur, les immeubles ayant front sur cette rue, ou tout lot contigu à l'arrière partie de ces immeubles, pour ensuite revendre tout surplus de ces mêmes immeubles qui ne sera pas affecté à l'élargissement du chemin.

Au cas d'expropriation totale ou partielle desdits immeubles, l'indemnité à être payée aux propriétaires de ces immeubles sera déterminée suivant les prescriptions des articles 7581 et suivants des Statuts refondus, 1909.

Le montant requis pour payer le coût de cette amélioration sera imputé sur les fonds d'emprunt que la Cité a à sa disposition, et le produit des ventes de terrains ainsi acquis et des matériaux de démolition sera appliqué pour autant au remboursement à ce fonds d'emprunt.

40. Nonobstant toute loi à ce contraire, la Cité de Montréal est autorisée à décréter par résolution, sur rapport à cet effet du Bureau des Commissaires, et à faire exécuter l'amélioration suivante:

Acquérir à l'amiable ou exproprier les immeubles nécessaires à l'ouverture de l'avenue Maplewood, dans le quartier Mont-Royal, sur une largeur de soixante-six pieds, à partir du chemin de la Côte-des-Neiges, jusqu'à la profondeur approximative de deux cents pieds vers l'ouest.

Le coût de cette amélioration sera payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires des immeubles riverains de l'avenue Maplewood, à partir du chemin de la Côte-des-Neiges jusqu'à la limite ouest du lot No 130 des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte-des-Neiges.

Au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée aux propriétaires sera déterminée suivant les prescriptions des articles 7581 et suivants des Statuts refondus, 1909.

41. La Cité de Montréal est autorisée, sur rapport à cet effet du Bureau des Commissaires, à élargir la rue de Montigny, côté nord, à partir de la rue Wolfe jusqu'à une distance de soixante et quinze pieds à l'est de la rue Visitation, et, dans ce but, acquérir à l'amiable ou exproprier, en tout ou en partie, les immeubles ayant front sur cette partie de la rue de Montigny, et même les lots contigus à l'arrière partie de ces immeubles non affectés à cette amélioration.

Au cas d'expropriation totale ou partielle, l'indemnité à être payée aux propriétaires desdits immeubles sera déterminée suivant les prescriptions des articles 7581 et suivants des Statuts refondus, 1909.

Le montant requis pour payer le coût de cette amélioration sera imputé sur les fonds d'emprunt que la Cité a à sa disposition, et le produit des ventes des terrains ainsi acquis et des matériaux de démolition sera appliqué pour autant au remboursement à ce fonds d'emprunt.

42. La Cité de Montréal est autorisée à acquérir à l'amiable ou à exproprier, en tout ou en partie, les immeubles suivants, pour ouvrir la rue Sherbrooke, conformément au plan d'homologation de ladite rue Sherbrooke, à travers les immeubles Nos 22, 23 et 29 du cadastre du village incorporé d'Hochelaga, fait par Marius Dufresne, arpenteur-géomètre, et portant la date du 12 décembre 1910, lequel plan a été déclaré légal par la loi 1 George V (2ème session), chapitre 60, section 12, à savoir les lots suivants:

Le lot du cadastre No 22, subdivisions 701-704, inclusivement, ainsi que la ruelle en arrière de cette partie du lot No 22, portant le No 22 du cadastre, subdivision 708;

Le lot du cadastre No 22, subdivisions 544-555, inclusivement, et 519-528, inclusivement;

Le lot du cadastre No 23, subdivisions 823-830, inclusivement, et 805-812, inclusivement;

board of Commissioners, to enact and have the following improvement carried out:

To widen to seventy feet, either by purchase by mutual agreement or by expropriation, the Côte des Neiges road in Mount Royal ward from the track of the Montreal Park and Island Railway Company to the St. Catherine road; and, to that end, to acquire or expropriate the immovables fronting on such street, or any lot contiguous to the rear of these immovables, for the whole or a portion only of their depth and afterwards sell any excess of such immovables not used in widening the road:

In the event of total or partial expropriation of the said immovables, the compensation to be paid the owners thereof shall be determined in accordance with the prescriptions of articles 7581 and following of the Revised Statutes 1909.

The amount required to pay the cost of such improvements shall be charged to the loans fund which the city has at its disposal and the proceeds of the sales of lots so acquired and of the materials of the demolished buildings shall be applied to the repayment of the same amount to such loans fund.

40. Notwithstanding any law to the contrary, the city of Montreal is authorized, on a report to that effect by the board of commissioners, to enact by resolution and have the following improvement carried out:

To acquire by mutual agreement or expropriation the immovables required for the opening of Maplewood avenue in Mount Royal ward, with a width of sixty-six feet, starting from the Côte des Neiges road on an approximate depth of 200 feet towards the west.

The cost of such improvement shall be paid one half by the city and one half by the proprietors of the immovables bordering on Maplewood avenue from the Côte des Neiges road to the western boundary of lot No 130 of the official plan and book of reference for the village of Côte des Neiges.

In the event of expropriation, the compensation to be paid to the proprietors shall be determined in accordance with the prescriptions of articles 7581 and following of the Revised Statutes, 1909.

41. The City of Montreal on a report to this effect by the board of commissioners is authorized to widen de Montigny street north side, from Wolfe street to a distance of 75 feet east of Visitation street, and, to that end, to acquire by mutual agreement or to expropriate wholly or partly, the immovables fronting on that part of De Montigny street and also the contiguous lots in rear of such immovables, and afterwards sell any excess of such immovables not used for such improvement.

In the event of total or partial expropriation, the compensation to be paid to the owners of such immovables shall be determined in accordance with the prescriptions of articles 7581 and following of the Revised Statutes, 1909.

The amount required to pay the cost of such improvement shall be charged to the loans fund which the city has at its disposal and the proceeds of the sale of the excess of the lots so acquired and of the materials of the demolished buildings shall be applied to the repayment of the said amount to such loans fund.

42. The city of Montreal is authorized to acquire by mutual agreement or to expropriate, wholly or partly, the following immovables required for opening Sherbrooke street, according to the homologated plan of the said Sherbrooke street across the lots Nos, 22, 23 and 29 of the cadastre of the incorporated village of Hochelaga made by Marius Dufresne, land-surveyor, bearing date the 12th December 1910, which plan has been legalized by the act 1 George V, (2nd session), chapter 60, section 12, to wit the following lots:

Lot cadastral No. 22, subdivisions 701-704 inclusive, with the lane in rear of that portion of lot No. 22 bearing the No. 22, subdivision 708 of the cadastre;

Lot cadastral No. 22, subdivisions 544-555 inclusive and 519-528 inclusive;

Lot cadastral No 23, subdivisions 823-830 inclusive and 805-812 inclusive;

Le lot du cadastre No 23, subdivisions 383-387, inclusivement, et 401-403, inclusivement;

Le lot du cadastre No 29, subdivisions 1194 et 1220, et la ruelle portant le No 29 du cadastre, subdivision 1193; la ruelle portant le No 23 du cadastre, subdivisions 382 et 804, et la ruelle portant le No 22 du cadastre, subdivision 518;

Le lot du cadastre No 22, subdivisions 509-517, inclusivement;

Le lot du cadastre No 23, subdivisions 793-803, inclusivement;

Le lot du cadastre No 23, subdivisions 371-381, inclusivement;

Le lot du cadastre No 29, subdivisions 1186 à 1192 inclusivement;

Le lot du cadastre No 29, subdivisions 1178-1184, inclusivement;

Le lot du cadastre No 23, subdivision 359-369, inclusivement;

Le lot du cadastre No 23, subdivisions 781-791, inclusivement;

Le lot du cadastre No 22, subdivisions 499-507, inclusivement;

Le lot du cadastre No 22, subdivisions 681-689, inclusivement;

Les ruelles portant les Nos du cadastre 29, subdivision 1177; 23, subdivisions 358 et 780; 22, subdivisions 498, 679 et 700;

Le lot du cadastre No 22, subdivisions 691-699, inclusivement;

La Cité pourra aussi, au besoin, acheter le, et disposer comme elle l'entendra du terrain désigné comme rue Sherbrooke, projetée, à partir de la rue Aylwin aux limites est de la Cité. Le tout tel que désigné sur un plan préparé par Marius Dufresne, arpenteur-géomètre, et portant la date du 12 décembre 1910.

La Cité est aussi autorisée à vendre à l'enchère, après que ladite rue Sherbrooke aura été ouverte, tous les lots ou partie de lots dont elle croira devoir disposer.

Le coût total de cette acquisition ou expropriation sera imputé sur les fonds d'emprunt que la Cité a à sa disposition pour travaux permanents.

Le prix à être payé, au cas d'acquisition à l'amiable ou d'expropriation des immeubles susdits, sera, nonobstant toute loi à ce contraire, la valeur réelle et actuelle à l'époque de leur acquisition à l'amiable ou de leur expropriation, et, au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée aux propriétaires sera déterminée conformément aux dispositions des articles 7581 et suivants des Statuts refondus, 1909.

43. Afin de donner une largeur uniforme à la rue St-Antoine, la Cité devra, pendant l'année courante, acquérir, à l'amiable ou par voie d'expropriation, en tout ou en partie, la propriété appartenant à M. Henri Demers et désignée sous le numéro 1637, subdivision 1 et A du cadastre du quartier Saint-Antoine.

Le prix à être payé par la Cité pour cette acquisition à l'amiable ou par expropriation comme susdit de cette propriété ou partie de propriété selon le cas, sera, nonobstant toute loi à ce contraire, la valeur réelle et actuelle de l'immeuble au moment de son acquisition à l'amiable ou de son expropriation et, au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée aux propriétaires et aux locataires sera déterminée suivant les prescriptions de la loi 54 Victoria, chapitre 38 et sera payée par la Cité à même les emprunts annuels que ladite Cité est autorisée à effectuer pour l'exécution de travaux permanents.

44. Les améliorations mentionnées dans les sections "36" à "43" peuvent être exécutées suivant les plans homologués ou suivant tous autres plans qui ont été préparés ou qui pourront être préparés par les ingénieurs de la Cité et approuvés par la Cité.

Ces améliorations pourront aussi être exécutées intégralement ou par partie ou section suivant que la Cité le décidera.

Nonobstant l'article 440 de la charte, la quote-part de la Cité dans le coût de ces améliorations sera imputée sur les fonds d'emprunt que ladite Cité a à sa disposition pour travaux permanents.

45. La section 28 de la loi 9 Edouard VII, chapitre 81,

Lot cadastral No. 23, subdivisions 383-387 inclusive and 401-403 inclusive;

Lot cadastral No. 29, subdivisions 1194 and 1220, and the lane bearing the cadastral No. 29, subdivision 1193, the lane bearing the cadastral No. 23, subdivisions 382 and 804, and the lane bearing the cadastral No. 23, subdivisions 382 and 804, and the lane bearing the cadastral No. 22, subdivision 518;

Lot cadastral No. 22, subdivisions 509-517 inclusive;

Lot cadastral No. 23, subdivisions 793-803 inclusive;

Lot cadastral No. 23, subdivisions 371-381, inclusive;

Lot cadastral No. 29, subdivisions 1186 to 1192, inclusively;

Lot cadastral No. 29, subdivisions 1178-1184 inclusive;

Lot cadastral No. 23, subdivisions 359-369 inclusive;

Lot cadastral No. 23, subdivisions 781-791 inclusive;

Lot cadastral No. 22, subdivisions 499-507 inclusive;

Lot cadastral No. 22, subdivisions 681-689 inclusive;

The lanes bearing cadastral No. 29, subdivision 1177; 23, subdivisions 358 and 780; 22, subdivisions 498, 679 and 700;

Lot cadastral No. 22, subdivisions 691-699 inclusive;

The city may also, if necessary, purchase and dispose as it deems expedient of the land designated as Sherbrooke street (projected) from Aylwin street to the eastern boundary of the city; the whole as indicated on a plan made by Marius Dufresne, land surveyor, and bearing date the 12th December 1910.

The city is also authorized, after the said Sherbrooke street shall be opened, to sell by auction, all the lots or parts of lots it may deem it advisable to dispose of.

The total cost of such purchase or expropriation shall be charged to the loans fund which the city has at its disposal for permanent works.

The price to be paid for such acquisition by mutual agreement or by expropriation of the immovables aforesaid shall, notwithstanding any law to the contrary, be the real and actual value of the immovables at the time of their acquisition by mutual agreement or by expropriation, and, in the event of expropriation, the compensation to be paid to the proprietors shall be determined according to the prescriptions of articles 7581 and following of the Revised Statutes 1909.

43. In order to give a uniform width to St. Antoine street, the city shall, during the current year, acquire by mutual agreement or by expropriation, the whole or a portion of the property belonging to Mr. Henry Demers and designated under the No. 1637 subdivision one and A of the cadastre of St. Antoine ward.

The price to be paid by the city for such acquisition by mutual agreement or by expropriation as aforesaid of such property or portion of the property, as the case may be, shall, notwithstanding any law to the contrary, be the real and actual value of the immovable at the time of its acquisition by mutual agreement or by expropriation, and, in the event of expropriation, the compensation to be paid to the proprietors and tenants shall be determined according to the prescriptions of the act 57 Victoria, chapter 38, and shall be paid by the city out of the yearly loans which the city is authorized to effect for the execution of permanent works.

44. The improvements mentioned in sections 36 to 43 may be executed in accordance with the homologated plans or in accordance with all other plans which may have been prepared or which may be prepared by the city surveyor and approved by the city.

Such improvements may also be executed in whole or in part or section as the city may decide.

Notwithstanding article 440 of the city charter, the city's share in the cost of such improvements shall be charged to the loans fund which the city has at its disposal for permanent works.

45. Section 28 of the act 9 Edward VII, chapter 81, as amended by the act 1 George V, (2nd session), chapter 60, section 33 is further amended;

telle qu'amendée par la loi 1 George V (2ème session), chapitre 60, section 33 est de nouveau amendée:

a. En y ajoutant après le sous-paragraphe *l* du paragraphe 1, l'alinéa suivant:

"Le coût de cette amélioration sera payé par la Cité à même les fonds d'emprunt disponibles pour travaux permanents.";

b. En y ajoutant après le sous-paragraphe *m* du paragraphe 1, l'alinéa suivant:

"Le coût de cette amélioration sera payé par la Cité à même les fonds d'emprunt disponibles pour travaux permanents";

c. En en remplaçant de nouveau le paragraphe 2 par le suivant:

"2. Le coût de chacune des améliorations autorisées par la présente section, sauf les sous-sections *a*, *b*, *k*, [*l* et *m*,] sera payé au moyen d'un emprunt contracté conformément à l'article 348 de la charte, pourvu cependant qu'il ne soit pas nécessaire de soumettre aucun tel emprunt à l'approbation des propriétaires des immeubles imposables dans la Cité de Montréal."

46. La résolution adoptée par le Conseil de Ville de Montréal le 26 février 1912, à l'effet de voter une somme de \$65,093.00 pour acheter le terrain de la succession A. F. Gault, aux fins d'ouvrir la rue Ste-Emélie, dans le quartier St-Henri, est ratifiée et la Cité est autorisée à donner effet à cette résolution.

Les lignes homologuées de la rue Ste-Emélie sur le terrain acquis de la succession Gault sont effacées, et la Cité est autorisée à ouvrir ladite rue à l'endroit et de la manière qu'elle le jugera à propos.

La rue Sherbrooke, dans le quartier Notre-Dame de Grâce, tracée à une largeur de 66 pieds est déclarée rue publique et propriété de la Cité de Montréal, et ladite Cité est autorisée à élargir ladite rue à quatre-vingts pieds suivant les nouvelles lignes établies par le règlement No 37 de la Ville de Notre-Dame de Grâce, et à répartir le coût de cet élargissement de la manière indiquée dans le règlement No 46 adopté par le Conseil de Notre-Dame de Grâce le 4 mai 1908. Les règlements ci-dessus mentionnés sont, à toutes fins, déclarés valides et légaux.

47. Le contrat passé entre la Cité de Montréal et la Compagnie de Chemin de fer Canadien du Pacifique, le 6 mars 1912, devant Jean Beaudoin, notaire, est ratifié et confirmé, et les parties contractantes sont autorisées à en remplir et exécuter les conditions et à faire tout ce qui est nécessaire pour y donner effet.

48. Les résolutions adoptées par le Conseil de Ville de Montréal le 7 août 1911 et le 11 décembre 1911, décrétant l'ouverture du Boulevard Saint-Laurent et l'acquisition de certaines propriétés requises à cette fin, sont ratifiées et la Cité de Montréal est autorisée à donner effet à ces résolutions.

49. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

a. By adding the following clause after sub-paragraph *l* of paragraph 1:

"The cost of such improvement shall be paid by the city out of the loans fund available for permanent works;"

b. By adding the following clause after sub-paragraph *m* of paragraph 1:

"The cost of such improvement shall be paid by the city out of the loans fund available for permanent funds."

c. By again replacing paragraph 2 by the following:

"2. The cost of each of the improvements authorized by this section, with the exception or sub-paragraphs *a*, *b*, *k*, [*l*, and *m*,] shall be paid by means of a loan contracted in accordance with article 348 of the charter; provided, however, that it shall not be necessary to submit any such loan for the approval of the proprietors of taxable immovables in the city of Montreal."

46. The resolution adopted by the council of the city of Montreal on the 26th February, 1912, voting an amount of \$65,093.00 for the purchase of the land belonging to the estate of A. F. Gault for opening Ste. Emelie street in St. Henry ward, is ratified and the city is authorized to carry out such resolution.

The homologated lines of Ste-Emelie street on the land acquired from the estate Gault are effaced and the City is authorized to open the said street at such place and in such manner as it may see fit.

Sherbrooke street in Notre-Dame de Grâce ward on a width of 66 feet is declared to be a public street and the property of the city of Montreal and the city is authorized to widen the said street to 80 feet according to the new line established by by-law No. 37 of the Town of Notre-Dame de Grâce and to assess the cost of such widening according to the way given in by-law 46 adopted by the municipal council of the town of Notre-Dame de Grâce on the 4th May 1908. The by-laws above mentioned are for all purposes declared valid and legal.

47. The contract between the city of Montreal and the Canadian Pacific Railway Company, entered into on the 5th March 1912, before Jean Beaudoin, notary, is ratified and confirmed and the contracting parties are authorized to fulfil and carry out its conditions and to do all that may be necessary to give it effect.

48. The resolutions adopted by the Montreal city council on the 7th August, 1911, and the 11th, December, 1911, enacting the opening of St Lawrence boulevard, and the acquisition of certain properties required for such purpose, are ratified and the city of Montreal is authorized to give effect to said resolutions.

49. This act shall come into force on the day of its sanction.

DELIBERATIONS

COMMISSION SPECIALE "re" REGLEMENT No. 210 CONCERNANT LA COMPAGNIE DES CHARS URBAINS

Compte rendu de l'assemblée du 18 avril 1912

Sont présent: MM. les échevins Emard, président, Bastien, Larivière, Poissant, Mayrand, Garceau, Ménard, Turcot, Drummond, Clément.

Les minutes de la dernière séance sont lues et approuvées.

Soumis les rapports des inspecteurs des tramways référés par le Conseil à cette Commission.

Soumis aussi un rapport de M. John R. Barlow, inspecteur de la Cité, déclarant que la ligne de circuit que le Conseil a ordonné à la Cie des Chars Urbains d'établir, afin de relier les gares de chemins de fer, est une ligne qui rendrait de grands services au public voyageur.

M. l'échevin Poissant suggère de changer ce circuit comme suit:

Craig, Notre-Dame, Marlborough, Ste-Catherine, Peel, Windsor, St-Jacques, petite rue Craig et Craig jusqu'au point de départ.

Les tramways devant circuler dans les deux sens.

Résolu: De demander l'opinion de l'Ingénieur sur l'établissement de ce nouveau circuit.

M. l'échevin Turcot attire l'attention de la Commission sur un règlement portant le No 159, adopté par la ci-devant ville St-Louis, maintenant quartier Laurier, autorisant la Compagnie de chemin de fer urbain de Montréal, à établir des lignes de tramways sur certaines rues.

Résolu: De faire rapport au Conseil recommandant que les lignes mentionnées dans ledit règlement soient établies par ladite Compagnie des Chars Urbains de Montréal, sous le plus court délai possible.

Les rapports des inspecteurs de tramways étant examinés, il est constaté que sur plusieurs lignes la Compagnie des Chars Urbains n'a pas donné le service qu'elle est tenue de donner en vertu du règlement No 210 et en vertu de la résolution adoptée par le Conseil le 18 décembre 1911,

Il est alors,

Résolu: De faire rapport au Conseil recommandant que les Avocats de la Cité reçoivent instructions de prendre des procédures contre la compagnie pour violation du règlement No 210, spécialement en ce qui concerne le service qu'elle est tenue de donner sur la rue Notre-Dame.

M. l'échevin Poissant soumet un projet pour remédier à l'encombrement des tramways.

Résolu: D'étudier ce projet et d'avoir une entrevue avec les autorités de la Compagnie pour le discuter.

A la suggestion de M. l'échevin Larivière, il est

Résolu: De demander à la Compagnie des Tramways s'il y aurait possibilité de couper la ligne de la rue Notre-Dame en deux et de faire tourner les tramways à la Place d'Armes et par ce moyen améliorer le service sur cette rue en faisant disparaître en partie les retards occasionnés par des accidents aux extrémités est ou ouest de cette ligne.

De demander aussi à ladite Compagnie si elle consentirait à accorder à la Longue-Pointe les mêmes taux de passage qu'à Notre-Dame de Grâce, soit 5 centins avec droit de correspondance.

Ajournement.

JULES CREPEAU,
Sous-Greffier de la Cité

SPECIAL COMMITTEE "re" BY-LAW No. 210, CONCERNING THE MONTREAL TRAMWAYS CO.

Report of meeting held on the 18th April 1912

Present: Ald. Emard, chairman, Bastien, Larivière, Poissant, Mayrand, Garceau, Ménard, Turcot, Drummond, Clément.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

Submitted reports from the Tramway Inspectors referred by Council to this Committee.

Submitted also a report from Mr. John R. Barlow, City Surveyor, stating that the circuit line which the City has ordered the Tramways Co. to establish in order to connect the railway stations would greatly accommodate the public.

Ald. Poissant suggested that the above mentioned circuit be changed as follows:

Craig, Notre Dame, Marlborough, St. Catherine, Peel, Windsor, St. James, Little Craig and Craig streets to starting point.

The Tramways to run in both directions.

Resolved: To ask for the opinion of the Engineer on the establishment of the said new circuit.

Ald. Turcot called the attention of the Committee to by-law No. 159, adopted by the former town of St. Louis, now Laurier ward, authorizing the Montreal Street Railway to establish car lines on certain streets.

It was then

Resolved: That a report be made to Council recommending that the lines mentioned in said by-law be established by the said Montreal Street Railway Co. within the shortest possible delay.

The reports from the Tramway Inspectors being examined, it was found that on several lines the Tramways Co. had not given the service which it is bound to give in virtue of by-law No. 210, and, in view of the resolution adopted by the Council, on the 18th December 1911,

It was then

Resolved: That a report be made to Council recommending that the City Attorneys be instructed to take proceedings against the Company for having violated the provisions of by-law No. 210, specially as regards the service which it is bound to give on Notre Dame street.

Ald. Poissant made certain suggestions for the purpose of preventing the over-loading of tramways.

Resolved: To consider said suggestion and to have an interview with the authorities of the Company in order to discuss the same.

At the suggestion of Ald. Larivière, it was

Resolved: To ask the Tramways Company if it would be possible to cut the Notre Dame street line in two parts and have the cars turn at Place d'Armes square, and thereby improve the service on said street, by avoiding, partly, the delays caused through accidents at the east or west end of said line.

Furthermore, to ask the said Company if they would be willing to grant to the residents of Longue Pointe ward the same fares as are charged in Notre Dame de Grâce, to wit, 5 cents and a transfer.

Adjourned.

JULES CREPEAU,
Asst. City Clerk.

COMMISSION SPECIALE DES RECEPTIONS

Compte rendu de l'assemblée du 1er mai 1912

Sont présents: M. l'échevin Boyd, président, Son Honneur le Maire, MM. les échevins L. A. Lapointe, O'Connell et N. Lapointe.

1.—Son Honneur le Maire informe la Commission que samedi prochain, le 4 du courant, il recevra dans ses salons quelques visiteurs distingués de France, qui doivent se rendre au Lac Champlain, à l'occasion de l'inauguration du Monument de Samuel de Champlain.

Son Honneur invite les membres de la Commission à être présents à son bureau ce jour-là. Il ajoute qu'il a donné instruction au Greffier de la Cité de faire la même invitation à tous les membres du Conseil et à MM. les Commissaires.

Il suggère d'offrir à ces visiteurs une promenade en voiture pour dimanche après-midi, comme marque de courtoisie de la part de la Ville.

Résolu: De souscrire aux recommandations de Son Honneur et que M. le président soit prié de faire les arrangements nécessaires pour une promenade en voiture au Mont-Royal.

2.—M. le président rapporte qu'il a offert au nom de la Ville une promenade en voiture à un groupe d'étudiants d'Angleterre qui ont visité notre Ville dans le cours de la semaine, et il est

Résolu: D'approuver ce que le président a fait en cette circonstance.

3.—La Commission prend en considération une lettre de la "Garrison Artillery Band" offrant de faire de la musique dans les parcs publics durant la prochaine saison d'été; ladite lettre est renvoyée au Bureau des Commissaires.

4.—La Commission prend communication d'une lettre de M. C. H. Gould, bibliothécaire de la McGill Union, demandant que l'on fasse les honneurs de la Ville aux membres de l'"American Library Association" qui doivent visiter Montréal dans le mois de juin prochain, et, après délibération, il est

Résolu: Que ladite lettre soit renvoyée à M. le président de la Commission avec prière de conférer à ce sujet avec M. l'échevin Morin et de faire rapport à la Commission dans le plus court délai possible.

Ajournement.

RENE BAUSET,
Secrétaire.

SPECIAL COMMITTEE ON RECEPTIONS

Report of meeting held on the 1st May 1912

Present: Ald. Boyd, chairman, His Worship the Mayor, Aldermen L. A. Lapointe, O'Connell and N. Lapointe.

1.—His Worship the Mayor informed the Committee that next Saturday, the 4th inst., he would receive in his chambers a party of distinguished visitors from France, who were on their way to Lake Champlain in connection with the inauguration of the Samuel de Champlain Monument.

His Worship invited the members of the Committee to attend at his office on that day. He added that he had instructed the City Clerk to extend the same invitation to all the members of the Council and the Commissioners.

He suggested that these visitors might be offered a drive on Sunday afternoon, as a courtesy extended by the City.

Resolved: That the recommendations of His Worship be agreed to, and that the Chairman be requested to perfect the necessary arrangements for said drive to Mount Royal.

2.—The Chairman reported that he had, in the name of the City, offered a drive to a party of students from England who had visited the City during the current week, and it was.

Resolved: That the action of the Chairman be approved of.

3.—The Committee considered an application from the Garrison Artillery Band to provide music in the public parks during the coming summer, and the same was referred to the Board of Commissioners.

4.—The Committee considered a communication from Mr. C. H. Gould, Librarian, McGill Union, asking the City to extend some courtesy to the members of the American Library Association, who will visit Montreal during the month of June next, and after due deliberation, it was

Resolved: That said communication be referred to the Chairman of the Committee, with a request that he confer thereon with Ald. Morin and report to the Committee at the earliest possible moment.

Adjourned.

RENE BAUSET,
Secretary.

CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée municipale du 29 avril 1912

Son Honneur le Maire, M. L. A. Lavallée, occupe le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM. les écrivains L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Ward, Prud'homme, Boyd, Garceau, Monahan, Clément, Tétreau, Létourneau, Mayrand, Emard, Bastien, Deguire, Turcot, Drummond, Larivière, Morin, Martin, Fraser, Séguin, Giroux, Stroud, Poissant, Blumenthal, Vandellac, Macdonald, Ménard, Judge et MM. Ainey, Dupuis, Godfrey et Lachapelle, Commissaires.

Le procès-verbal de la dernière assemblée est lu et confirmé.

REQUETES, ETC.

1.—De M. A. Therrien, pour permission de vendre du bois; M. Omer Martel, pour permission d'installer un moteur électrique; et la Energite Explosive Co., pour permission d'emmagasiner des matières explosives.

2. Des propriétaires en arrière de l'avenue Viger demandant qu'une ruelle soit pavée.

3.—De l'Union Mutuelle des Employés Civiques au sujet du fonds de pension.

4. De S. Girouard "et al" demandant que les rues Ste-Anne et Collège soient expropriées suivant les dispositions de la loi.

5.—Des propriétaires de la rue Cadieux demandant que ladite rue soit pavée en asphalte.

6.—Des propriétaires du quartier Papineau demandant que l'expropriation du Parc LaFontaine soit terminée.

Renvoyées au Bureau des Commissaires.

7.—De la Louisiana Historical Society invitant Son Honneur le Maire à assister à une célébration à la Nouvelle-Orléans.

8.—De l'Hon. Secrétaire Provincial au sujet de l'augmentation du nombre de représentants dans le Conseil de Direction de l'Ecole Technique.

Déposées aux archives.

9.—De M. W. P. Gillespie au sujet d'un nouveau nom pour la rue Shuter.

Renvoyée à la Commission Spéciale des noms de rues.

RAPPORTS.

10.—Du Bureau des Commissaires à l'effet de voter une somme de \$18,000 "re" nettoyage des trottoirs.

11.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de régler une réclamation pour taxes par les Municipalités Scolaires de la Rivière St-Pierre et de Verdun.

12.—Du Bureau des Commissaires, pour régler la réclamation de Louis Gauthier.

13.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de discontinuer les procédures contre Madame Bridget McAvoy.

14.—Du Bureau des Commissaires, pour rembourser une garantie à MM. L. Giguère et Cie.

15.—Du Bureau des Commissaires, pour accorder une police acquittée à M. Antoine Pigeon.

16.—Du Bureau des Commissaires, pour accorder une police acquittée à M. Joseph Gagnon.

17.—Du Bureau des Commissaires, transmettant au Conseil une lettre de M. Geo. S. Cantlie, au sujet de la présentation d'un drapeau sur le Parc LaFontaine.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin WARD, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

18.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'acheter certaine propriété de M. Oscar Amyot.

19.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à M. Hector Poirier de maintenir en place une marquise.

20.—Du Bureau des Commissaires, pour permettre à M. B. Damien d'installer une chaudière à vapeur.

21.—Du Bureau des Commissaires, pour permettre à M. O. Martel d'ouvrir une buanderie.

CITY COUNCIL

Report of special meeting held the 29th April 1912

His Worship the Mayor, Mr. L. A. Lavallée, in the chair.

Present: Aldermen L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Ward, Prud'homme, Boyd, Garceau, Monahan, Clément, Tétreau, Létourneau, Mayrand, Emard, Bastien, Deguire, Turcot, Drummond, Larivière, Morin, Martin, Fraser, Séguin, Giroux, Stroud, Poissant, Blumenthal, Vandellac, Macdonald, Ménard, Judge and Messrs. Ainey, Dupuis, Lachapelle and Godfrey.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

PETITIONS

1.—From Mr. A. Thérien for leave to sell wood; Mr. Omer Martel for leave to erect an electric motor; and the Energite Explosives Co., for leave to store explosive material.

2.—From proprietors rear of Avenue Viger asking that a certain lane be paved.

3.—From "Union Mutuelle des Employés Civiques" anent civic pension fund.

4.—From S. Girouard "et al" asking that St. Ann and College sts. be expropriated according to the general provision of the law.

5.—From rate-payers Cadieux St., asking that said street be paved with asphalt.

6.—From proprietors Papineau ward asking that the expropriation of Park LaFontaine be terminated.

Referred to the Board of Commissioners.

7.—From Louisiana Historical Society inviting His Worship the Mayor to attend a celebration in New Orleans.

8.—From Hon. Provincial Secretary anent increased representation on the Board of Governors of Technical School. Filed of record.

9.—From Mr. W. P. Gillespie anent the renaming of Shuter St.

Referred to the Special Committee on Street Names.

REPORTS

10.—From Board of Commissioners, to vote a sum of \$18,000 "re" cleaning sidewalks.

11.—From Board of Commissioners, to settle claim for taxes by Municipalités Scolaires of Rivière St-Pierre and Verdun.

12.—From Board of Commissioners, to settle claim of Louis Gauthier.

13.—From Board of Commissioners, to discontinue proceedings against Dame Bridget McAvoy.

14.—From Board of Commissioners, to reimburse a certain guarantee to Messrs. L. Giguère & Co.

15.—From Board of Commissioners, to grant a paid up policy to Mr. Antoine Pigeon.

16.—From Board of Commissioners, to grant a paid-up policy to Mr. Joseph Gagnon.

17.—From Board of Commissioners, transmitting to Council communication from Mr. Geo. S. Cantlie anent presentation of colors on Park La Fontaine.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

18.—From Board of Commissioners, to purchase a certain property from Mr. Oscar Amyot.

19.—From Board of Commissioners, to allow Mr. Hector Poirier to maintain a marquise.

20.—From Board of Commissioners, to allow Mr. B. Damien to install a steam boiler.

21.—From Board of Commissioners, to allow Mr. O. Martel to establish a laundry.

22.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'homologuer la rue Villera, etc.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin TETREAU, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

22.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'acheter un chassis d'automobile.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin WARD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté. (MM. les échevins Larivière et Poissant dissidents).

24.—Du Bureau des Commissaires, pour régler certaines réclamations s'élevant à 333.05.

25.—Du Bureau des Commissaires, pour accorder une police acquittée à M. Charles Laparé.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin LETOURNEAU, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

26.—Du Bureau des Commissaires, répondant à une question "re" fonds de pension civique.

27.—Du Bureau des Commissaires, répondant à une question "re" Avenue du Bois de Boulogne.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin WARD, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et que copies d'iceux soient remises aux membres du Conseil intéressés.

28.—Du Bureau des Commissaires, "re" application du Canadian Northern Montreal Tunnel and Terminal Co., à l'effet de faire approuver son plan de route.

A ce sujet soumis et lu

(a) Une dépêche télégraphique du Secrétaire du Département des Chemins de Fer et Canaux informant le Greffier que ladite audition a été fixée pour le 30 du courant.

(b) Une lettre du Département en Loi faisant certaines suggestions.

Lesdites lettres sont déposées aux archives.

Et un débat s'engageant,

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté et qu'une délégation composée des personnes suivantes soit nommée pour comparaître devant le Ministre des Chemins de Fer et Canaux et défendre les intérêts de la Ville de Montréal quand l'application du C. N. M. T. and Terminal Company sera prise en considération:

MM. les échevins Prud'homme, Deguire, Giroux, Martin, M.P., Boyd, Stroud, Ward, O'Connell, Fraser, Morin, L. A. Lapointe, M.P., Commissaire Godfrey, l'Ingénieur en Chef et un représentant du Département en Loi.

29.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'en appeler de la décision de la Commission des Chemins de Fer du Canada "re" construction d'un tunnel à l'avenue du Parc.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin WARD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté. (MM. les échevins Turcot et Ménard dissidents).

30.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de louer une partie de certain édifice à la Banque Provinciale du Canada.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin BASTIEN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

31.—Du Bureau des Commissaires, soumettant au Conseil une lettre de la "Royal Life Saving Society."

Sur proposition de M. l'échevin PRUD'HOMME, appuyée par M. l'échevin WARD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté et que le nom de M. l'échevin L. A. LAPOINTE soit suggéré comme gouverneur à vie de la Royal Life Saving Society.

32.—Du Bureau des Commissaires, pour permettre à M. G. H. A. Guimond, de maintenir une marquise en place.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin MARTIN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

33.—Du Bureau des Commissaires, pour permettre à la "Grasselli Chemical Co., d'emmagasiner des acides.

22.—From Board of Commissioners, to homologate Villera St., etc.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. TETREAU, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

23.—From Board of Commissioners, to purchase an automobile chassis.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That said report be received and adopted. (Ald. Larivière and Poissant dissenting).

24.—From Board of Commissioners, to settle certain claims amounting to \$333.05.

25.—From Board of Commissioners, to grant a paid-up policy to Mr. Charles Laparé.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LETOURNEAU, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

26.—From Board of Commissioners, replying to a question "re" civic pension fund.

27.—From Board of Commissioners, replying to a question "re" Avenue du Bois de Boulogne.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That said reports be received and that copies thereof be transmitted to the members of Council interested.

28.—From Board of Commissioners, anent the application of the Canadian Northern Montreal Tunnel and Terminal Co., for approval of route map.

In this connection, submitted and read

(a) Telegram message from the Secretary of the Department of Railways and Canals informing the City Clerk that said hearing has been fixed for the 30th inst.,

(b) Letter from the Law Department offering certain suggestions, which said communications were filed of record.

And a debate arising,

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said report be received and adopted and that a delegation composed of the following persons be appointed to appear before the Minister of Railways and Canals and defend the interests of the City of Montreal when the application of C. N. M. T. and Terminal Company will be considered:

Aldermen Prud'homme, Deguire, Giroux, Martin, M.P., Boyd, Stroud, Ward, O'Connell, Fraser, Morin, L. A. Lapointe, M.P., Commissioner Godfrey, the City Engineer and a representative of the Law Department.

29.—From Board of Commissioners, to appeal from the decision of the Railway Commission of Canada "re" construction of a tunnel at Park Avenue.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That said report be received and adopted. (Ald. Turcot and Ménard dissenting).

30.—From Board of Commissioners, to rent part of a certain building to La Banque Provinciale du Canada.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BASTIEN, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

31.—From Board of Commissioners, submitting to Council a letter from the Royal Life Saving Society.

On motion of Ald. PRUD'HOMME, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That said report be received and adopted and that the name of Ald. L. A. Lapointe be offered as life governor of the Royal Life Saving Society.

32.—From Board of Commissioners, to allow Mr. C. H. A. Guimond to maintain a marquise.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. MARTIN, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

33.—From Board of Commissioners, to allow the Grasselli Chemical Co. to store acids.

34.—Du Bureau des Commissaires, pour permettre à M. J. B. Bernard d'ouvrir une cour à bois.

35.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à la Dominion Iron & Steel Company de construire certain entrepôt.

36.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à M. J. Roberge de construire un élévateur.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin O'CONNELL, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

37.—Du Bureau des Commissaires, "re" vente de la caserne de pompiers No 25.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin FRASER, il est

Résolu que ledit rapport soit reçu et adopté.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin O'CONNELL, il est

Résolu: Que la Règle 102a des Règles du Conseil soit suspendue afin de permettre la présentation des trois rapports suivants, savoir:

38.—Du Bureau des Commissaires, au sujet de la nomination de deux huissiers pour la Cour du Recorder.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

39.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter un crédit de \$57,200 pour refaire la surface de certaines rues.

M. l'échevin EMARD, appuyé par M. l'échevin DRUMMOND,

Propose: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

Et un débat s'engageant, ladite proposition étant mise aux voix, le Conseil se partage:

Pour: N. Lapointe, Ward, Prud'homme, Boyd, Monahan, Clément, Tétréau, Létourneau, Mayrand, Emard, Bastien, Deguire, Turcot, Drummond, Fraser, Giroux, Macdonald, Ménard, Judge—19.

Contre: L. A. Lapointe, O'Connell, Larivière, Morin, Martin, Séguin, Stroud Poissant, Blumenthal, Vandelac—10.

Ladite proposition est ainsi adoptée, et il est

Résolu: En conséquence.

40.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter un crédit de \$1,000 pour réceptions.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin BOYD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

41.—Du Bureau des Commissaires, "re" lumières en face de la résidence de Son Honneur le Maire.

Délibération remise à la demande de M. l'échevin L. A. Lapointe.

42.—Du Bureau des Commissaires, "re" nomination d'un bureau d'examineurs.

Délibération remise à la demande de M. l'échevin Emard.

43.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de fermer la rue Monsabré.

44.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de céder une partie de la rue Monsabré à l'Ordre des Franciscains.

Délibération remise à la demande de M. l'échevin Larivière.

45.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à MM. Henry Morgan & Co., de construire une écurie.

Délibération remise à la demande de M. l'échevin Ward.

ACTES

46.—Vente par les Révdes Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame à la Cité de Montréal.

47.—Vente par les exécuteurs testamentaires de feu James C. McArthur à la Cité de Montréal.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin O'CONNELL, il est

Résolu: Que Son Honneur le Maire et le Greffier de la Cité soient priés de signer les actes de vente consentis à la Cité de Montréal par (1) les Révdes Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal, (2) les exécuteurs testamentaires de James C. McArthur, (3) la Succession Masson, en rapport avec l'ouverture du Boulevard St-Laurent, après que ces actes auront été approuvés par les Avocats de la Cité.

34.—From Board of Commissioners, to allow Mr. J. B. Bernard to open a wood-yard.

35.—From Board of Commissioners, to approve of a certain warehouse to be erected by the Dominion Iron & Steel Co.

36.—From Board of Commissioners, to approve of an elevator to be constructed by Mr. J. Roberge.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

37.—From Board of Commissioners, "re" sale of No. 25 Fire Station.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. FRASER, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That Rule 102a of the Rules of Council be suspended in order to allow the presentation of the three following reports, viz:

38.—From Board of Commissioners, anent the appointment of two bailiffs for Recorder's Court.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

39.—From Board of Commissioners, to vote a sum of \$57,200 to resurface certain streets.

Ald. EMARD moved, seconded by Ald. DRUMMOND,

That said report be received and adopted.

And, a debate arising, said motion being put, the Council divided:

Yeas: N. Lapointe, Ward, Prud'homme, Boyd, Monahan, Clément, Tétréau, Létourneau, Mayrand, Emard, Bastien, Deguire, Turcot, Drummond, Fraser, Giroux, Macdonald, Ménard, Judge—19

Nays: L. A. Lapointe, O'Connell, Larivière, Morin, Martin, Séguin, Stroud, Poissant, Blumenthal, Vandelac—10.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

40.—From Board of Commissioners, to vote an appropriation of \$1,000 for receptions.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BOYD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

41.—From Board of Commissioners, "re" lamps opposite residence of His Worship the Mayor.

Consideration deferred, at the request of Ald. L. A. Lapointe.

42.—From Board of Commissioners, "re" establishment of a Board of Examiners.

Consideration deferred at the request of Ald. Emard.

43.—From Board of Commissioners, to close Monsabré Street.

44.—From Board of Commissioners, to cede a portion of Monsabré street, to the Order of Franciscans.

Consideration deferred at the request of Ald. Larivière.

45.—From Board of Commissioners, to allow Messrs. Henry Morgan Co. to erect a stable.

Consideration deferred, at the request of Ald. Ward.

DEEDS.

46.—Sale by the Rev. Sisters of the Congregation of Notre-Dame to the City of Montreal.

47.—Sale by the Testamentary Executors of the late James C. McArthur to the City of Montreal.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That His Worship the Mayor and the City Clerk be authorized to sign the deeds of sale to the City of Montreal by (1) The Rev. Sisters of the Congregation of Notre Dame of Montreal, (2) the Testamentary Executors of James C. McArthur, (3) the Estate Masson, in connection with the opening of St. Lawrence Boulevard, after these deeds have been approved of by the City Attorneys.

INTERPELLATIONS

Certaines questions sont posées au Bureau des Commissaires avec prière d'y répondre pour la prochaine assemblée du Conseil, par

- (a) M. l'échevin Martin, "re" nomination de cantonniers,
- (b) M. l'échevin Blumenthal, "re" échelles de sauvetages à l'Hôtel de Ville,
- (c) M. l'échevin Bastien, "re" certains travaux à Ahuntsic,
- (d) M. l'échevin Ward, "re" conduites souterraines,
- (e) M. l'échevin Drummond, "re" construction de postes dans le quartier Rosemont,
- (f) M. l'échevin Drummond, pour faire coopérer la Ville à l'oeuvre de la "First Aid to the Injured."
- (g) M. l'échevin Létourneau, "re" pavage permanent dans le quartier St-Henri.

AVIS DE MOTIONS

- 49.—De M. l'échevin Martin, pour constituer une Commission Spéciale "re" loi concernant les pavages.
- 50.—De M. l'échevin Clément "re" promenades dans le Parc LaFontaine.
- 51.—De M. l'échevin Martin, "re" établissement d'une banque municipale.
- 52.—De M. l'échevin Martin, pour amender le Règlement No 404 "re" enlèvement de la neige des trottoirs.

MOTIONS

53.—Sur proposition de M. l'échevin BLUMENTHAL, appuyée par M. l'échevin MACDONALD, il est

Résolu: Que le Bureau des Commissaires soit prié de bien vouloir étudier l'opportunité de faire certaines améliorations au Bain St-Louis, afin de le rendre plus moderne et d'installer à cette fin un système de chauffage à eau chaude comme la chose existe dans d'autres bains publics, et faire les autres améliorations nécessaires afin que ce bain puisse être ouvert au public durant toute l'année.

54.—Sur proposition de M. l'échevin MAYRAND, appuyé par M. l'échevin TETREAU, il est

Résolu: Que Commission Spéciale soit nommée "re" construction d'un tunnel rue Papineau, sous la voie du C. P. R., avec pouvoir de faire examiner l'état des lieux par les Ingénieurs de la Cité, et que cette Commission soit composée de MM. les échevins Tétreau, Drummond et du proposeur.

55.—Sur proposition de M. l'échevin BASTIEN, appuyée par M. l'échevin TURCOT, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité soit prié de demander à la Cie du Parc et de l'île de Montréal, maintenant la Compagnie des Tramways de Montréal, de bien vouloir macadamiser ses voies dans le quartier Ahuntsic, à partir de sa gare jusqu'au Boulevard Gouin, vu que cette rue est actuellement en très mauvais ordre et qu'il est impossible aux voitures d'y circuler.

ORDRE DU JOUR

56.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un rapport du Bureau des Commissaires pour engager un messenger,

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin MONAHAN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit adopté.

57.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un rapport du Bureau des Commissaires, pour régler la réclamation de M. S. W. Jacobs,

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin MONAHAN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit adopté.

58.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un rapport du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à la Compagnie du Pacifique Canadien d'établir une voie d'embranchement,

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin MONAHAN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit adopté. (M. l'échevin Poissant dissident).

QUESTIONS PUT BY MEMBERS.

48.—Certain questions were put to the Board of Commissioners, with a request that they reply thereto for the next meeting of the Council, by

- (a) Ald. Martin, "re" appointment of sectionmen,
- (b) Ald. Blumenthal, "re" fire escapes at City Hall,
- (c) Ald. Bastien, "re" certain works in Ahuntsic ward,
- (d) Ald. Ward, "re" underground conduits,
- (e) Ald. Drummond, "re" erection of posts in Rosemont ward,
- (f) Ald. Drummond, to associate the City with "First Aid to the Injured."
- (g) Ald. Létourneau, "re" permanent paving in St. Henry ward.

NOTICES OF MOTIONS.

49.—By Ald. Martin, for the appointment of a Special Committee "re" law concerning pavings.

50.—by Ald. Clément, "re" walks in Park La Fontaine.

51.—By Ald. Martin, "re" establishment of a municipal bank.

52.—By Ald. Martin, to amend by-law No. 404 "re" removal of snow from sidewalks.

MOTIONS.

53.—On motion of Ald. BLUMENTHAL, seconded by Ald. MACDONALD, it was

Resolved: That the Board of Commissioners be requested to consider the advisability of improving St. Louis bath in order to render the same more modern and to provide the same with a hot water heating system similar to that in other public baths and to make thereto other necessary improvements in order that said bath may be opened to the public during the entire year.

54.—On motion of Ald. MAYRAND, seconded by Ald. TETREAU, it was

Resolved: That a Special Committee be appointed to consider the construction of a tunnel under the C. P. R. tracks at Papineau Avenue, with power to have the City Engineer report thereon, said Committee to be composed of Ald. Tétreau, Drummond and the mover.

55.—On motion of Ald. BASTIEN, seconded by Ald. TURCOT, it was

Resolved: That the City Clerk be instructed to request the Park & Island Ry Co., now the Montreal Tramways Co. to macadamize their track in Ahuntsic ward, from the Company's station as far as Gouin Boulevard inasmuch as said street is in bad condition and vehicles are unable to pass thereon.

ORDER OF THE DAY.

56.—The order of the day being read to consider a report from the Board of Commissioners to engage a messenger,

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. MONAHAN, it was

Resolved: That said report be adopted.

57.—The order of the day being read to consider a report from the Board of Commissioners, to settle the claim of Mr. S. W. Jacobs,

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. MONAHAN, it was

Resolved: That said report be adopted.

58.—The order of the day being read to consider a report from the Board of Commissioners, to allow the Canadian Pacific Ry Co., to establish a branch line,

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. MONAHAN, it was

Resolved: That said report be adopted. (Ald. Poissant dissenting).

59.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un avis de motion de M. l'échevin Tétreau pour que la Ville contribue à l'érection du Monument Rodier,

Sur proposition de M. l'échevin TETREAU, appuyée par M. l'échevin TURCOT, il est

Résolu: Que MM. les Commissaires soient priés d'étudier s'il ne serait pas opportun de souscrire quelque argent pour aider à l'érection du Monument Rodier, et de faire rapport au Conseil. (M. l'échevin Judge dissident).

60.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération une motion de M. l'échevin Tétreau pour soumettre certain document au Conseil, il est

Ordonné: De biffer ledit item de l'ordre du jour.

61.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération des avis de motions de M. l'échevin L. A. Lapointe (a) "re" établissement d'un Bureau de Censure pour les vues animées, (b) pour adopter un règlement "re" enseignes électriques.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin WARD, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité soit prié de rédiger des règlements en conséquence, de les faire imprimer et de les inscrire sur l'ordre du jour.

62.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération une communication du Département des Chemins de Fer et Canaux, soumise au Conseil le 22 du courant, ladite communication est déposée aux archives.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin WARD,

Le Conseil s'ajourne.

L. O. DAVID,
Greffier de la Cité

RENE BAUSET,
Sous Greffier de la Cité.

59.—The order of the day being read to consider a notice of motion by Ald. Tétreau to contribute to the erection of the Rodier Monument.

On motion of Ald. TETREAU, seconded by Ald. TURCOT, it was

Resolved: That the Board of Commissioners be requested to consider the advisability of contributing to the erection of the Rodier Monument and to report to Council. (Ald. Judge dissenting).

60.—The order of the day being read to consider a notice of motion by Ald. Tétreau to submit a certain document to Council, the same was

Ordered: To be struck.

61.—The order of the day being read to consider notices of motions by Ald. L. A. Lapointe (a) "re" establishment of a Board of Censorship for moving pictures, (b) for a by-law "re" electric signs,

On motion of Ald. LA. A. LAPOINTE, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That the City Clerk be instructed to draft by-laws accordingly, to have the same printed and to give the same their rank on the order of the day.

62.—The order of the day being read to consider communication from the Department of Railways and Canals submitted to Council on the 22nd inst., said communication was filed of record.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. WARD,

The Council adjourned.

L. O. DAVID,
City Clerk.

RENE BAUSET,
Asst. City Clerk.

CONSEIL MUNICIPAL

ASSEMBLEE SPECIALE DU LUNDI, 6 MAI 1912

Ordre du jour

RAPPORTS

- 1— BUREAU DES COMMISSAIRES.—“Re” lampes vis-à-vis la résidence de Son Honneur le Maire. (29 avril).
- 2— BUREAU DES COMMISSAIRES.—“Re” établissement d'un Bureau d'Examineurs. (29 avril).
- 3— BUREAU DES COMMISSAIRES.—Pour fermer la rue Monsabré. (29 avril).
- 4— BUREAU DES COMMISSAIRES.—Pour céder une partie de la rue Monsabré à l'Ordre des Franciscains. (29 avril).
- 5— BUREAU DES COMMISSAIRES.—Pour permettre à MM. H. Morgan & Cie, de construire une écurie. (29 avril).

MOTIONS

- 6— LAPOINTE, L. A.—Pour que soit faite une compilation des règles du Conseil. (22 avril).
- 7— MARTIN.—Pour la nomination d'une Commission Spéciale “re” loi concernant les pavages. (29 avril)
- 8— CLEMENT.—“Re” routes dans le parc La Fontaine. (29 avril).
- 9— MARTIN.—“Re” établissement d'une banque municipale. (29 avril).
- 10— MARTIN.—Pour amender le règlement No 404 “re” enlèvement de la neige sur les trottoirs. (29 avril).

REGLEMENTS.

- 11— 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No. 432 “re” bains. (12 février). (L. A. Lapointe)**
- 12— 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement “re” emprunt pour travaux permanents. (12 février) (L. A. Lapointe)**
- 13— 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No. 260 “re” édifices. (12 février). (Clément)*
- 14— 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'établir une bibliothèque publique. (12 février). (Morin)*
- 15— 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 139 de St-Louis du Mile-End. (19 février) (Deguire).
- 16— 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet de fermer les boutiques de barbiers à 8 heures du soir. (19 février) (Tétreau)
- 17— 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement concernant le maniement de la dynamite. (11 mars). (Drummond).
- 18— 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement relatif aux salles de vues animées. (19 mars) (Clément).
- 19— 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement “re” emmagasinage des pièces pyrotechniques. (19 mars). (Clément).

CITY COUNCIL

SPECIAL MEETING OF MONDAY, 6th MAY 1912.

Order of the day.

REPORTS

- 1— BOARD OF COMMISSIONERS.—“Re” lamps opposite residence of His Worship the Mayor. (29th April).
- 2— BOARD OF COMMISSIONERS.—“Re” establishment of a Board of Examiners. (29 avril).
- 3— BOARD OF COMMISSIONERS.—To close Monsabré Street. (29th April).
- 4— BOARD OF COMMISSIONERS.—To cede a portion of Monsabré Street to the Order of Franciscans. (29th April).
- 5— BOARD OF COMMISSIONERS.—To allow Messrs. Henry Morgan & Co., to erect a stable. (29th April).

MOTIONS

- 6— LAPOINTE, L. A.—For a compilation of the Rules of Council. (22nd April).
- 7— MARTIN.—For the appointment of a Special Committee law concerning pavings. (29th April).
- 8— CLEMENT.—“Re” walks in Park La Fontaine. (29th April).
- 9— MARTIN.—“Re” establishment of a municipal bank. (29th April).
- 10— MBARTIN.—To amend by-law No. 404 “re” removal of snow from sidewalks. (29th April).

BY-LAWS.

- 11— 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law No. 432 “re” baths. (12 February) (L. A. Lapointe)**
- 12— 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law for a loan for permanent works. (12th February) (L. A. Lapointe).**
- 13— 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 260 “re” buildings. (12th February). (Clément)*
- 14— 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to establish a public library. (12th February). (Morin)*
- 15— 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 139 of St. Louis du Mile End. (19th Feb.) (Deguire).
- 16— 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to close barber shops at 8 p.m. (19th February) (Tétreau).
- 17— 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to regulate the handling of dynamite. (11th March). (Drummond).
- 18— 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to regulate moving picture halls. (19th March). (Clément).
- 19— 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law “re” storage of fireworks. (19th March). (Clément).

- 20— 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pour amender le règlement No. 270 "re" voirie. (25 mars.) (Clément).
- 21— 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement "re" enlèvement du fumier. (9 avril) (Martin).
- 22— 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement concernant la circulation des autobus. (9 avril). (L. A. Lapointe).
- 23— 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 296 concernant les marchés. (15 avril) (Lapointe, L. A.)
- 24— 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No 328 concernant la fermeture des magasins de bonne heure. (15 avril) (Bastien).
- 25— 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'établir un Bureau de Censure pour les vues animées. (22 avril). (Lapointe, L. A.)
- 26— 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement "re" enseignes électriques. (22 avril). (L. A. Lapointe)

NOTE.—Les item marqués ainsi: * ont été appelés et et n'ont pas été pris en délibération (* une fois; ** deux fois).

- 20— 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 270 "re" roads. (25th March). (Clément).
- 21— 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law "re" removal of manure. (9th April) (Martin).
- 22— 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to regulate the circulation of autobusses. (9th April) (L. A. Lapointe).
- 23— 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 296 concerning markets. (15th April) (Lapointe, L. A.)
- 24— 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 328 concerning early closing of stores. (15th April) (Bastien).
- 25— 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to establish a Board of Censorship for moving pictures. (22nd April). (Lapointe, L. A.)
- 26— 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law "re" electric signs. (22nd April) (Lapointe, L. A.)

NOTE.—Items marked thus: * were called and not proceeded with (* once, ** twice).



CITE DE MONTREAL

ANNEXE A L'HOTEL DE VILLE

DES SOUMISSIONS cachetées adressées aux Commissaires et déposées à leur bureau à l'Hôtel de Ville, seront reçues jusqu'à midi, lundi, le 20ième jour de mai 1912, pour la démolition des vieux bâtiments, et l'érection de l'annexe de l'Hôtel de Ville de Montréal, dans les rues Gosford, Champ de Mars, et St-Louis.

Les plans et devis pourront être examinés et les formules de soumission, avec tous les renseignements voulus pourront être obtenus au bureau de MM. Marchand & Haskell, architectes, No. 164 rue St-Jacques, Montréal.

Aucune soumission ne sera prise en considération à moins d'être accompagnée d'un chèque certifié sur une banque canadienne à charte, payable à la Cité de Montréal, pour le montant de \$50,000.00, fait sur la formule de soumission fournie par les architectes, et mis dans l'enveloppe fournie à cette fin.

La plus basse ni aucune des soumissions ne sera nécessairement acceptée.

Les soumissions seront décachetées par le Bureau des Commissaires en présence des intéressés, à leur assemblée régulière dans leur salle de délibérations, à midi lundi, le 20ième jour de mai 1912.

Par ordre du Bureau des Commissaires,

L. N. SENEICAL,
Secrétaire

Bureau des Commissaires,
Hôtel de Ville,
Montréal, 2 mai 1912.



CITY OF MONTREAL

CITY HALL ANNEX

SEALED TENDERS, addressed to the Board of Commissioners and deposited in their office, in the City Hall, will be received up to 12 o'clock, noon on Monday, the 20th day of May 1912, for the demolition of old buildings and the erection of the Montreal City Hall Annex in Gosford, Champ de Mars and St. Louis streets.

Plans and specifications may be seen and forms of tender together with all required information, obtained from Messrs. Marchand & Haskell, architects No. 164 St. James street, City.

No tender will be entertained unless accompanied by an accepted cheque on a chartered Canadian Bank, payable to the City of Montreal, for \$50,000.00, made on the form of tender supplied by the Architects, and enclosed in the envelope supplied for the purpose.

The lowest or any tender will not necessarily be accepted.

The tenders will be opened by the Board of Commissioners in the presence of the interested parties, at their regular meeting in their board room, at 12 o'clock noon, on Monday the 20th day of May 1912.

By order of the Board of Commissioners,

L. N. SENEICAL,
Secretary.

Board of Commissioners,
City Hall,
Montreal, May 2nd, 1912.



EGOUTS

AVIS AUX CONTRIBUABLES

AVIS PUBLIC est par les présentes donné que les rôles spéciaux pour les égouts construits dans les rues sous-mentionnées dans la Ville de Montréal, à savoir:

Chambly, de la rue Ste-Catherine à la rue Stadacona.
Cartier, depuis l'égout actuel jusqu'à 150 pieds de la rue LaFontaine.

Comte, de la rue St-Hubert à la rue Labelle.

Duquette, de la rue Nicolet à l'avenue Valois.

St-Joseph Boulevard, de la rue St-Denis jusqu'à 350 pieds en allant vers l'ouest.

Labelle, de la rue Jarry à la rue Morin et du long de la rue Jarry à la rue St-Hubert.

Avenue Papineau, de la rue Gilford au Chemin de la Carrière.

Quesnel, de la rue Dominion à la rue Fulford.

Robert, de la rue Fullum à un point près de 250 pieds en allant vers l'est.

St-Timothée, de la rue Ste-Catherine à la rue DeMontigny.

Wellington, de la rue Bourgeois à la rue Magdalen.

DeFleurimont, entre les rues Dufferin et Christophe Colomb.

sont complétés et les rôles sont maintenant déposés au bureau du soussigné à l'Hôtel de Ville.

Toutes les personnes y mentionnées comme sujettes au paiement de quelque taxe ou contribution foncière sont par les présentes sommées d'en payer le montant au soussigné à son bureau dans les dix jours de cette date sans autre avis.

CHARLES ARNOLDI,
Trésorier de la Cité.

Bureau du Trésorier de la Cité,
Hôtel de Ville,
Montréal, 2 mai 1912.



SEWERS

NOTICE TO RATE-PAYERS

PUBLIC NOTICE is hereby given that the Special Rolls of Assessment for the construction of Sewers in the undermentioned streets or sections of streets, viz:

Chambly, from St. Catherine to Stadacona.

Cartier, between the actual sewer to 150 feet from La Fontaine.

Comte, between St. Hubert and Labelle.

Duquette, between Nicolet Ave. and Valois Ave.

St. Joseph Boulevard, between St. Denis to 350 ft. Westwards.

Labelle, between Jarry and Morin and along Jarry to St. Hubert.

Papineau Avenue, between Gilford to Carrières road.

Quesnel, between Dominion and Fulford.

Robert, between Fullum and a point near 250 feet going east.

St. Timothy, between St. Catherine and DeMontigny.

Wellington, between Bourgeois and Magdalen.

DeFleurimont, between Dufferin and Christophe Colomb.

in the City of Montreal are completed and are now deposited in the office of the undersigned in the City Hall.

All persons whose names appear therein as liable for the payment of any tax or assessment, are required hereby to pay the amount thereof to the undersigned at his said office, within ten days from this date, without further notice.

CHARLES ARNOLDI,
City Treasurer.

City Treasurers' Office,
City Hall,
Montreal, May 2nd, 1912.

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS. Suite. — TRANSFERS OF PROPERTIES. Oct.

HOHELAGA ET JACQUES-CARTIER—(Suite—Continued)

MONTREAL-OUEST

MONTRAL-WEST.

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregistre- ment Date of registration.	Date du contrat Date of deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur Purchaser.	No. du cadastre Cadastral number.	Etendue—Area.	Rue Street.	Genre— a— Descript.	Prix Price
St Georges	152149	11 Mars 1911	2 Nov 1911	Dme J Appleton mutt	J A Nutter.	1504	2737	Drt mmond	B	100 con
St André	152152	12 do	1 mars	R Bolton	G A Grier	1699	2850	MacKay	B	15000
do	152154	do	14 fev 1912	L J C E Boyer	A Siminovitch	1218	2687	125 Aqueduc	B	15000
do	152156	do	8 mars	Dme L Guest	E J O'Conner	1715-20-1	2175	767 Sherbrooke	B	21500
St George	152157	do	9 do	W B Hope	H F Hope	1082	2219	Latour	B	3500
Centre.	152164	do	23 fev	P Adelstein.	Geo Percival & Coy	21	1575	Place Royale.	B	100 con
St André	152166	do	26 dec 1911	W H Dalpe.	J Peron	1653-22-B	2320	St Catherine	B	10500
do	152162	do	21 fev 1912	C C Holland.	J Birchenough	1703-66 etc	8167-6	do	B	20000
do	153168	do	do	J Birchenough	A J Higgins	1703-66	8167 655.	do	B	245025
St Anne	152171	do	6 do	H Wener	J Lacroix	1880	3690	St Henry	B	11000
St Joseph	152172	do	20 do	R B Edwards.	W H Edwards	1466-14	2286	210 Versailles.	B	3133
St Anne	152175	do	13 mars	W C Kent.	J Aubin.	833	1700	21 Parnell.	B	2550
St Andrew	152176	do	8 do	J W Shaw	H Din Dwyer.	1625-5	2530	St Catherine	B	2000
St Anne	152177	do	8 do	J H Herbert	H Moison & al	1601	837	Queen	B	32000
Ouest	152178	do	27 fev	Dme H H V Koelle.	P Dubée.	207 1.	142	Craig	B	4200
Centre.	152183	do	7 mars	E Lepage	A Mignault.	141	1565	21-23 St Jacques.	B	4600
St Joseph	152186	do	5 do	Dme J Ward	Mont Electric Coy	593-23	5971	112 Mountai.	B	29860
St Georges	152187	do	13 do	S Berling	W C Towers	504	5250	18-20 Drummond.	B	2000
St Anne	152188	do	6 do	A D Rosaire & al.	Dme A Leavitt.	1823	13055	671 St Paul	B	23295
St André	152190	do	12 do	S H A M Ewing	Dme H Ewan	1719-6	1755	Seaford h.	B	16000
St George	152192	do	11 do	J A Cameron	E W Fisher	1469	36877	141 Drummond	B	3000
do	152193	do	do	W T Rodden	J A Cameron	1469	36877	do	B	24000
St Anne	152196	do	8 do	H R Ives Coy Ltd.	J H Hebert.	1601	8115	117 Queen	B	30000
St André	152199	do	5 do	West End Land Co.	O Desjardins	1681	6822	448 Guy.	B	68520
do	152501	do	15 do	A J Showers	Dme J E O'Flaherty	15 3-21.	1101	75 MacKay.	B	8000
do	152502	do	5 do	Dme T S Vipond.	C Rosenberg.	5770	5770	460 Guy.	B	32533
St Anne	152504	do	15 do	T Paquette.	J B Dupre.	585 etc.	10000	Forfar	B	35500
St George	152507	do	2 do	D Gordon.	A G Ross.	1421-12.	1961	Mansfield.	B	21000
do	152511	do	5 do	J Quinn	R B Ross.	594.	6014	588 Dorchester	B	36065
St Anne	152515	do	29 fev	D W Ogilvie & al.	W Végiard & al	1170	4637	860 N Dame.	B	14000
St Andrew	152518	do	6 mars	Robt MacKay	J Birchenough	1578-37 etc.	12331	Catherine.	B	308575
St Georges	152519	do	15 do	Grantham Realty.	R M Davy.	1422	11200	127 Metcalf.	B	87000
St André	152520	do	do	Dme H W Blaylock	G Barby.	1714A-5	3097	6.6 Sherbrooke	B	43680
St George	152522	do	29 do	N S Croker & al.	J Fair & al	1473	15950	St Catherine.	B	200150
Centre	152529	do	9 do	J Godbout.	E Lepage.	141.	1565	21-25 St James.	B	16000
St Joseph	152525	do	12 fev	A W Rwan.	S Heslin	217.	3380	372 St Antoine	B	20000
St Anne	152527	do	6 mars	A Delorme	Dme G E Cartier.	1807	1111	St Maurice.	B	2800
St André	152532	do	1 do	W A Blackader.	J D Jackson.	1628D	3825	916 St Catherine	B	27500
St George	152534	do	12 do	G W Eadie.	J Perrier.	1297 A	2180	51 Victoria	B	10000
St André	152535	do	6 do	W S Gillelan	Dme G R Boughton.	1651-67-9.	2223	26 Chomedy	B	6300
St George	152540	do	1 do	F L Beique	Miss E Harris	1420	2550	153 Metcalf.	B	15500
St André	152541	do	26 fev	G Penny	W Redpath	1663-12	2444	St Mathieu.	B	13000
St Anne	152542	do	27 do	W P Kennedy	D McCurdy.	176-3.	2225	311 Bourgeois.	B	2900
St André	152547	do	12 do	Dme C Lyman	W W Wadeigh	1581	2760	323 MacKay.	B	15000
St Joseph	152549	do	18 do	M Rashkin	M S Superior.	1206-1	7040	762 N Dame W	B	2200
St Anne	152549	do	9 jun 1902	Dme C Dowling.	J P Dowling	369.	5282	1009 St James.	B	100 consi.
St André	152552	do	18 mars 1912	Royal Trust Coy	F G Finley	1702-22.	4806	273 Bishop.	B	3500
St George	152567	do	28 fev	Dme N Campbell & al	C L Shorey	1195	3207	560 St Catherine.	B	8000
St André	152570	do	18 do	Mont Ln & Mtge	Dme E Su-her	1653-23.	1840	Tupper	B	27500
St George	152573	do	14 mars	M L Ship.	Dme M Penninton	1530-17.	7009	Sherbrooke	B	2000
do	152575	do	19 do	A Brassard.	C W Lindsay	1339-2	do	Victoria	B	18000
do	152576	do	do	M Bigras.	do	1339-1	2320	28 do	B	1800
Ouest.	152590	do	22 do	J Birchenough	Prudential Trust.	121.	2375	9 St John	B	57500
do	152416	do	20 do	Northern Com Tel Co	J Birchenough	do	2375	do	B	5000
St Anne	152617	do	28 fev	Dme N Campbell	G Esplin	1528	11090	Wellington	B	28211
St Andrew	152618	do	26 do	J W Knox	E B McGregor	1663-39.	1830	St Matthew	B	6000
St George	152625	1 avril 1912	8 mars	Dme L E H Boyer	Dme J D Oppe	1794-20	3250	323 Peel	B	30000
do	152626	do	29 do	Dme A Wilson	L A Wilson.	4 1037	1246	335 Craig	B	6500
do	152627	do	do	L A Wilson	Wilson Carbon Paper	1037	2192	do	B	12635
St André	152629	do	13 do	Dme W H Ewiug.	D A Hingston.	1 N O 1691	2861	138 MacKay	B	1500
St Anne	152630	do	9 do	Dme E Ph Hanaford	T F Statterly	375-6-7.	7739	Conway	B	16000
St George	152631	do	20 do	Grand T Sup Fund.	M Tannenbaum & al.	1398	2499	McGill Coll	B	32400
St André	152639	do	6 do	T Bastien.	F McLauchlin	1700.	2622	453 MacKay	B	16000
St George	152642	do	do	Dme C O'Brien	D J Creighton	1196.	1583	75 Aylwin	B	8000
St Anne	152648	do	do	W Mullin & al	M Block.	650.	5390	Farm	B	2425 50
St Georges	152649	do	do	J C Palmer.	P M Robertson.	1069	4937	Juror.	B	39169
do	152653	do	20 fev	Dme H Jacobs	W B Hope	1082	2219	Latour	B	6500
do	152657	do	1 avril	Mont Trust Coy	J K Liveson Ross	1528	10194	168 Drummond	B	85000
St Joseph	152659	do	24 juil 1911	Dme L Pépin & al.	L Pépin.	758.	3517	St Felix	B	6000
do	152660	do	do	L Pépin.	Miss H Dean	do	3217	do	B	6412
St Anne	152661	do	27 mars 1912	W Wilson.	T Hammond	173-1.	do	do	B	700
St Georges	152662	do	29 do	Miss M E Hardy.	W S Marwell	1297 B.	2180	49 Victoria	B	12000
do	152663	do	do	do	do	1297 C	2387	47 do	B	13000
Centre.	152666	do	12 do	C Rosenberg	E Oimmet	82	6050	St Paul.	B	80000
St André	152668	do	1 do	Celgo Can Realty.	J H Burland	1722-3.	53269	Pine Ave	B	135000
St Joseph	152669	do	6 do	S H Ward.	D L Crawford.	330-331	6412	Leroux	B	21000
St Georges	152672	do	26 do	W G Worden.	Dme H Porter	1460-13	3248	263 Peel	B	40000
do	152678	do	15 mars 1913	J O Perras	T S Darling	1369	2638	415 Dorchester.	B	50000
St Joseph	152680	do	21 dec 1911	Dme J B C Lussier al.	Dme L Girouard	85-5	3034	Fulford	B	3000
St Georges	152684	do	21 mars 1912	Dme G Haysey	Dme H M Baak	1126	1928	33 Belmont	B	11500
do	152686	do	4 do	J Murphy	D A Lewis	1504-13.	2621	61 Drummond	B	1500
do	152687	do	20 do	Dme J G Day	M B Day	1856.	10217	40 Durocher.	B	5500
St André	152686	do	4 avril	R S Auld	C F Furse	1651-73.	46	0 Fort.	B	3500
St Anne	152692	do	27 mars	W Tapley	D Donnelly.	5112	5112	Manufacturer.	B	8000
St Georges	152707	do	2 avril	R Filer	Miss E Harris.	1308-9	1532	52 Victoria	B	11500
St André	152708	do	23 mars	F X Roy	J B Dupre.	1567-5	1670	237 Mackay	B	7500
do	152709	do	2 avril	Dme F D Shallow.	J S Prince.	1671-10.	2667	19 Lincoln Ave.	B	7500
St Anne	152711	do	9 mars	Lachine Rapids & Hyd L Coy	A C Leslie Coy Ltd.	1379	31150	Seminary	B	31182
do	152713	do	11 avril	E R Gareau	A Gareau & al.	1295 etc	do	Murray	L	2028 60
do	152714	do	30 mars	V E Mitchell.	R S Logan	1755	9513	William.	B	35673 75
do	152715	do	10 avril	J A Perras	R C Cameron.	1683	4655	162 Shannon.	B	6000
St George	152717	do	3 do	Dme E H Blainstein.	Dme R DeBeaujeu	1822-2	4566	259 Prince Art	B	24000

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS. Suite.—TRANSFERS OF PROPERTIES. Cont.

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregistrement Date of registration.	Date du contrat Date of deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur Purchaser.	No. du cadastre Cadastral Number	Etendue—Area.	Rue Street.	Genre— Description.	Prix, Price.
St Denis	211411	9 avril 1912	4 avl 1912	F Chatelois	A Handfield	339-527	2750	Laurier	L	2175
N D Graces	211414	do	25 mars	N Hébert	G S Tessier	147-68	8017	Sherbrooke	B	4409 35
do	211415	do	16 do	G Marcell	J Lecavalier	177-139	4500	Plateau	L	800
do	211416	do	16 do	do	J Lecavalier	177-139	2250	Old Orchard	L	525
do	211417	do	19 do	do	Wm Coutts	177-124	2500	Evans	L	720
do	211418	do	19 do	Ross Rlty Coy Ltd	J McGillvray	171-299 etc	2600	Marlborough	L	670
Mont Royal	211421	do	26 do	do	J McCormack	169-357 etc	2175	Edw St Hubert	B	1100
Delorimier	211424	do	11 do	N Plante	E Gascon & al	7-886	1875	Edward VII	L	425
Emard	211425	do	26 do	Orchard Grove Ld Co	R Damatto	3616-150	1825	Chabot	L	300
St Denis	211432	do	22 do	Ideal Svc Ln & Ld Co	F Pilotte	161-1138	2600	330 C Colomb	B	6000
Laurier	211433	do	19 do	Dme N Farland	A Charbonneau	328-524	2500	Mance	B	550
Ahuntsic	211436	do	2 do	J L A Grenier	P Aunchman	12-10-29	1076		B	2286 64
Laurier	211439	do	2 do	L H Painchaud	L P Pepin	251-10 etc	2100	1107 Clarke	B	6770
Hochelaga	211440	do	3 avril	L Lafranchise	J Bte Dupré	N O 11-1128	4000	Hochelaga	L	1500
Rosemont	211450	do	29 mars	O Cardinal	J Dupont	148-231 etc	4700	Chopin	L	1000
St Henri	211451	do	4 avril	L U Chopin	T Ducharme	178-108 etc	1825	Cazalais	L	743 75
N D de G	211455	do	9 mars	E Soucy	P Leahey	1674-32	500	Prud'homme	L	280
Mont Royal	211457	do	4 do	D Lamoureux	J Chevalier	180-63	750	Marchmont	L	3000
Papineau	211462	do	14 do	R Wadey	J Beaudin	152-18	1776	1095 Dorion	B	3500
Mont Royal	211461	do	27 do	Dme F Riopelle	A Barsalou	153-289	1406	DeCelles	L	5213
St Denis	211467	do	12 do	J O Dupras	L H Desjardins & al	27-28 etc	3156	1520 St Hubert	B	6700
do	211468	do	2 avril	H Brodeur	J Rochon	325-172	3250	St Denis	L	1000
do	211469	do	29 mars	N Déziel	O W Lafranchise	N O 8-359	1728	9 Resther	B	2900
do	211470	do	21 do	Dme M Baillargeon	A Bertrand	325-13	1958	606 Mentana	B	3100
do	211471	do	20 do	J Lanier	G Comte	325-120	3150	St Andre	L	1550
do	211472	do	3 do	Dme L White	A Bigras	325-158 etc	6850	9th Ave	L	900
do	211473	do	16 do	W Drouin	J Lamarche	172-974 etc	2128	Nw Cote Rd	L	500
Laurier	211474	do	17 do	A Desmariseau	E Laframboise	208-1738	1920	15 Alexander Ave	B	650
St Jean Bte	211480	do	23 fev	L Cusson	C Casette	11-1604	1500	428 Coloniale	B	2000
St Denis	211490	do	4 avril	H Halphen	A Zimmerman & al	1324	2184	DeNoi mandeville	L	175
Bordeaux	211496	do	1 fev	Cie Terr P Amherst	C Boura sa	5-610	1290	6261 Persillier	B	3025
N D de G	211499	do	4 avril	Sherif de Mont	The Molsons Bank	323-138	50	0	B	2000
St Henri	21150	do	27 mars	P B Asselman & al	Z Trudeau	176-29-30	1650	Marquette	B	4500
N D de G	211510	do	do	R Laberge	V Castonguay	P N O 1477	2375	Melrose	L	100 consi.
do	211511	do	11 do	W F Murphy	J B Duhamel	174-181	7125	do	L	300
do	211512	do	1 do	J R Duhamel	E Laframboise	174-179 etc	2007	Sherbrooke	L	5371 39
Delorimier	211515	do	3 avril	G H Tes-ier	A Bissonnette	161-273	8500	Delorimier	L	900
do	211516	do	2 do	W Muckle	F Giroux	161-266	7500	do	L	2000
N D de G	211517	do	3 do	F McGuire	do	152-281	5000	Mt Royal	B	12500
do	211521	do	6 do	H Cardinal	N O Langevin	170-160	16299	Belgrave	L	450
do	211524	do	4 do	A Campbell Jr	A Campbell	176-224	5000	Marcel	L	2600
Pordeaux	211529	do	do	N Desiardins	H Hébert	301-134	1100	Bois de Boulogne	L	12000
Mont Royal	211532	do	1 do	Dme E L Kthier	H St English	166-4 etc	55000	Lake View Ave	L	22000
N D de G	211534	do	19 do	T W Lomb	W S Stewart	51-524	3815	Bellfield Place	L	125
Laurier	211535	do	26 do	J R Bell	Dme J Wm Edwards	12-13-27	2500	2248 Mance	L	7300
Delorimier	211540	do	do	Dme J H Webb	R W T Halpenny	152-287	1850	Bordeaux	L	350
do	211541	do	27 do	Suc J Brunet	O Michaud	do	1850	do	B	4250
St Denis	211543	do	3 do	C Michaud	Groleau	7-513	4350	2410 St Andre	B	1850
Hochelaga	211544	do	2 do	T W Malone	A Brien	29-790	8161	Aylwin	B	1500
Delorimier	211545	do	3 do	D Cloutier	E Foisy	108	2500	DesErables	L	8000
do	211547	do	do	O Michaud	J Frénette	9-2-2 etc	4224	Mt Royal	B	575
do	211549	do	28 mars	Rd A Dufour	L E Desmarais	12-294	2256	DesErables	B	700
St Denis	211550	do	3 do	Lionais Ltd	Dme G D ignault	do	2256	do	L	715
do	211551	do	4 do	Dme Daignault	H Mignault	48-578	550	Helanger	L	900
St Marie	211556	do	do	Cie Terr P Amherst	A Beauvais	336-6	4608	Back River	L	5000
Delorimier	211557	do	do	J B Cheverrier	P E Perras	72-1257	2160	Masson	L	2800
do	211560	do	9 avril	J A Leguerrier	Delle Charbonneau	161-204	4500	St Jerome	L	15000
St Jean Bte	211561	do	3 do	W Larose	T Bergeron	152	800	1054 DeLoimier	L	1300
S Cunegonde	211565	do	20 dec 1911	A Yale	J Villeneuve	433	2673	1144 St Laurent	B	3976
Delorimier	211567	do	1 avl 1912	N Brotman	S Lack	609	1775	Simard	L	650
St Denis	211568	do	3 do	P E B own & al	P Vanier	161-757	2750	Cowan	L	225
Longue Pt	211572	do	9 do	J O Benoit	J Rte Maleport	403-2	3375	Berthier	B	800
Hochelaga	211575	do	2 do	St Denis Land Coy	F X Dépatie	148-2280	200	159 Montgomery	L	80
Duverney	211576	do	28 mars	C Amireault	F Tremblay	8-13	7250	Parc Lafontaine	B	12500
N D de G	211577	do	3 avril	J Dutreille	E Fugère	174-275	2517	Melrose	B	425
Laurier	211580	do	4 do	Dme C Leboutillier al	A Giguère	171-141	205	Regent	L	301 consi.
N D de G	211583	do	9 do	J A Davies Cie Lte	R Langois	211-210	163	2360 Shaw	B	300
St Denis	211587	do	21 mars	V Barbier	L Bénard	11-1137	4200	2756 B St Laurent	B	9500
Laurier	211588	do	3 do	A J Wirshire	E F Campbell	do	4200	do	B	9500
do	211589	do	9 avril	J A Tangway	P Douville	329-219	4680	Ave Verger	B	1965 60
St Denis	211590	do	do	J E Breux	Dme L Leher	177-179	11533	Grey	L	14416
N D de G	211593	do	10 do	E Gorn	J Marot	189-57	2500	1074 St Urbain	B	650
do	211594	do	20 mars	R Frénette	J St Armand	488-812	2530	1a Roche	B	1900
Laurier	211591	do	9 avril	L E Beaulieu	F Prud'homme	61	3125	DesErables	L	875
St Denis	211598	do	do	Z Gauthier	P O Coulombe	27-125	10600	701 Lacombe	B	7500
Delorimier	211601	do	do	F Menard	D Chalifoux	2630-12	1749	St Hubert	L	400
Mont Royal	211602	do	do	J Guillemette	M Beauchamp	329-114	2009	286 Brebœuf	L	5300
St Denis	211607	do	do	Dme J E Clermont	Dme J O Desmarais	585-125	8335	1625 St Jaques	B	33000
do	211608	do	2 do	J O Richardson	P Trudel	208-105	2809	Parthenais	B	40
St Henri	211614	do	do	J Frénette	J Labelle	509-1	4273	1082 St Urbain	B	18000
St Denis	211614	do	4 do	L Abinovitch	Dme N Renaud	509-2	4263	1072	B	2000
St Jean Bte	211616	do	5 do	A Beaugrand	J Bte Brosard	152-33	13868	Ave Pine	B	1459 82
do	211617	do	1 do	Max Fineberg & al	M Bailey	23-189	3025	421 Joliette	B	4200
N D de G	211618	do	do	do	do	P S E 153-189	2640	Simard	B	4650
Hochelaga	211619	do	9 do	G Marcell	J E Lasalle	23-86	2640	Duquette	B	3250
Delorimier	211621	do	29 mars	J T Chartier	A Lafrance	488-64B	4000	St Andre	L	2800
Hochelaga	211627	do	3 avril	E Gageon	S Boisvert	148-3328	2000	420 Hochelaga	B	216
St Denis	211628	do	4 do	G Pagnet	Dme J Couture	162-33	3975	Madison	B	1900
Hochelaga	211630	do	4 do	J Gigeras	D Paquette	168-388	3000	Felmore	B	600
N D de G	211636	do	29 mars	Suc H Hogan	W Provencher	177-77	3500	Verger	L	600
do	211637	do	15 do	G W Zwinge	Dme T C Martin	8-74	5500	Cowan	L	1000
do	211649	do	11 do	A B Kay	M H Parson					
do	211651	do	16 do	G Marcell	J Garand					
St Denis	211654	do	21 do	Dme R B Webster	N Bessette					

MUTATIONS DE PROPRIETES—TRANSFERS OF PROPERTIES

HOHELAGA & JACQUES-CARTIER

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregistre- ment Date of registration.	Date du contrat Date of deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur Purchaser.	No. du cadastre Cadastral number.	Etendue—Area.	Rue Street.	Genre.— n— Descript.	Prix Price.
Delorimier	211658	9 avril	1912	1 av il 1912	Dme D Deschamps...	J A Roy	1/2 NO 153-172	2004 12 ^e 8 Simard	B	2800
Laurier	211660	11 do	23 do		Dme J L Archambault	Dme L Archambault	11-1633	2006 1461 Alexander	B	1500
St Denis	211660	do	26 mars		A Dubord	E Cote	7-789	2725 St Hubert	B	7000
Delorimier	211663	do	10 do		J Sansfacon	G Pichette	161-241	4300 Chausse	L	1400
Rosemont	211665	do	9 avril		Daoust Rlty Ltd	Dme P Gaipeault	192-1461	6909 Belanger	L	390
St Denis	211666	do	10 do		G W Parent	J Gagnier	1/2 N 8-728	2575 1826 Labelle	B	6250
St Jean Bte.	211668	do	9 do		H St Vincent	P Dupras	231	1587 1469 St Dominique	B	575
Delorimier	211670	do	6 do		G Rattelade	R Gauthier	161-228	2150 DesErables	L	800
St Denis	211671	do	10 do		A Grégoire	J F Senecal	339-215-1	2120 Garnier	B	500
Hochelaga	211676	do	13 do		Klie Boulon	A Choquette	2-254	2640 Duquette	L	1600
St Denis	211678	do	9 do		L Hamon	V E Lambert	325-169	4136 St Andre	L	2000
Hochelaga	211685	do	3 do		G L Remington & al	H Benoit	22-329	2500 390 Valois	L	350
St Marie	211686	do	25 do		A Michaud	R Duclos	172-352	1490 Avenue	L	650
do	211687	do	26 do		E A Labonte	G Sicard	172-1570	2703 1st Ave	L	6750
St Gabriel	211690	do	2 do		L Racicot	N Lalonde	3328-1	2580 Charlevoix	B	3415
St Denis	211692	do	3 do		A Tamburelli	J B Carducci	5-410	2850 Boyer	B	1400
Delorimier	211698	do	1 do		D Dupras	J Lamoureux	153-159	7020 Papineau	B	3700
do	211702	do	do		P Lavigne	A Laganiere	P S E 153-186	1825 1125 St mard	B	650
St Denis	211703	do	3 do		Dme E Bogaert	L J A Robillard	9-20	1550 2900 Berri	L	528
Hochelaga	211714	do	3 do		Mont Land & Impt	G Cardinal	23-40	2640 Stadacona	L	810
St Denis	211715	do	6 do		J A Jarry	C Valente	2630-474	8907 Hunl y	L	260
Rosemont	211717	do	2 do		St Lawrence Const	Limited			L	650
Longue Pt.	211720	do	24 mars		L Lavoie & al	A Lachapelle	183-11	3900 Bourbonniere	L	510
Hochelaga	211726	do	3 do		Mont Ln & Impt Coy	F Savard	389-78	4112 Charlemagne	L	1100
Rosemont	211736	do	10 avril		G V Kneen	R W Kemp	29-249	2687 Couvillier	L	3615
N D de G	211738	do	3 do		A Fortier	J R Lesage	183-11	6099 Bourbonniere	L	3615
do	211738	do	23 do		do	do	181-108	6099 Decarie	L	3615
do	211739	do	do		do	do	do	6099 do	L	3800
St Denis	211742	do	9 do		A Dorais	W Daoust	181-38	6099 Prudhomme	L	1950
do	211750	do	23 mars		E Brewer	E Letourneau	7-270	1707 Cha eaubriand	L	2750
do	211752	do	15 do		Ross Rlty Coy Ltd	J H A Gravel	7-535	1868 2197 St Andre	L	20
Ahuntsic	211753	do	15 do		do	J McCormack	483-76 etc	4285 Marquette	L	1710
St Denis	211759	do	28 fev		Dme D Richard	O Massey	226-A-503	600 do	L	1200
do	211761	do	14 mars 1912		L A Gagnier & al	J C Bonneau	7-206 etc	3455 St Andre	L	500
Laurier	211763	do	25 do		E Sauvage	G N Cl rmont & Cie	8-780	5000 Labelle	B	525
St Denis	211764	do	3 avril		E Trepanier	P Lafrance	10-1137	2620 St Dominique	B	1500
do	211766	do	1 do		L N Dupuis	N Charest	8-494	5000 Hunley	L	2500
do	2-1768	do	9 do		Ross Rlty Coy Ltd	J Roston	328-347	500 Boyer	L	50
N D de G	211772	do	1 do		H J Gagne	B Grandguillot & al	3-208 etc	4630 Fabre	L	3500
Laurier	211773	do	9 do		do	E Biron	163 25	7912 Grd Blv	L	4000
Delorimier	211774	do	4 do		G Rattelade	A Mercure	11-569-1	2000 1964 St Urbain	B	700
Laurier	211778	do	3 do		A O Brochu	I J Feldman	161-215	2150 DesErables	L	1375
St Marie	211781	do	23 mars		W F Gingras	E Rogers	12-13-10	5250 23 7 Mance	L	130
Longue Pt.	211782	do	27 do		P Tetreau	J E O Chaput	172-865	2160 Masson	L	2100
Emard	211786	do	10 avril		J Nand	L H Bergeron	400-329	2160 Logan	L	1500
do	211787	do	29 mars		F X Poirier	F X Isabelle	3912-227	4100 397 Blv Monk	B	700
St Marie	211788	do	27 do		N Fontaine	H Dubois	3930-198	4000 167 Hadley	B	1100
St Paul	211789	do	3 do		J Lepage	H Dubois	172-1382	4410 Dandurand	B	2500
N D de G	211791	do	1 do		L N Trudeau	Dme J Martel	3107-184	2150 Drake	L	2100
do	211792	do	30 mars		L A Bédard	L A Moreau	180-65 etc	5000 Prudhomme	B	491
St Denis	211795	do	11 avril		P L Desaulniers	P Desforges	174-323	19156 Melrose	L	110
do	211797	do	6 do		E Dagenais	J H Galarneau & al	329-149	1920 683 Ave Mt Royal	B	1025
do	211798	do	10 do		J Toussaint Jr	G Monier	9-172	2000 3045 DeGaspe	B	6500
do	211800	do	9 do		Mont Cent P & Loan	J A Demers	1/2 NO 8-267	3250 2172 St Denis	B	370
Laurier	211806	do	12 do		Coy Ltd	P Simard	9-137	3750 H de Ville	B	28750
St Denis	211807	do	9 do		X Charbonneau	O Lamoureux	12-4-4	12395 St Joseph	L	2000
N D Graces	211809	do	18 mars		A Panneton & al	F Therrien	5-531-A	9500 Boyer	L	250
St Denis	211810	do	do		J Armstrong & al	Geo W Halla	174-74	2375 Melrose	L	8500
do	211811	do	19 do		E Letourneau	J L Patenaude	488-567	32500 C Colomb	L	4500
N D de G	211812	do	21 do		J E Molson	A D smarteau	208-1738	2828 Bly Rosemont	L	180
do	211813	do	27 do		J Armstrong & al	Wm R Adam	174-122	2375 Melrose	L	270
do	211815	do	30 do		do	A Paiement	174-316	4750 do	L	333
St Denis	211817	do	26 do		do	C E Box	174-320	4750 do	L	300
do	211818	do	3 avril		J E Molson	Dme P A Belanger	209-233	2625 Rossland	L	1427
do	211818	do	do		Suc W F Lewis	The Richelieu Realty	Coy Ltd		L	50
Rosemont	211822	do	20 mars		M Dnquette	H Lambert	339-663	5192 Papineau	L	50
St Marie	211824	do	27 do		J J Varin	N Pontaine	183-751	1950 Bourbonniere	B	1000
N D de G	211826	do	9 aout 1911		J F Schofield	Dme I Shofield	172-1382	4410 Dandurand	L	40
do	211827	do	10 av il 1912		Dme do	W C Ball	162-17	5300 Madison	L	60
St Jean Bte.	211828	do	1 do		D F Rheame	J Shugar	285	5300 do	L	11200
do	211828	do	3 do		J Shugar	J Epstein & al	do	3000 Coloniale	B	1200
St Henri	211831	do	3 do		T Riendeau	A Daignault	1503	3000 do	B	3500
St Denis	211833	do	18 mars		F Watchorn	L Blais	489-337	3116 St Ferdinand	B	2900
Bordeaux	211839	do	27 do		F Barriere Fils	J Belanger	301-147	1740 2603 Labelle	B	925
N D de G	211840	do	2 avril		M H Johnson	J Bithell	180-196	740 0 Bois de Boulogne	L	650
Bordeaux	211843	do	11 do		Dme J B Prevost	A DeRousselles	323-172	2875 Minto	L	475
St Denis	211846	do	30 mars		Z Pesant	C Labelle	2630-230	6480 Pasteur	B	1700
Delorimier	211847	do	1 avril		A Shippel	Dme J de Tannancour	152-210	3500 Hunley	B	1900
Bordeaux	211848	do	2 do		E Picard	G Picard	323-152 etc	2000 Bordeaux	L	1000
Laurier	211849	do	do		P Chapeau	Dme H Leroux	1/2 N 11-698	12534 Frigon	L	6100
do	211850	do	4 do		C M Ford	A Reeves	11-427	2200 Waverley	L	6900
do	211851	do	do		A Reeves	A Poissant	do	5000 St Urbain	L	7500
do	211852	do	do		A F Vincent	A G Cameron	11-1033	5000 do	L	1690
St Denis	211853	do	9 do		The St Denis Ld Co	Z Berthiaume	1/2 NO 8-456	42250 Atlantic	B	212
do	211855	do	4 do		E Trepanier	J Boudreau	7-803	2500 1290 Hunley	B	6550
St Jean Bte.	211856	do	2 do		A Viena	V Morel	15-451	2725 2732 St Hubert	B	13000
Hochelaga	211867	do	4 do		E Massé	Jubillé Amrs C Ltd	148-120	4200 Rivard	L	14000
Duvernay	211868	do	1 do		Dme A Colletterte	C Laurin	7-164	27830 N D O	B	12000
St Denis	211870	do	9 do		J A Deguire	H Lem re	339-49	50 0 312 P Lafontaine	B	2800
do	211876	do	27 mars		Mont Cent Park L			2275 304 Garnier	B	
do	211877	do	30 do		Coy Ltd	M Rodrigue	9-52	2250 St Denis	B	375
					W Corbeil	N Gagnon	2643-2521	2200 do	B	450

P-ERMIS DE CONSTRUCTION.—BUILDING PERMITS

Date.	No. du Permis. a Permit Number	Endroit.—Location		Quartier. Ward.	Propriétaire. Owner.	Résidence Residence	Classe. Class.	Coût. Cost.	
		No.	Rue.—Street.						No.—Cadastr.
Avr 15	656 N		Cartier	153	Papineau	W Chicoyne	1142 Bordeaux	3ième classe	3000
do	657 R	2189	St Laurent	10	Laurier	Levy & Freeman	74 Laval	do	25
do	658 N		Conway	p 457	St Anne	J Glenny	81 Conway	do	1000
do	659 R	96	St Denis	175	St Louis	(r) Foucher	96 St Denis	2ième classe	1100
do	660 N	575	Papineau	1140	Papineau	H Papineau	575 Papineau	3ième classe	800
do	661 N		N D de G	179	N D de Grace	A Lamarre	38 Knox	do	4000
do	632 R		University	p 1346-1345	St Georges	Oxford Hotel Co	34 University	1ère classe	11000
do	663 R	42-44	Craig W.	165	Centre	Argentite Granite	11 Bonsecour	2ième classe	2500
do	664 N		Cedar	1725	St André	J G Laing	St Marc	do	20000
do	665 N		Garnier	339	St Denis	E Vermette	331 Delanaudière	3ième Classe	3000
do	666 R	28	Lagauchetière	89	St Louis	S Tafler	1361 Cadieux	do	20
do	667 R	2	Duquette	22	Hochelaga	H Perrault	2 Duquette	do	10
do	668 R	1613-23	St Jacques	852	Ste Cunégonde	J Picard	555 St Ambroise	do	1000
do	669 R	1675-77	do	385	St Henri	do	555 St Antoine	do	200
do	670 N		Be Avenue	1698	St Mary	J Lapointe	773 Cartier	do	700
do	671 N	445	Joliette	23	Hochelaga	J Stalport	445 Joliette	do	2000
do	672 N		St Hubert	7	St Denis	E Ladouceur	2735 St Hubert	do	2500
do	673 N		Minto	180	N D de Graces	Dunnings Ltd	513 Power Bldg	do	201
do	674 R	2275	N Dame West	1705	St Henri	H Daignault	2477 N Dame O	do	50
do	675 N		Dupré Lakd.	p 1832	Ste Anne	National Breweries Ltd	Chaboillez Sq	2ième classe	14000
do	676 N		Chateauguay	p 2731	St Gabriel	Bell Téléphone Co	Téléphone Bldg	do	35000
do	677 R	1985	B St Laurent	10	Laurier	Quenville & Guérin	Ste Catherine	do	200
do	678 N	2663	N Dame West	1703	Ste Marie	H Leduc	1232 City Hall	3ième classe	300
do	679 N	58	Redpath	p 1736	St Andrew	G A Grier	58 Redpath	do	400
do	680 R		Champlain	214	Rosemont	M Lavoie	29 Cuvillier	do	500
do	681 N		Coin	172	St Marie	Bank of British North A.	30 St James	1ère classe	13000
do	682 N		Sherbrooke & De Fleurimont	160	St Denis	A P Cusson Shoe	322 Papineau	2ième classe	20000
do	683 N	162	Normandie	595	do	A Cerat	2313 St André	3ième Classe	700
do	684 N		Papineau	210	do	O Lerner	1409 Marquette	do	1500
do	685 N	658	do	1	Duvernay	S Désy	1276 Bordeaux	do	2500
do	686 N		do	do	do	do	do	do	200
do	687 N	1877	N Dame West	1928	St Henri	Uni'n St Joseph St Henri	1877 N Dame O	do	2500
do	688 N		Masson & 5 Ave	172	Ste Marie	C Dufresne	373 5e Ave	do	200
do	689 N	596	Cuvillier	29	Hochelaga	M Campeau	596 Cuvillier	do	1800
do	690 R	189	Hampton	147	N D Graces	G Hopton	189 Hompton	do	100
do	691 N		Fairmont	11	Laurier	M Larose	224 Labelle	do	1050
do	692 N	210	Cuvillier	29	Hochelaga	T Pageau	4 8 St Germain	do	3000
do	693 N		do	do	do	do	do	do	3000
do	694 N		do	do	do	do	do	do	3000
do	695 N		Mance	1213	St Laurent	N Deslauriers	406 Sherbrooke E	2ième Classe	3000
do	696 R		do	do	do	do	do	do	2000
do	697 R	187-9	Bleury	540	do	E Dunn	180 St James	3ième classe	300
do	698 N	27	Claude	p 68	Est	G Contlés	190 N Dame E	do	100
do	699 R		Esplanade	p 945	Laurier	Commis	Montreal	1ère Classe	130000
do	700 R	1769	St Catherine E	31	Hochelaga	H Picard	Sur les lieux	3ième classe	700
do	701 R	1001	Marquette	1-75	St Denis	E Deneauto	1091 Marquette	do	700
do	702 N	739-41	Clarke	11	Laurier	F Valliquette	741 Clarke	do	40
do	703 N		Shaw	210	St Denis	S Birelaum	146a Colonial	do	1300
do	704 N		Hampton	179	N D de G	E Pollender	Farnham	do	2000
do	705 N		do	do	do	do	do	do	2000
do	706 R		do	do	do	do	do	do	100
do	707 N		B Monk	3912	Emard	L J Marchand	St Patrick	do	3500
do	708 N		Lachine Canal	3601	do	Fheather Leather	Lachine Canal	do	3000
do	709 N	292	St André	7	St Denis	J B auregard	433 Beaubien	do	1800
do	710 N		Bourgage	153	Bordeaux	D Rochon	2124 B Gouin	do	7000
do	711 R		St Hubert	12	Duvernay	O Dugas	1103 St Andre	2ième Classe	7000
do	712 R		S E Demontigny & St Thimothee	p 783	St James	Vézina Frères	776 St Hubert	do	2000
do	713 N	286	Centre	929	St Anne	P A Lafleur	286 Centre	3ième Classe	400
do	714 N		Ernest	3616	Emard	J Givis	326 Ernest	do	1200
do	715 N		St Antoine	1606	St Henri	P Cardinal	St Laurent	do	8000
do	716 N		do	do	do	do	do	do	do
do	717 N		do	do	do	do	do	do	do
do	718 R	23	Chapleau	179	N D de Graces	A Dumont	193 Lacas'e	do	4090
do	719 N		Mt Royal	p 122	Laurier	M Alex Fortier	17 Mt Royal	do	300
do	720 N		Rose de Lima	1358-1359	St Henri	Imp Tobacco Co	900 St Antoine	2ième classe	100000
do	721 N		St Antoine	1080-1081	St Henri	A Rivard	93 Joliette	3ième classe	3000
do	722 N		Nicolet	788	Hochelaga	F Young	230 F Anne	do	3000
do	723 N	1295	Plateau	94	N D de G	A U Laporte	389 Iberville	do	200
do	724 N	2768	Ontario	1352	St Denis	A Mahau	2605 St Hubert	2ième classe	540
do	725 N		St Hubert	7	St Marie	R Lall	2161 St Andre	3ième classe	800
do	726 N	165	Boyer	477	St Denis	C Turcot	165 Visitation	do	70
do	727 N	395	Visitation	p 297	Papineau	Dr J C Ducharme	395 Beaubien	do	900
do	728 N		Beaubien	7	St Denis	C M Hugh	296 Liverpool	2ième classe	2250
do	729 N		Belgrave	3310	St Gabriel	D Kneen	110 Mance	do	4500
do	730 N		do	do	do	do	do	do	1200
do	731 N	1345	Ontario	159	Hochelaga	A Beaulieu	1545 Ontario E	3ième classe	1800
do	732 R		Boyer	405	St Denis	A Tamburelle	1151 Boyer	do	100
do	733 N	1393	Des Erables	1	DeLoriermir	A Gohier	6 Parc Lafontaine	do	3000
do	734 N	233	Montcalm	610	St Jacques	O Carrière	123a Amherst	do	1800
do	735 N		Valois	113	Rosemont	A Grenier	Valois	do	3000
do	736 N	233	Montcalm	610	St James	O Carrière	123a Amherst	do	1000
do	737 N	545	De Gaspl	2643	St Denis	D Bertrand	57 Fullum	do	2500
do	738 N		St Jacques	4-5-6	N D de G	Cnsson & Montpetit	71 Delinelle	do	2500
do	739 N		do	do	do	do	do	do	2500
do	740 N		do	do	do	do	do	do	3500
do	741 N		Alburt	779	S Cunégonde	J Dubois	790 Albert	do	3500
do	742 R	1348	Huntly	8	do	G Colongelo	1348 Huntly	do	1000
do	743 R	222	B St Joseph	15	Laurier	J O Boyer	179 B St Joseph	do	150

MUTATIONS DE PROPRIETES. *Suite.* — TRANSFERS OF PROPERTIES. *Cont.*

HOCHELAGA ET JACQUES-CARTIER — (*Suite—Continued*)

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number	Date de l'enregist Date of registration.	Date du Contrat Date of Deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur. Purchaser.	No. du Cadastre Cadastral Number.	Etendue.—Area.	Rue Street	Genre.— Description	Prix Price
Hochelaga	211878	12 avril 1912	1 avril	G N Ducharme.	G Venne	23-478	2539	Stadacona,	L	1265
St Denis	211879	do	2 do	The Crystal Spring Land Coy	D Tuggey	2613-1312	2200	Alice	L	300
Laurier	211880	do	4 do	The Mont Central Prk Coy Ltd	J Lauzon	9 125	3750	Hotel de V	L	370
N D de G	211881	do	27 mars	F Magna	F Prud'homme	163-36	6744	Sherbrooke.	L	6106 80
Laurier	211885	do	2 avril	R McIntyre	W G Cruickshank	11-838	4717	2146 Esplanade.	B	18500
St Jean Bte	211890	do	9 do	V Morin	Dme D W Cadieux	14-25-A	1867	Mont Royal	B	18500
St Denis	211892	do	30 mars	Dme W Simard	Dme J Bte Troitier	2629-254	1401	P & I Ry	L	175
do	211893	do	9 avril	Caisse l'Im Concep de Mont	J Garépy	1/2 N 331-205	1837-6	548 Lasalle	B	245
do	211894	13 do	10 do	A Hamel	J Pagé	331-195	3675	616 do	B	1500
do	211896	do	2 do	J B Chenevert	O St Jean	336-1 etc	999	Back River	L	2240
N D de G	2119 2	do	11 do	N Masse	J A Cadot	179-155	475	Highland	L	2125
St Henri	2.1903	do	do	A F Vincent	O Méloche	245	380	Ro e de Lima	L	3509
St Denis	411904	do	29 mars	P N Ménard	I Ménard	196-68	408	Dr Jet	B	1100
Delorimier	2119 6	do	4 avril	J A Roy	J A Theoret	1/2 N D 153-172	2000	Simard	B	2800
St Denis	211911	do	4 Dec 1911	Dme P Rooney	J Rooney	940	1982	St Joseph	B	3000
N D de G	211912	do	0 av'il 1912	A Cundry	R Lecavalier	325-321	2040	Gilford	B	5000
St Denis	211913	do	12 do	R King	E Pollender	79-53	4 78	Highland	B	1535
do	211921	do	2 do	T Girard	Dme Z Desaulniers	7-1030	5 79	Labelle	L	1160
do	211922	do	9 do	P B Benoit	J Sauriol	7-23	4625	St Hubert	L	2500
do	211923	do	10 do	P C Haynes	A Grandbois	7-804	2725	do	L	1150
N D de G	211924	do	22 fev	L J E Brunel	Dme L P Duval	162-373	3300	Madison	B	160
St Denis	211924	do	13 avril	P N M-nard	N Guindon	194-20	3000	1410 St Denis	B	8060
Delorimier	211929	do	2 do	J L A Bellisle & al	A Handfield & al	156-12 etc	7222	do	L	57 7 60
do	211930	do	13 do	J E Saureget	J Lamarche	161-2 6	227	St Jerome	L	875
do	211932	do	23 do	Dme F Langevin	L Riopelle	279	250	Delorimier	L	1275
Hochelaga	211933	do	8 do	Jon Jequevicz	C Hojzet	148-284	2001	H gan	L	330
do	21194	do	do	do	do	148-2583	2000	do	L	330
St Henri	211936	do	12 do	J Rabin	C J Gross	N O 1270	7708	do	L	100 consi.
N D de G	211938	do	6 mars	J McMahon & al	J Murphy	174-51	2375	Melrose	L	790
Mont Royal	211940	do	2 avril	L G Papineau	Dme L E Trudeau	28-57	5450	Maplewood	L	600
St Denis	211911	do	21 mars	Ross Rly Coy Ltd	J H Jones	1-333	4100	1462 Fabre	L	180
Delorimier	211915	do	12 do	Ideal Ln & Ld Coy	S Cohen	161-217	4300	Dcs Erables	L	800
St Denis	211950	do	8 avril	S D Vallières	P Charest	339-481	2650	Laurier	L	1250
Mont Royal	211959	do	12 do	W Duquette	E A Robert	137	5177	Public ltd	L	238738 94
St Denis	211961	do	26 mars	E Cote	A A Dubord	528-465	1525	Boyer	L	7000
Hochelaga	211964	do	4 avril	C Gamache	R A Girard	19-46	18 5	Rouville	L	2500
Rosemont	211966	do	10 do	Pudent Rly Cons Co	N Huot	191-624	2495	St Zotique	L	225
Longue Pt	211937	do	29 mars	St Law Const Coy	J E Deschamps	21-2114	42-0	Sherbrooke	L	260
Laurier	211969	do	16 oct 1911	R Boa	Delle A Joly	11-824	440	Waverley	L	1000
St Denis	211974	do	13 av'il 1912	P Jubinville	A Laporte	490-251	1750	do	L	400
Hochelaga	211976	do	4 mars	J Gauthier	O Gauthier	29-738	2612	100 Aylwin	B	2000
St Marie	211977	do	27 do	L J McGuire	U L Chopin	172-2101	1950	1enth Ave	L	325
do	211978	do	do	C H Laberge	U Chopin	172-2 02	3900	do	L	650
Ahuntsic	211979	do	10 do	N L Chopin	O Amiot & al	222-309 etc	5250	St Clair	L	400
St Marie	211980	do	11 m'rs 1912	G Gaudette	N L Chopin	172-907	2250	10th Ave	L	375
N D de G	211986	do	30 do	J Donohue	L Boughton	174-311	2375	Melrose	L	350
Delorimier	211989	do	13 avril	J T Lemire	J H Laforest	12-134-2	1465	Messier	B	3150
do	212000	do	do	J A Roy	M Gabias	161-46	2250	St Jerome	B	500
Emard	212003	do	29 ma's 1912	J U Emard	Dme J Carroll	3912-80	4160	26 Jacques Hartil	B	1500
N D de G	212007	do	10 avril	C J Brown	Dme Wm C McLeich	189-202	3876	Grey	B	9250
St Denis	212 08	do	11 do	J Picard	R E Gadoury	1/2 S E 331-90	215	592 Chambord	B	175
do	212009	do	12 do	A do	B de Francesco	141-1-4	2252	Grand Ave	L	1500
N D de G	212 10	do	30 m'rs 1912	F E Donovan	A Shuman & al	162-450	5076	Sherbrooke	L	6778
do	212011	do	do	A Shuman & al	A Clément	do	5076	do	L	3442 50
do	212012	do	2 avril	F Cookson	O L Henault & al	179-294	7653	Royal	L	600
Bordeaux	2120 3	do	do	A R Kreisler	J Pratt	541 2-32	4750	Mance	L	2000
Laurier	212014	do	11 do	W David	M Rabinovitch	10-176	572	2225 St Laurent	L	2700
do	212016	do	15 do	H E Dupont	I Morris & al	10-1084	2500	17 Buller	L	750
do	212017	do	9 do	H Fontaine	A Leonard	10-1344	1900	682 Casgrain	B	1800
St Denis	212018	do	11 do	N Desmarchais	S Marqui	2630-164	2125	2750 Labelle	B	3200
do	212019	do	do	S Marquis	J Marcotte	do	2125	do	B	3729 37
Laurier	212 27	do	19 mars	Dme J Archambault	E Corbeil & al	1/2 S 12-14-4	2762-6	Parc	L	375
St Denis	212 33	do	10 avril	A J Gadoua	A Bellisle	9-4	2118	Berri	L	1600
N D de G	212031	do	15 do	The Montral Invest & Hold Co	P J Graham	170-384a	8429	Belgrave	L	3091 27
do	212035	do	2 do	do	E C Perkins	170-357 etc	27847	Melrose	L	150
St Denis	212038	do	13 do	The Sun Life Assee Coy of Caanda	Paul Jubinville	490-251	1750	St Hubert	L	566
do	212039	do	11 do	Comm des Frères de l'Inst Chretienne	N Dandenault	339-284	2575	Garnier	L	560
do	212040	do	1 do	H A Demers	W A Moreau	2643-2291	1500	Sanguinet	L	34707 15
St Jean Bte	212042	do	29 mars	S Rabinovitch & al	J Knowles	174-6	14739	Esplanade St Urbain	L	3300
Laurier	212045	do	13 avril	W Paquette	Z Labelle	137-110	3718	1587 Cadieux	B	750
Longue Pt	212049	do	4 do	The St Lawrence Construction Co Ltd	Can Pac Ry Coy	21-47	2100	Lacogny	L	780
do	212050	do	29 Ma's 1912	do	A Lepage	21-486	4200	Lacordaire	B	100
Rosemont	212052	do	10 avril	J D Davis	J Bissonnette	176	1150	do	L	4200
St Denis	212056	do	12 do	D Tessier	J A Ouellette	1/2 S E 8-640	25 0	499 Huntley	B	4200
St Gabriel	212057	do	do	Dme R Ahern	Dme J O Boudrias	2175-28	3613-6	590 Mullins	B	216
Hochelaga	212066	do	30 m'rs 1912	Suc H Hogan	J C A Brunel	148-2309	2000	Wurtele	B	1950
N D de G	212 67	do	27 do	J E Pullam	D M Crites	176-196	4510	Oxford	L	35
Bordeaux	212071	do	30 ao't 1883	Dme F X Coutu	H A Egan	323-355	7027	Fabre	L	150
St Denis	212076	16 do	9 avril	The Sun Life Assee Coy of Canada	D Dagenais	2630-67	1775	St Hubert	L	6200
Longue Pt	212081	do	8 do	H Robert	A Pare	389-1	7050	3965 N Dame	B	3900
St Denis	212082	do	2 do	Dme J Troitier	R Larive	5-327	3250	1911 C Colomb	B	2900
do	212083	do	4 do	N Lahaie	A Teerion	488-37 a	4750	2034 Boyer	B	4500
Hochelaga	212 84	do	12 do	Dme M Guibault	R A Girard	49-47	3750	61 Rouville	B	7875
Laurier	212087	do	1 do	C Benard	J Pozzle	12-18-9	2750	Parc	B	725
St Denis	212089	do	do	R Emard	J A Belanger	7-735	2417	St Hubert	B	2300
Laurier	212090	do	3 do	Dme A Généreux	J Vincelli	10-1195	5500	S Dominique	L	